

COMMUNE DE BOUTAVENT LA GRANGE

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

APPROBATION

1

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal du 15 Avril 2014 approuvant le plan local d'urbanisme.

Le Maire,

RAPPORT DE PRESENTATION, DIAGNOSTIC



SARL Espac'urba - Etudes et conseils en Urbanisme

11, Rue Pasteur - B.P.4 - 76340 BLANGY SUR BRESLE

Tél : 02 32 97 11 91 - Fax : 02 32 97 12 54 - Email : courriel@espacurba.fr

SOMMAIRE

1ERE PARTIE : PRESENTATION DE LA COMMUNE DIAGNOSTIC DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, AGRICOLE, SERVICES.....	1
I.1 SITUATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE	2
I.2 LES DONNEES DEMOGRAPHIQUES	3
<i>I.2.1 Poids démographique et évolution de la population.....</i>	<i>3</i>
<i>I.2.2 Analyse des mouvements naturels et migratoires</i>	<i>4</i>
<i>I.2.3. L'analyse comparative par âge et par sexe</i>	<i>5</i>
<i>I.2.4 L'évolution des classes d'âges</i>	<i>6</i>
I.3 L'ANALYSE DES MENAGES ET DE LEUR COMPOSITION	6
I.4 ANALYSE ET EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS	7
<i>I.4.1 Le parc de logements</i>	<i>7</i>
<i>I.4.2 Ancienneté du parc de logement</i>	<i>8</i>
<i>I.4.3 La typologie des résidences principales</i>	<i>9</i>
<i>I.4.4 Le statut d'occupation des résidences principales</i>	<i>9</i>
<i>I.4.5. Les éléments de confort des résidences</i>	<i>10</i>
<i>I.4.6. Le nombre de pièces par résidences principales</i>	<i>10</i>
<i>I.4.7. Le fonctionnement du marché local</i>	<i>11</i>
I.5. LES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUE	11
<i>I.5.1. L'analyse de la population active</i>	<i>11</i>
<i>I.5.2 L'emploi et le lieu de résidence.....</i>	<i>13</i>
<i>I.5.3. Emploi et mode de transports.....</i>	<i>13</i>

I.6. ACTIVITE AGRICOLE.....	14
<i>I.6.1. Une politique raisonnée d'aménagement de l'espace rural</i>	<i>14</i>
<i>I.6.2. Des objectifs de développement</i>	<i>14</i>
<i>I.6.3. Une réelle protection de l'agriculture</i>	<i>15</i>
<i>I.6.4. L'agriculture à BOUTAVENT LA GRANGE</i>	<i>16</i>
I.7. LES ACTIVITES ARTISANALES, INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES.....	19
I.8. LES EQUIPEMENTS DE LA COMMUNE ET LES SERVICES	21
<i>I.8.1. Les réseaux.....</i>	<i>21</i>
<i>I.8.2. Les équipements publics.....</i>	<i>25</i>
<i>I.8.3. Le cimetière</i>	<i>25</i>
I.9 LES SERVICES ET MOYENS DE TRANSPORTS	26
<i>I.9.1 Les services de proximité</i>	<i>26</i>
<i>I.9.2 Déchets ménagers</i>	<i>26</i>
<i>I.9.3 Les transports.....</i>	<i>26</i>
I.10. LES POSSIBILITES DE LOISIRS	27

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'ORGANISATION, LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE COMMUNAL, LE PATRIMOINE BATI ET LES RISQUES.....28

II.1. LE RELIEF..... 29

II.2. LE CLIMAT 29

II.3. LA PEDOLOGIE 30

II.4. LES PAYSAGES ET LES ELEMENTS NATURELS 30

II.4.1 La composition paysagère du territoire 31

II.4.2. Les perceptions du territoire communal 32

II.4.3. Les entrées - Approche visuelle..... 33

II.4.4. Les éléments naturels 34

II.5. LES MESURES DE PROTECTION DU PAYSAGE ET DES MILIEUX NATURELS..... 36

II.5.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)..... 36

II.5.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristiques..... 37

II.5.3 Les corridors écologiques potentiels..... 43

II.5.4. NATURA 2000..... 44

II.5.5. Les Zones Humides..... 46

II.6. L'ORGANISATION DU TERRITOIRE 47

II.6.1. L'occupation du sol..... 47

II.6.2. L'évolution de l'urbanisation..... 48

II.6.3. Le parcellaire 48

II.6.4. La consommation foncière 50

II.7. LE BATI..... 50

II.7.1. Le bâti ancien..... 51

II.7.2. Le bâti récent..... 53

II.8. LE PATRIMOINE HISTORIQUE	55
<i>II.8.1. Le patrimoine bâti</i>	<i>55</i>
<i>II.8.2. Le patrimoine archéologique</i>	<i>56</i>
II.9. LES DEPLACEMENTS	57
II.10. LES RISQUES.....	58
<i>II.10.1. Les risques technologiques.....</i>	<i>58</i>
<i>II.10.2. Les risques naturels.....</i>	<i>60</i>
II.11. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	64
II.12. LES EOLIENNES	65
 TROISIEME PARTIE - SYNTHESE DU DIAGNOSTIC OBJECTIFS COMMUNAUX ET PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT URBAIN.....	 66
 III.1 - SYNTHESE DU DIAGNOSTIC : ATOUTS ET CONTRAINTES DU TERRITOIRE DE BOUTAVENT LA GRANGE	 67
III.2 - LES OBJECTIFS COMMUNAUX	68
III.3 - LE SCENARIO RETENU EN TERME D'ACCUEIL DE POPULATION	69
III.4 - LES POTENTIALITES FONCIERES	70
III.5 - LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	71

4EME PARTIE - EXPLICATION DU PROJET DE P.L.U.	73
IV.1 - LE PROJET DE TERRITOIRE, LE ZONAGE	74
IV.2 - EXPLICATION DE LA DELIMITATION DES ZONES	75
<i>IV.2.1 - Appellation, Affectation des zones du PLU</i>	75
<i>IV.2.2 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux contraintes du territoire</i>	76
<i>IV.2.3 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD</i>	77
<i>IV.2.4 – Analyse des différentes zones du PLU</i>	78
IV.3 - JUSTIFICATION DU REGLEMENT	81
IV.4 - AUTRES PRESCRIPTIONS FIGURANT AUX DOCUMENTS GRAPHIQUES	85
<i>IV.4.1 - Espaces boisés classés</i>	85
<i>IV.4.2 - Emplacements réservés</i>	85
<i>IV.4.3 - La protection du patrimoine</i>	85
<i>IV.4.4 - Les secteurs de risques naturels</i>	85
<i>IV.4.5 - Les secteurs de risques technologiques</i>	86
<i>IV.4.6 Le droit de préemption urbain</i>	86
CINQUIEME PARTIE - INCIDENCES SUR L’ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE / MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR	87
V.1 - INCIDENCES SUR L’OCCUPATION DU SOL	88
V.2 - INCIDENCES SUR LE PAYSAGE	88
V.3 - INCIDENCES DE L’URBANISATION DES DENTS CREUSES	89

V.4 - INCIDENCES DU PLAN SUR LES DEPLACEMENTS	89
V.5 - INCIDENCES DU PLAN SUR LA GESTION DE L'EAU.....	89
V.6 - PRESERVATION DES ZONES AGRICOLES	91
V.7 - LES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	91
<i>V.7.1 Généralités sur les incidences potentielles du document.....</i>	<i>92</i>
<i>V.7.2 Analyse des incidences du projet</i>	<i>92</i>
V.7.2.1- Les sites naturels remarquables et protégés (Z.N.I.E.F.F. de type 1 et 2)	92
V.7.2.2 - Les corridors écologiques potentiels	93
V.7.2.3 - Les sites du réseau Natura 2000.....	93
V.7.2.4 - Les zones humides	93
V.7.2.5 - Les milieux naturels présents	94
V.8 - LES CONDITIONS D'AMENAGEMENT DES ABORDS DES PRINCIPAUX AXES ROUTIERS : ARTICLE L.111-1-4 DU CODE DE L'URBANISME...	94
V.9 - LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	96
<i>V.9.1 - Le projet de schéma de cohérence territoriale de la Picardie Verte.....</i>	<i>96</i>
<i>V.9.2 - Le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....</i>	<i>96</i>
<i>V.9.3 - Le Schéma Régional Climat Air Energie.....</i>	<i>99</i>
<i>V.9.4 - Les servitudes d'utilité publique.....</i>	<i>101</i>
V.10 - SUPERFICIE DES DIFFERENTES ZONES	101
V.11 - INDICATEURS PERMETTANT L'EVALUATION DU P.L.U.....	102
ANNEXES.....	103

1ERE PARTIE : PRESENTATION DE LA COMMUNE DIAGNOSTIC DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, AGRICOLE, SERVICES...

I.1 Situation administrative et géographique

BOUTAVENT LA GRANGE est une commune située dans l'Oise, et plus exactement dans le Nord Ouest du département. Elle appartient au canton de Formerie et adhère à la Communauté de Communes de la Picardie Verte.

Elle est bordée par 7 communes : Formerie, Bouvresse, Monceaux l'Abbaye, Mureaumont, Campeaux, Cany sur Thérain et Saint Arnoult.

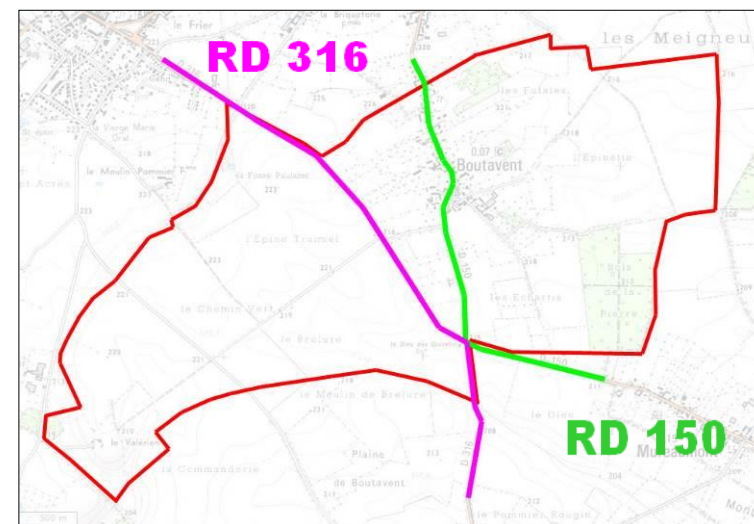
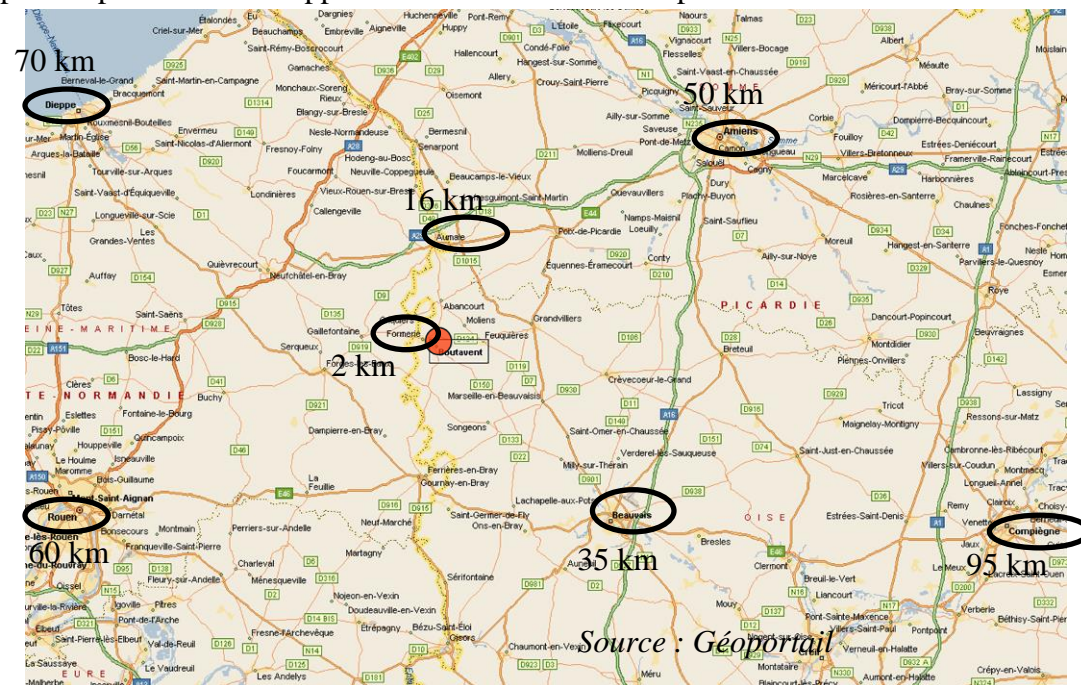
BOUTAVENT LA GRANGE est située à 70 km de Dieppe, 50 km d'Amiens, 60 km de Rouen, 35 km de Beauvais, 16 km d'Aumale et 2 km de Formerie.

Grâce au réseau routier départemental, la commune est connectée à de forts pôles administratifs, attractifs et touristiques mais également de bassins d'emplois et de vie.

La commune, d'une superficie d'environ 437 hectares, possède un relief de plateau. BOUTAVENT LA GRANGE comprend un centre bourg ainsi qu'un écart.

La population de BOUTAVENT LA GRANGE en 2009 s'élevait à 75 habitants, pour une densité de 17,2 habitants au km².

Deux départementales scindent le territoire : la RD 316 et la RD 150.

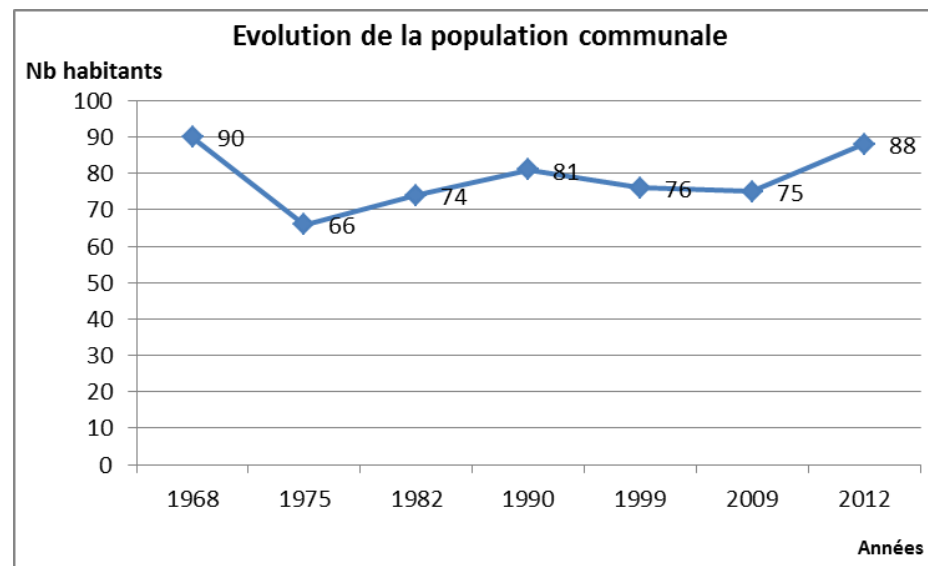


I.2 Les données démographiques

I.2.1 Poids démographique et évolution de la population

Au recensement de 2009, BOUTAVENT LA GRANGE comptait 75 habitants pour un territoire d'une superficie de 437 hectares. La densité de population de BOUTAVENT LA GRANGE confirme le caractère rural de la commune. En effet, en 2009, la densité de population était de 17,2 habitants au km². Ce chiffre est largement inférieur à celui du canton de Formerie (55,4 habitants au Km² en 2009). La commune représentait, en 2009, 0,89 % du poids démographique du canton.

Depuis 40 ans, la population communale connaît une évolution fluctuante, oscillant entre perte et gain d'habitants. Elle est caractérisée par une légère hausse de 1975 à 1982, passant respectivement de 66 à 74 habitants. Depuis 1990 la population tend à diminuer et arrive à 75 habitants en 2009. En 2012, la tendance s'est inversée : BOUTAVENT LA GRANGE a quasiment retrouvé le seuil de population de 1968.



Source données INSEE 2009

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2012
Population	90	66	74	81	76	75	88
Densité moyenne (Hab/km ²)	20,6	15,1	16,9	18,5	17,4	17,2	/

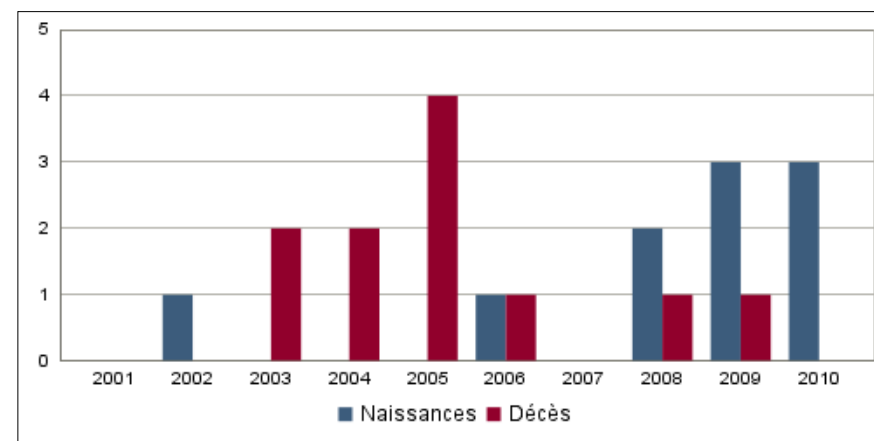
Source INSEE 2009

I.2.2 Analyse des mouvements naturels et migratoires

L'évolution de la population communale est liée à la combinaison de deux facteurs : le solde naturel et le solde migratoire.

Depuis les 40 dernières années, ces 2 indicateurs connaissent des fluctuations, induisant les variations constatées dans l'évolution de la population communale :

- Solde naturel : ce dernier est globalement négatif (excepté entre 1982 et 1990) : les décès sont plus nombreux que les naissances. D'après le graphique ci-joint, ce phénomène semble toutefois s'inverser depuis 2008.
- Solde migratoire : ce dernier était positif entre 1975 et 1990, ainsi que sur la dernière période intercensitaire étudiée : les arrivées sur la commune permettent de compenser les départs



Source données : INSEE 2009

Bien souvent, l'apport d'une nouvelle population entraîne quelques années plus tard, la progression du solde naturel. Cependant, il est nécessaire d'être vigilant, car si les mouvements migratoires s'atténuent cela risque d'entraîner les mêmes résultats concernant le solde naturel. Avec une rapidité extrême, la population peut ainsi diminuer.

Il s'agit aujourd'hui d'une réflexion globale relative à la manière d'appréhender l'évolution de la population au regard des mouvements antérieurs.

Indicateurs démographiques	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009
Variation annuelle moyenne de la population en %	-4,3	+1,6	+1,1	-0,7	-0,1
Due au solde naturel en %	-0,4	-0,6	+0,6	-0,1	-0,8
Due au solde apparent des entrées sorties en %	-4	+2,3	+0,5	-0,6	+0,7
Taux de natalité en %	9,1	10,2	17,8	8,5	5,3
Taux de mortalité en %	12,7	16,4	11,4	9,9	13,2

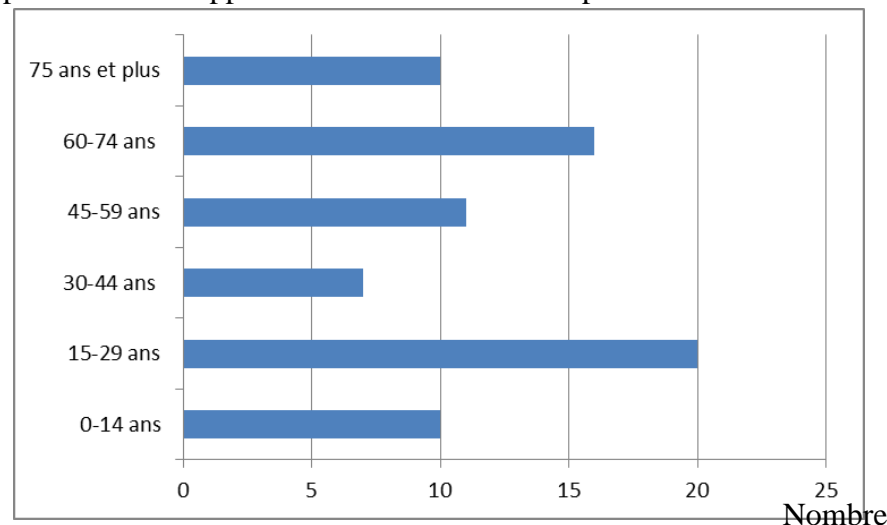
Source données : INSEE 2009

I.2.3. L'analyse comparative par âge et par sexe

La population de BOUTAVENT LA GRANGE est en majorité composée de personnes ayant entre 15 et 29 ans, avec une quasi égalité homme femmes (27,3% pour 26,2%). La tranche la moins représentée est celle des 30- 44 ans avec seulement 9%. Les personnes de 75 ans et plus représentent 13,5 % des habitants de la commune.

La population est relativement jeune : en 2009, 40,5 % des habitants ont moins de 30 ans. Toutefois, il convient d'être vigilant car la pyramide des âges possède une base rétrécie.

Suivant ces chiffres, il est important de maintenir un équilibre et un renouvellement de la population, afin de poursuivre la dynamique démographique de la population.



Source données : INSEE 2009

Concernant la répartition Hommes/Femmes, l'ensemble était relativement équitable en 2009 (38 hommes pour 37 femmes). Une analyse plus précise révèle que le nombre d'hommes et celui des femmes sont relativement équilibrés pour les différentes classes d'âges.

A travers ces chiffres, il faut donc :

- veiller au maintien de la dynamique démographique.
- et prolonger l'effort en terme d'apport de la population et d'autre part d'analyser les flux actuels dans l'ancien.

	Hommes	%	Femmes	%	% par rapport à la population totale
Ensemble	38	100	37	100	100
0 à 14 ans	5	13,6	5	14,3	13,7
15 à 29 ans	10	27,3	10	26,2	27,4
30 à 44 ans	3	9,1	3	9,5	8,2
45 à 59 ans	8	20,5	3	9,5	15,1
60 à 74 ans	6	15,9	10	26,2	21,9
75 à 89 ans	5	13,6	5	14,3	13,7
90 ans ou plus	0	0	0	0	0
0 à 19 ans	6	15,9	6	16,7	16
20 à 64 ans	24	61,4	18	50	56
65 ou plus	9	22,5	12	33,3	28

Source données : INSEE 2009

I.2.4 L'évolution des classes d'âges

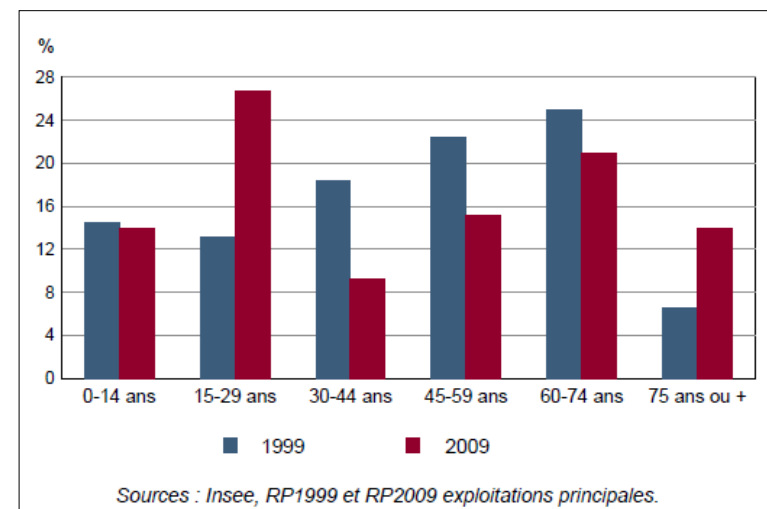
L'évolution des classes d'âge montre des fluctuations importantes de ces dernières :

- Baisse des 0-14 ans, ainsi que des classes d'âges situées entre 30 et 74 ans;
- parallèlement, les 15-29 ans ainsi que les 75 ans et plus connaissent une augmentation.

Ce constat pose la question d'un phénomène de vieillissement de la population, notamment en raison de la baisse des 0-14 ans en lien direct avec celle des 30-44 ans.

Toutefois, l'augmentation des 15-29 ans pourrait permettre de renverser la tendance avec des futures naissances.

Il est intéressant de renouveler et varier les apports de population pour ne pas entraîner un vieillissement brutal de la population. La commune doit donc veiller au maintien de sa dynamique démographique. Il semble important de permettre d'accueillir de jeunes couples afin de favoriser un solde naturel positif.



Source données : INSEE 2009

I.3 L'analyse des ménages et de leur composition

Le nombre total des ménages a connu une augmentation entre 1999 et 2009 passant ainsi de 32 à 35 ménages.

Entre les 2 périodes intercensitaires, on observe :

- une augmentation des ménages d'une personne, et plus particulièrement des femmes seules,
- une légère baisse du nombre et de la part des couples sans enfants (- 5 points).
- une augmentation du nombre et de la part des couples avec enfants (+2 couples),
- une stabilité du nombre de familles monoparentales.

	2009	1999
Ensemble	35	32
Ménages d'une personne	14	12
- Hommes seuls	3	4
- Femmes seuls	10	8
Autres ménages sans famille	0	0
Ménages avec famille	21	20
dont la famille principale est :		
- Couple sans enfant	7	8
- Couple avec enfants	10	8
- famille monoparentale	4	4

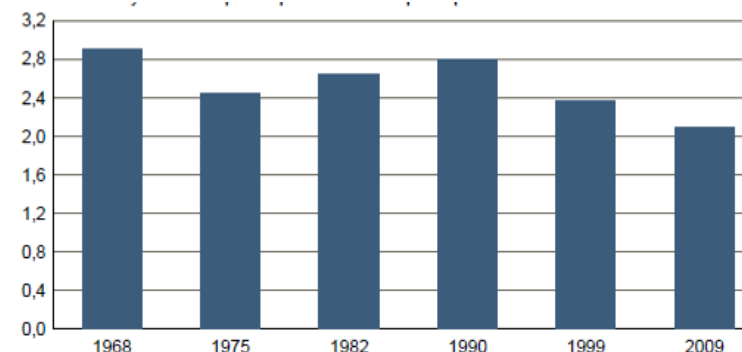
Source données : INSEE 2009

D'après les informations transmises par la mairie, pour l'année 2011, on note une prédominance des ménages de 1 personne, puis on retrouve ensuite les ménages composés de 2 personnes. On observe très peu de grands ménages composés de 5 personnes ou plus.

	1 personne	2 personnes	3 personnes	4 personnes	5 personnes	6 personnes ou plus
Nombre	17	12	2	8	1	0

Source données : Mairie 2011

Le nombre moyen d'occupants par ménage est en baisse depuis 1968 et se situe à 2,1 en 2008 à BOUTAVENT LA GRANGE. Cette évolution correspond à une tendance nationale, liée au phénomène de desserrement de la population : sous l'effet du vieillissement de la population, de la baisse du nombre moyen d'enfants par femme, de la multiplication de familles monoparentales et de la décohabitation plus précoce des jeunes adultes, le nombre de personnes par ménage diminue.



Source données : INSEE 2009

I.4 Analyse et évolution du parc de logements

I.4.1 Le parc de logements

Depuis 1968, le parc des logements de BOUTAVENT est en évolution positive. En effet, il atteint 43 logements au recensement de 2009, les élus estiment que ce chiffre est passé à 47 logements en 2011.

Le nombre de résidences principales domine largement avec 36 logements principaux (83,7 % du parc de logements) contre 4 résidences secondaires ou logements occasionnels en 2009.

L'existence d'un parc de logements vacants est indispensable pour assurer une fluidité du marché et permettre aux habitants d'une commune de changer d'habitation en fonction de l'évolution de leur famille (naissance, départ des enfants, séparation...).

Un taux équivalent à 6% du parc de logement permet d'assurer une bonne rotation de la population dans ce même parc, sans avoir besoin de nouvelles constructions. A BOUTAVENT LA GRANGE, ce taux est de 9,30%. Si l'on considère que certains de ces logements n'étaient pas

occupés du fait de leur vétusté ; le faible nombre de logements vacants habitables révèle une demande d'installation sur la commune. Ce point est d'ailleurs confirmé par le constat des élus pour l'année 2011, puisqu'ils ne recensent plus aucun logement vacant.

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2011
Ensemble	33	32	35	35	37	43	47
Résidences principales	31	27	28	29	32	36	41
Résidences secondaires et logements occasionnels	1	2	5	3	3	4	6
Logements vacants	1	3	2	3	2	4	0

Source données : INSEE 2009 et Mairie

I.4.2 Ancienneté du parc de logement

La part du parc ancien demeure prédominante à BOUTAVENT LA GRANGE. En effet, 66,7 % des constructions ont été réalisées avant 1949.

On retrouve ensuite une certaine diversité du parc de logements pour les périodes intercensitaires plus récentes.

La diversité du parc en fonction de son âge est importante, ce qui entraîne également à long terme une gestion du parc vieillissant. Il semble donc nécessaire d'équilibrer le parc les prochaines années en construisant de façon régulière. La diversité permettra également de satisfaire différents types de demande.

Résidences principales selon l'époque d'achèvement

	%
Résidences principales construites avant 2006	100
Avant 1949	66,7
De 1949 à 1974	15,2
De 1975 à 1989	15,2
De 1990 à 2005	3

Source données : INSEE 2008

I.4.3 La typologie des résidences principales

La totalité des résidences principales correspond à des maisons individuelles. Il n'y a aucun appartement disponible sur la commune.

Type de logements	2009	1999
Ensemble	42	37
Maisons	42	37
Appartements	0	0

D'après la structure par âge de la population, la résidence principale correspond à une réelle demande de la population. Cependant, il est important de pouvoir satisfaire les demandes existantes sur la commune et une prévision de logements locatifs pour de jeunes couples et de quelques logements pour personnes âgées peut être la bienvenue.

Source données : INSEE 2009

I.4.4 Le statut d'occupation des résidences principales

La commune se caractérise par l'importance de l'accession à la propriété. En effet, en 2009, les propriétaires représentent 78 % des occupants des résidences principales. Les locataires représentent 17,1 % des statuts d'occupation, taux en augmentation par rapport à 1999. En 2009, aucun logement HLM loué vide n'est comptabilisé.

Les personnes vivant à BOUTAVENT LA GRANGE restent, en moyenne, 22 ans dans le même logement. On note donc un attachement à la commune, notamment lié au cadre de vie.

	2009				1999	
Résidences principales selon le statut d'occupation	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en années	Nombre	%
Ensemble	36	100	75	22	32	100
Propriétaire	28	78	57	25	27	84,4
Locataire	6	17,1	13	10	4	12,5
Dont logement HLM loué vide	0	0	0	///	0	0
Logé gratuitement	2	4,9	5	9	1	3,1

Source données : INSEE 2009

I.4.5. Les éléments de confort des résidences

Le parc de logements de BOUTAVENT LA GRANGE est confortable puisque 95,1% possèdent un aménagement intérieur avec baignoire ou douche. Il n'y a pas de chauffage collectif. Le chauffage central atteint les 48,8% en 2009.

Des opérations de réhabilitations, rénovations permettent d'améliorer le parc de logements de BOUTAVENT LA GRANGE.

	2009	%	1999	%
Ensemble	36	100	32	100
Salle de bain avec baignoire ou douche	34	95,1	28	87,5
Chauffage central collectif	0	0	0	0
Chauffage central individuel	17	48,8	12	37,5
Chauffage individuel « tout électrique »	10	26,8	4	12,5

Source données : INSEE 2009

En 2009, 92,7 % des ménages disposaient au moins d'un véhicule, chiffre en progression par rapport à 1999.

En outre, le nombre et la part des ménages possédant 2 voitures ont augmenté.

Le besoin de mobilité s'est accentué en 10 ans.

	2009	%	1999	%
Ensemble	36	100	32	100
Au moins un emplacement réservé au stationnement	31	85,4	27	84,4
Au moins une voiture	33	92,7	29	90,6
- 1 voiture	21	58,5	21	65,6
- 2 voitures ou plus	12	34,1	8	25

I.4.6. Le nombre de pièces par résidences principales

L'analyse des résidences principales en fonction du nombre de pièces est révélatrice des modifications récentes du parc : ainsi près de 41,% est composé de 5 pièces ou plus.

En 2009, le nombre moyen de pièces par résidences principale est de 4,5. On trouve peu de petits logements : un logement d'une pièce et deux de deux pièces. On trouve une offre diversifiée de logements dans la commune.

	2009	%	1999	%
Ensemble	36	100	32	100
1 pièce	1	2,4	0	00
2 pièces	2	4,9	3	9,4
3 pièces	8	22	8	25
4 pièces	10	29,3	5	15,6
5 pièces ou plus	15	41,5	16	50

Source données : INSEE 2009

	2009	1999
Nbre moyen de pièces par résidence principale	4,4	4,4
Maison	4,5	4,4
Appartement	///	///

I.4.7. Le fonctionnement du marché local

La commune a instruit 17 dossiers de permis de construire pour des habitations neuves entre 2001 et 2010.

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nb de PC	0	0	2	0	2	3	1	1	3	2	3
Nb de logements créés	0	0	2	0	2	3	1	1	3	2	3

Source données : Mairie 2012

Aucun lotissement n'a été réalisé sur la commune.

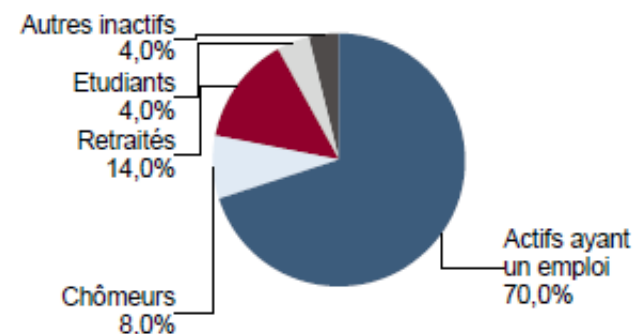
I.5. Les données socio-économique

I.5.1. L'analyse de la population active

En 2009, BOUTAVENT LA GRANGE comptait 34 actifs. Le taux d'activité a augmenté entre 1999 (73,9%) et 2009 (78%).

Bien entendu, les actifs ayant un emploi représentent la part la plus importante : 78 %. Les retraités représentent une part de 14 %, les autres inactifs 4 % et les étudiants 4 %.

Concernant la répartition entre les différentes classes d'âges, on constate que les 25-54 ans connaissent le taux d'activité le plus important (80%), suivis par les 15-24 ans (75%), puis les 55-64 ans (41,7%). Cette répartition se retrouve aussi bien chez les hommes que chez les femmes. En revanche, on constate que le taux d'activité des hommes (71,4%) est supérieur à celui des femmes (68,2%).

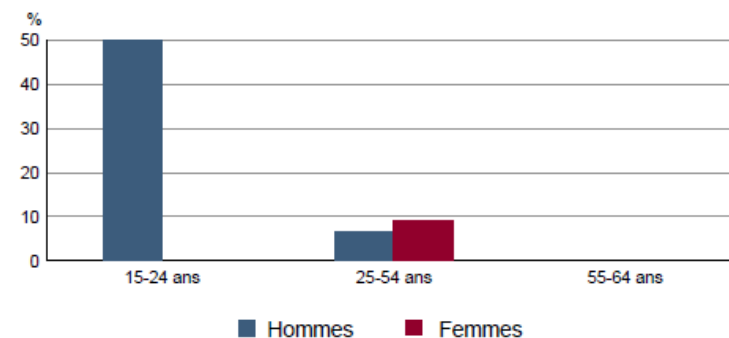


Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

Quant au taux de chômage, ce dernier a augmenté entre les 2 derniers recensements. Cette augmentation s'observe chez les hommes et chez les femmes. Il est à noter que le chômage touche plus particulièrement les 15 à 24 ans et majoritairement les hommes.

Concernant le statut des actifs ayant un emploi, on constate que la majorité est salariée (74,3%). Le temps partiel représente 17,1% des actifs en emploi et plus particulièrement les femmes, même si cette tendance semble diminuer entre 1999 et 2008

Taux de chômage des 15-64 ans



Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	44	34	78	31	70
15 à 24 ans	7	7	100	5	75
25 à 54 ans	26	23	86,7	21	80
55 à 64 ans	10	4	41,7	4	41,7
Hommes	24	20	82,1	17	71,4
Femmes	19	14	72,7	13	68,2

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	33	100,0	17,1	42,9
Salariés	24	74,3	19,2	50,0
Non salariés	8	25,7	11,1	22,2

Source données : INSEE 2009

Source données : INSEE 2009

I.5.2 L'emploi et le lieu de résidence

En 2009, 8 personnes habitaient et travaillaient à BOUTRAVENT LA GRANGE, soit 25,7 % des actifs de la commune.

48,6% des actifs ayant un emploi travaillent et habitent dans le département de la résidence.

En raison de la localisation géographique de la commune en limite du département et de la région, on constate qu'une part conséquente des habitants de BOUTAVENT se dirige hors de l'Oise et de la Picardie pour aller travailler. Ainsi, 5,7% des habitants de BOUTRAVENT LA GRANGE se rendent dans un autre département de la région de résidence pour travailler et 17,1 % se dirige dans une autre région.

	2009	%	1999	%
Ensemble	31	100	33	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	8	25,7	8	24,2
dans une commune autre que la commune de résidence	23	74,3	25	75,8
située dans le département de résidence	15	48,6	19	57,6
située dans un autre département de la région de résidence	2	5,7	1	3,0
située dans une autre région en France métropolitaine	5	17,1	5	15,2
située dans une autre région hors de France métropolitaine	1	2,9	0	0

Source données : INSEE 2009

Les bassins d'emplois des habitants de BOUTAVENT LA GRANGE se situent principalement vers Formerie (5 personnes), Feuquières (5 personnes) et Beauvais (le reste des actifs).

I.5.3. Emploi et mode de transports

En reprenant le diagnostic et la composition des logements, on a pu constater que les ménages possédaient au moins 1 voire 2 véhicules. Ce constat atteste au besoin de mobilité lié au lieu de travail mais aussi aux bassins de vie. Pour 2009, le recensement INSEE n'a pas détaillé les données relatives à l'emploi et aux modes de transports. Toutefois, on peut constater que l'indicateur de concentration d'emploi a très légèrement augmenté avec 39,4 % en 1999 et 39,2% en 2009.

I.6. Activité agricole

L'aménagement de l'espace rural doit être harmonieux en favorisant le développement des activités agricoles, artisanales, industrielles, commerciales et touristiques et du logement dans les communes rurales dans le cadre défini par l'article 121.1 du code de l'urbanisme. Ce développement équilibré passe par une occupation rationnelle de l'espace où chaque activité peut s'exercer sans gêner les autres. Dans ce cadre, la protection de l'activité agricole dont les fonctions économiques, environnementales et sociales sont reconnues est un impératif.

I.6.1. Une politique raisonnée d'aménagement de l'espace rural

Cette politique doit permettre :

- d'éviter la destruction de l'espace agricole, compte tenu des contraintes pesant sur la réalisation ou l'adaptation des bâtiments d'élevage, sur la possibilité d'épandage des effluents d'exploitation ou des boues et en considérant que la cohérence de cet espace est indispensable au maintien et au développement d'une activité agricole viable,
- d'éviter, durablement, les conflits entre la pratique de l'activité agricole et les résidents (nuisances, bruits, etc. ...),
- d'éviter la dispersion de l'habitat (mitage) qui engage les collectivités locales dans des dépenses d'équipement et de fonctionnement qui grèvent exagérément leur budget,
- la construction d'habitations, la réhabilitation du patrimoine bâti existant et l'implantation d'activités non agricoles, sous condition de ne pas gêner les activités existantes.

I.6.2. Des objectifs de développement

Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, les objectifs d'évolution de la commune doivent être clairement définis, en tenant compte des activités qui s'y exercent (dont l'activité agricole), de ses ambitions (y compris pour l'agriculture et l'occupation de l'espace) et des moyens financiers de la collectivité. Par ailleurs un diagnostic sur l'activité agricole de la commune (repérage des sièges d'exploitation, âge des exploitants, successeur, production principale, ...) doit être réalisé. Cette analyse des activités agricoles doit être intégrée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. En fonction de ces objectifs, les zones à urbaniser ou à vocation artisanale et industrielle seront déterminées selon des dimensions appropriées en évitant deux écueils :

- le gaspillage de l'espace par un surdimensionnement des zones qui empêche les investissements agricoles sur des superficies qui ne seront jamais utilisées,
- le blocage du développement de la commune par des zones trop restreintes.

Les projets de zones d'activités devront être portés par des structures intercommunales. Une réelle concertation entre ces structures permettra d'éviter l'émergence de plusieurs projets « concurrents » dans certains secteurs.

I.6.3. Une réelle protection de l'agriculture

Dans les documents d'urbanisme, les zones agricoles doivent être vastes et homogènes et conçues comme des zones prioritaires pour l'activité agricole. Elles doivent être suffisamment importantes et communiquer entre elles. Elles ne doivent pas être le territoire résiduel entre les points d'urbanisation et les voies de communication. On évitera la dispersion générale de l'habitation en dirigeant le développement de l'urbanisation autour de l'agglomération existante et en limitant les zones constructibles aux hameaux existants. Il conviendra de prêter la plus grande attention à la situation des sièges d'exploitation et des installations d'élevage par rapport aux zones urbanisées ou à urbaniser, compte tenu des distances imposées lors de tout projet de construction ou d'extension des élevages. Les exploitations d'élevage disposent d'installations pouvant présenter des nuisances pour le voisinage dont l'aménagement ou le développement est soumis à l'application de réglementations sanitaires très strictes (Règlement Sanitaire Départemental - R.SD - ou législation sur les installations classées). Selon la taille et la nature des troupeaux, ces réglementations impliquent, pour toute construction liée à l'élevage, le respect d'un recul de 50 à 100 m selon les cas, de toutes habitations de tiers ou des limites d'urbanisation. Il est donc nécessaire de prendre en compte ces contraintes d'éloignement et d'éviter l'implantation de nouvelles zones d'habitat à proximité des pôles d'élevage susceptibles de se développer. L'enclavement des sièges d'exploitation, dans le tissu urbain, est à éviter absolument. Concernant les distances d'éloignement des bâtiments et les installations d'élevage, il convient de veiller au strict respect du principe de réciprocité. Exceptionnellement, des avis favorables à des demandes de dérogations à ces règles de distance pourront être envisagés après s'être assuré que le projet ne compromette le développement futur de l'exploitation agricole concernée et à condition qu'il existe déjà des habitations proches, que le projet se situe dans une zone urbanisable n'ayant plus une vocation agricole et ne contribue pas à l'étalement urbain.

Dans le cadre des P.L.U., les principes suivants doivent être pris en compte pour la définition des zones agricoles et naturelles :

- la zone agricole (A) se doit d'inclure toutes les parcelles sur lesquelles s'exerce une activité agricole quelle qu'elle soit. Il s'agit des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette activité peut également avoir un rôle environnemental.
- la zone naturelle (N) se doit d'inclure uniquement les parcelles comportant un intérêt environnemental reconnu, les parcelles sur lesquelles pèse une réglementation existante interdisant la construction.

La délimitation des secteurs constructibles dans ces zones naturelles devra être strictement limitée aux zones ayant perdu leur vocation agricole.

I.6.4. L'agriculture à BOUTAVENT LA GRANGE

Une enquête agricole a été réalisée le 1^{er} juin 2012 afin de localiser les sièges d'exploitation, les bâtiments d'élevage et de stockage, mais aussi d'identifier les projets éventuels des exploitants. A cette date, 4 exploitations agricoles encore en activité sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE ont été recensées et se déclinent ainsi :

- 2 ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) pratiquant l'élevage bovin = périmètre de protection de 100 mètres,
- 1 exploitation dépendant du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) pratiquant l'élevage ovin = périmètre de protection de 50 mètres,
- 1 exploitant forestier.

3 exploitations voient leur pérennité assurée soit dans un cadre sociétaire, soit du fait de l'âge du chef d'exploitation.

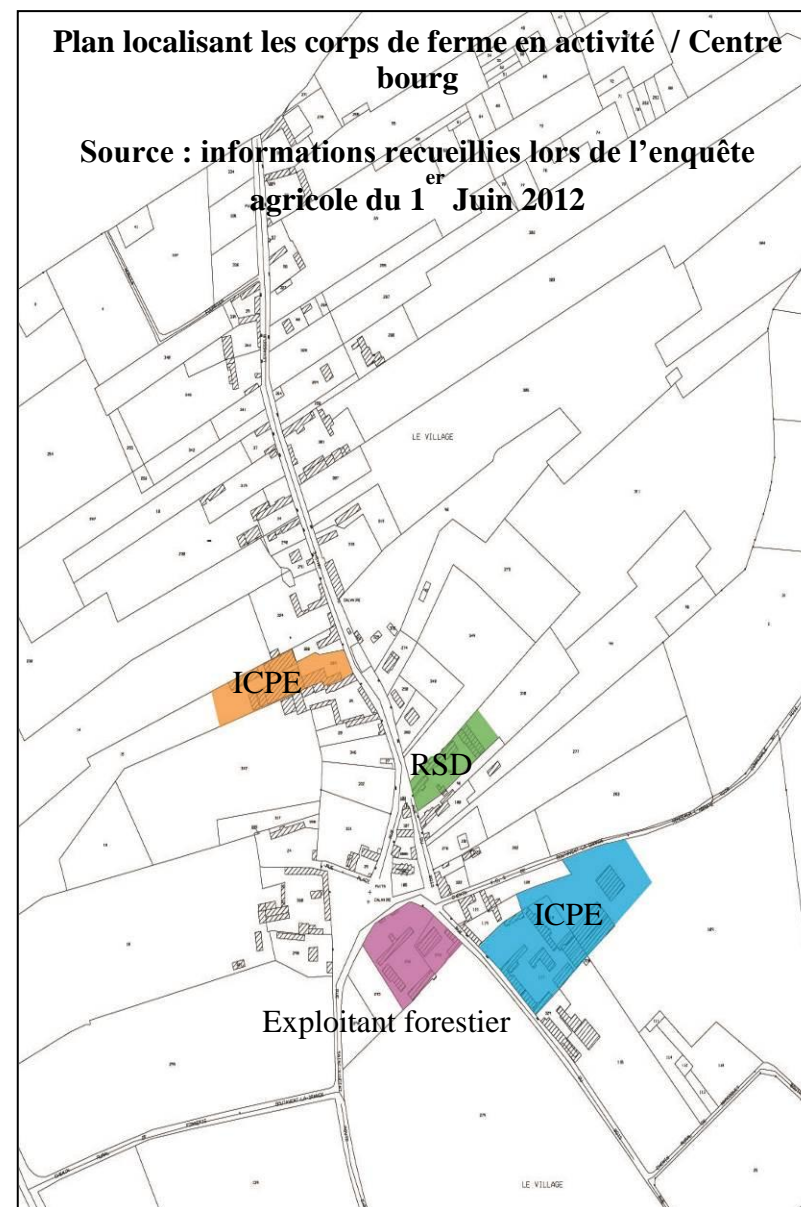
Une potentielle cessation d'activité a été identifiée pour une des sites d'exploitation classés en ICPE.

Parmi les 3 exploitations souhaitant poursuivre leur activité pour les années à venir, aucune n'a exprimé un projet d'évolution de leur activité ou du site d'exploitation.

Dans le respect de la confidentialité des entretiens individuels réalisés en présence des exploitants agricoles, les projets (travaux, nouveaux bâtiments, cessation d'activité) ne sont pas localisés sur le plan joint page suivante.

D'après le Porter à Connaissance, la Surface Agricole Utile (SAU) déclarée à la PAC 2010, soit 348 hectares, a baissé de 6 % depuis le RGA 2000 (437 hectares). Cette SAU représente 80 % du territoire. (*Sources : RGA 2000 et déclarations de la PAC 2010. Les référentiels sont différents, mais la variation ainsi calculée est toutefois significative*).

A noter que d'après le Porter à Connaissance, les 3 exploitations d'élevage



travaillent 146 ha en 2010. L'activité d'élevage sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE est peu développée : 146 UGB (unités gros bétail) mais stable sur la période 2000-2010.

Les terres labourables occupent 90% de la SAU.

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE fait partie de la petite région agricole (PRA) de la Picardie Verte. La valeur agronomique des sols est étroitement liée au type de sol. Les terres de limons du type «limon battant» ou "limon mouillant de vallée" sont dominantes dans cette PRA. Les rendements potentiels de ces sols sont élevés sur les parcelles drainées. Ils peuvent atteindre 90 à 95 q/ha pour le blé (8 années sur 10). Leur valeur agronomique peut être considérée comme excellente. (*Source: Guide des sols de l'Oise –ISAB, Chambre d'Agriculture de l'Oise - 1997*)

Le remembrement a été clôturé le 29 janvier 1962. Cette opération s'est étendue sur la commune de Bouvresse.

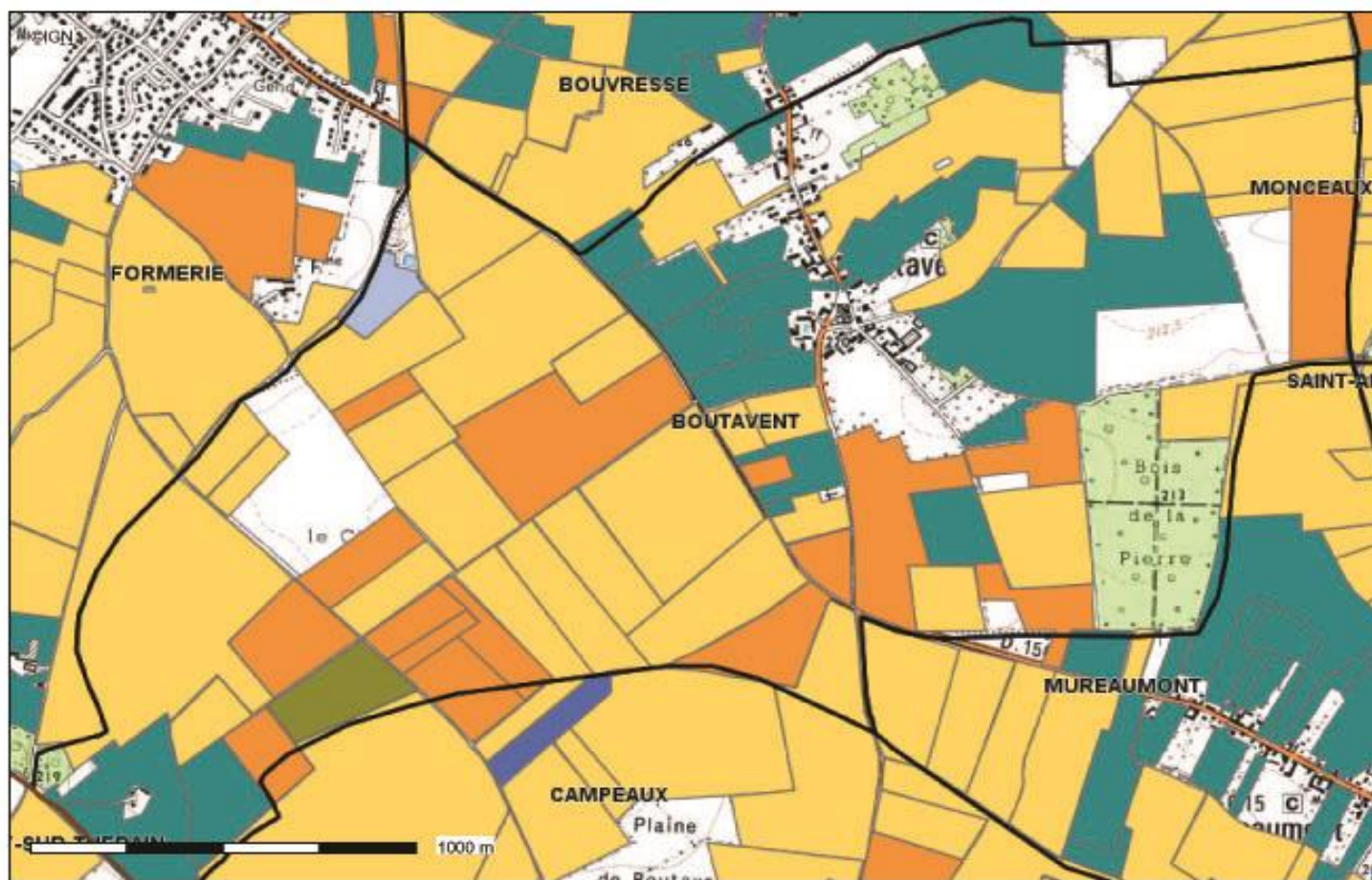
Parcelles exploitées, à proximité des pôles construits, par les agriculteurs rencontrés lors de l'enquête agricole



Evolution des couverts agricoles



Conception : DDT 60
Date d'impression : 14-06-2012



- Limites départementales
- Régions agricoles
- Limites communales
- Culture primaire par îlot
- 1_Céréales
- 2_Oléagineux
- 3_Protéagineux
- 4_Cultures industrielles
- 5_Fourrages et Surfaces en herbe
- 6_Gel
- 7_Autres

Grâce à cette cartographie, on constate que les 2 types de cultures prédominants à BOUTAVENT LA GRANGE sont :

- les céréales, notamment sur la partie Ouest du territoire reprenant les terres cultivées,
- les fourrages et surfaces en herbes, au pourtour du centre bourg correspondant aux orientations économiques des exploitations locales (élevage).

Description :

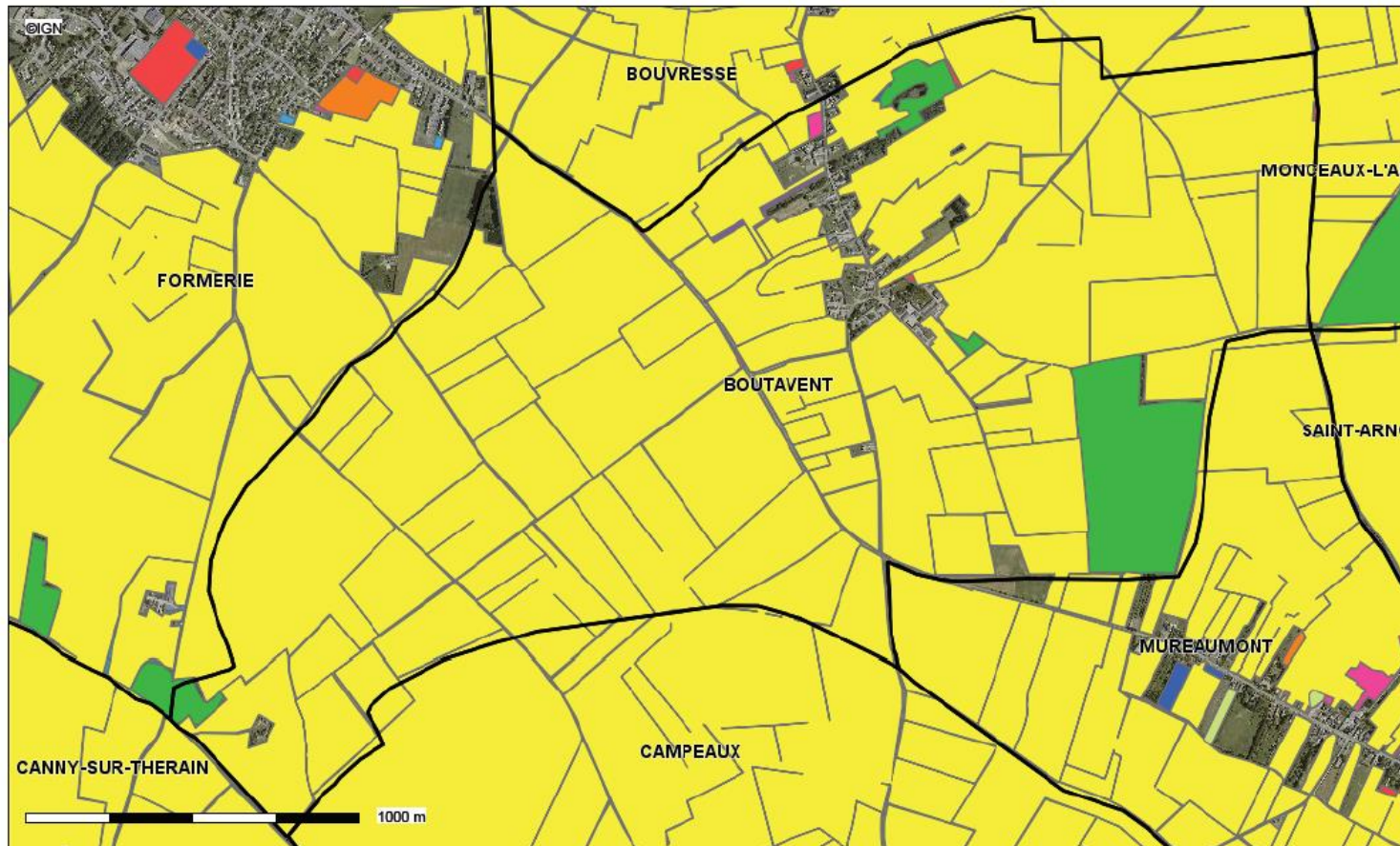
Le cartélie représente les deux types de culture les plus dominants en terme de surface (primaire et secondaire). Ils sont cartographiés à l'échelle des îlots agricoles pour l'année la plus récente (culture primaire) et à l'échelle des communes pour toutes les années pour suivre l'évolution des productions (culture primaire et secondaire). Les données sont issues du registre parcellaire graphique.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

Evolution des espaces agricoles



Conception : DDT 60



- Limites départementales
- Limites communales
- Îlots agricoles 2011
- Îlots agricoles 2010
- Îlots agricoles 2009
- Îlots agricoles 2008
- Îlots agricoles 2007
- Îlots agricoles 2006
- Îlots agricoles 2005
- Îlots agricoles 2004
- Îlots agricoles 2003
- Espaces boisés

D'après cette cartographie, on observe que les espaces agricoles déclarés à la PAC ont peu évolués depuis 2003.

Description :

Évolution des espaces agricoles depuis 2003 dans le département de l'Oise.

Les données sont issues du registre parcellaire graphique annuel de l'Oise. Le RPG est le document de déclaration cartographique des surfaces rempli pour le versement des aide de la PAC par les agriculteurs dont le siège de leur exploitation est l'Oise. Ces données couvrent plus de 90% du département.

Les zones agricoles déclarées correspondent à des îlots. Un îlot est un ensemble de parcelles culturales contiguës, limitées par des éléments repérables et permanents, portant une ou plusieurs cultures et exploitées par un même agriculteur.

Carte publiée par l'application CARTELIE
© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PS/PSH - CP21 (DOMETER)

I.7. Les activités artisanales, industrielles et commerciales

Les habitants ne bénéficient d'aucun service de proximité. En revanche, plusieurs commerçants ambulants parcourent le territoire communal : épicier, charcutier et boulanger.

Lorsque ces services sont insuffisants, les habitants de BOUTAVENT LA GRANGE se dirigent vers Formerie ou Beauvais.

En outre, plusieurs activités artisanales et commerciales sont implantées sur la commune :

- 2 menuiseries,
- 1 électricien,
- 1 entreprise spécialisée en pose d'alarme
- 1 bureau d'étude en environnement,
- 1 gîte.

Il n'y a aucune activité industrielle sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE.

I.8. Les équipements de la commune et les services

I.8.1. Les réseaux

Eau potable

L'eau potable est gérée par le syndicat des eaux de Blargies. BOUTAVENT LA GRANGE est alimenté par le captage situé sur la commune de Blargies. Aucun périmètre de protection n'impacte le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE.

Assainissement

L'assainissement est une compétence de la Communauté de Communes Picardie Verte. La totalité de la commune est en assainissement individuel. Un schéma directeur d'assainissement ainsi qu'un zonage d'assainissement ont été réalisés.

Il est rappelé que l'arrêté du 7 mars 2012 fixe des prescriptions techniques. Ces dernières concernent la réhabilitation des installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque de pollution pour l'environnement et la réalisation des installations dans un délai d'un an après la vente immobilière d'une habitation.

Défense incendie

Plusieurs ouvrages permettent d'assurer la défense incendie de BOUTAVENT LA GRANGE. Lors de l'élaboration du PLU ce point a été analysé. Il est ressorti que certains poteaux ne sont pas aux normes. En revanche, la réserve répond à la réglementation en vigueur et au vu de sa localisation, permet de couvrir l'ensemble du bourg en matière de défense incendie.

Voirie

Plusieurs voies marquent le territoire communal. Celui-ci est traversé par plusieurs routes départementales :

- la RD 150 traversant le centre bourg du Nord au Sud. Cette voie est classée en 5^{ème} catégorie, et près de 370 véhicules par jour étaient comptabilisés en 2007 dont 8% de poids lourds.
- la RD 316 parcourt le plateau à l'Ouest du bourg et permet de relier la commune de Formerie. Cette voie de 3^{ème} catégorie, a supporté en 2007, un trafic de près de 2 100 véhicules par jour dont 8% de poids lourds,

Ces voies ne sont pas classées routes à grande circulation.

D'autre part, sur ces 2 voiries, quelques convois de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie sur itinéraires précis en arrivée locale à BOUTAVENT LA GRANGE sont recensés. Ces itinéraires sont empruntés pour le site éolien.

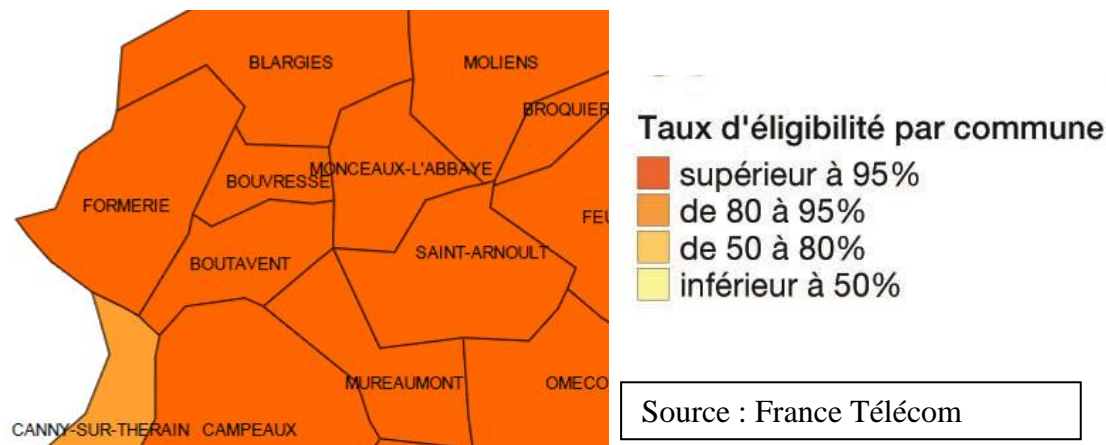
Sur la période entre 2006 et 2010, 1 accident a été recensé sur la RD 316 faisant un tué et 1 blessé non hospitalisé.

A titre informatif, la commune est située dans l'aire d'étude de la liaison Beauvais-Neufchâtel. Toutefois, le projet n'est pas suffisamment avancé pour donner des informations sur un éventuel fuseau de passage dans le secteur.

Desserte numérique du territoire

L'ADSL est aujourd'hui la technologie dominante des accès à internet haut débit (95% des abonnements haut débit sont des abonnements ADSL). France Télécom publie des cartes à l'échelle communale sur le taux de lignes téléphonique "éligible au moins à une offre ADSL de France Télécom "

D'après ce document, le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95 % à BOUTAVENT LA GRANGE.

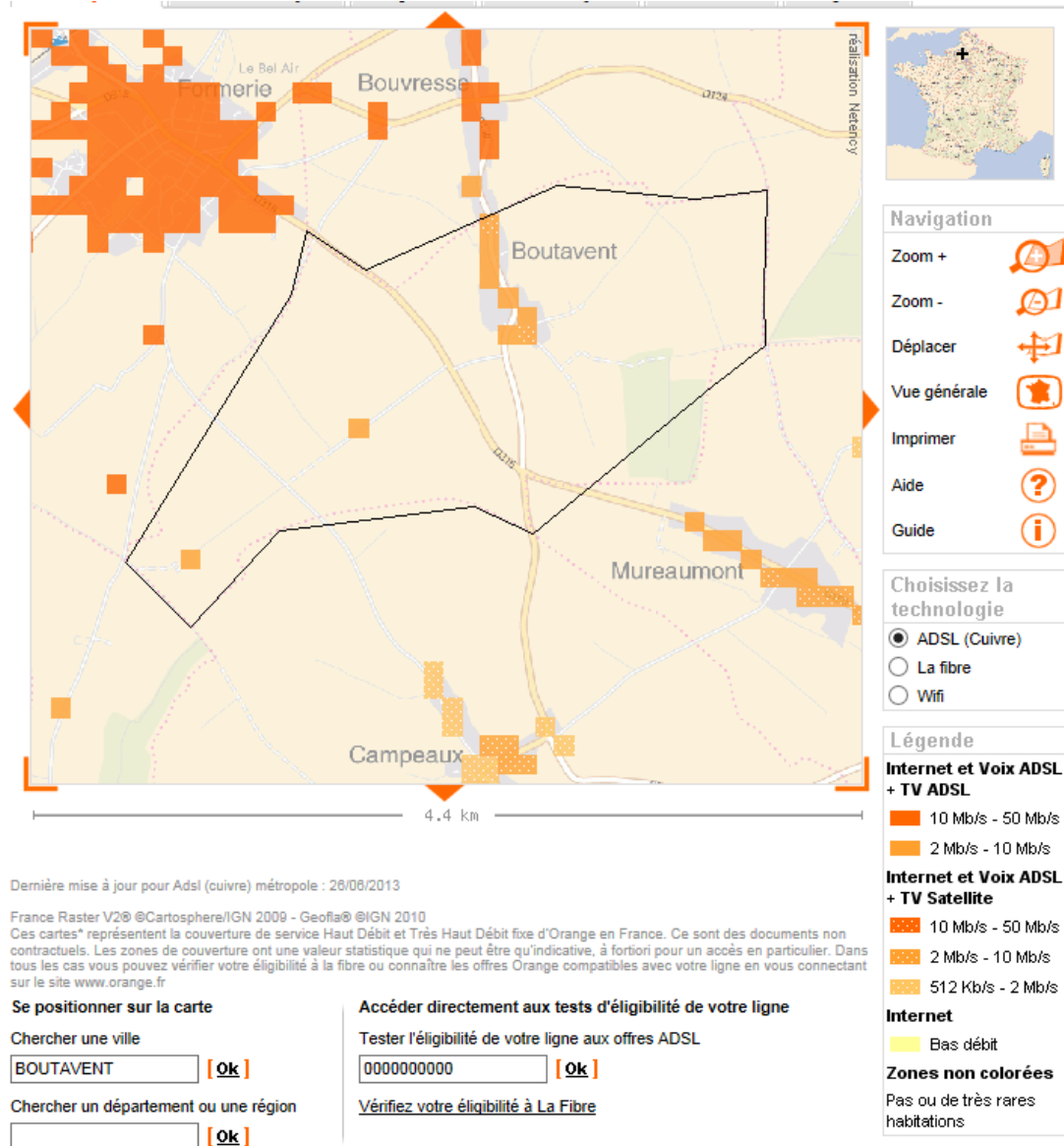


L'opérateur Orange publie une carte représentant la couverture des services fixes ADSL fibre et Wifi. D'après ce document, les zones bâties bénéficient d'une connexion en 2Mb/s-102Mb/s au niveau de l'ADSL. Aucune donnée n'est signalée pour la fibre et le wifi.

Pour assurer la cohésion et le développement du territoire départemental et garantir à tous les Isariens l'égal accès aux nouvelles technologies, le Conseil général s'est engagé dans une politique volontariste en investissant constamment depuis 2004 dans le domaine du haut-débit. Aujourd'hui l'Oise est couverte à 99,6 % et l'Oise est devenu un véritable Département pionnier dans le numérique.

Un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) a été élaboré. Ce dernier va organiser le passage de l'ensemble du département au Très haut Débit pour les 10 ans à venir et il a retenu la technologie FTTH (Fiber to the Home). Cette technologie, qui consiste à amener directement la fibre optique jusqu'aux foyers et non plus seulement jusqu'aux centraux téléphoniques, permettra d'offrir des débits à 100 Mbps et au-delà. S'appuyant sur un réseau existant de 1 100 km de fibre existants dans le Département, la FttH ajoutera 1 400 km supplémentaires de réseau structurant pour apporter la fibre jusqu'à l'abonné.

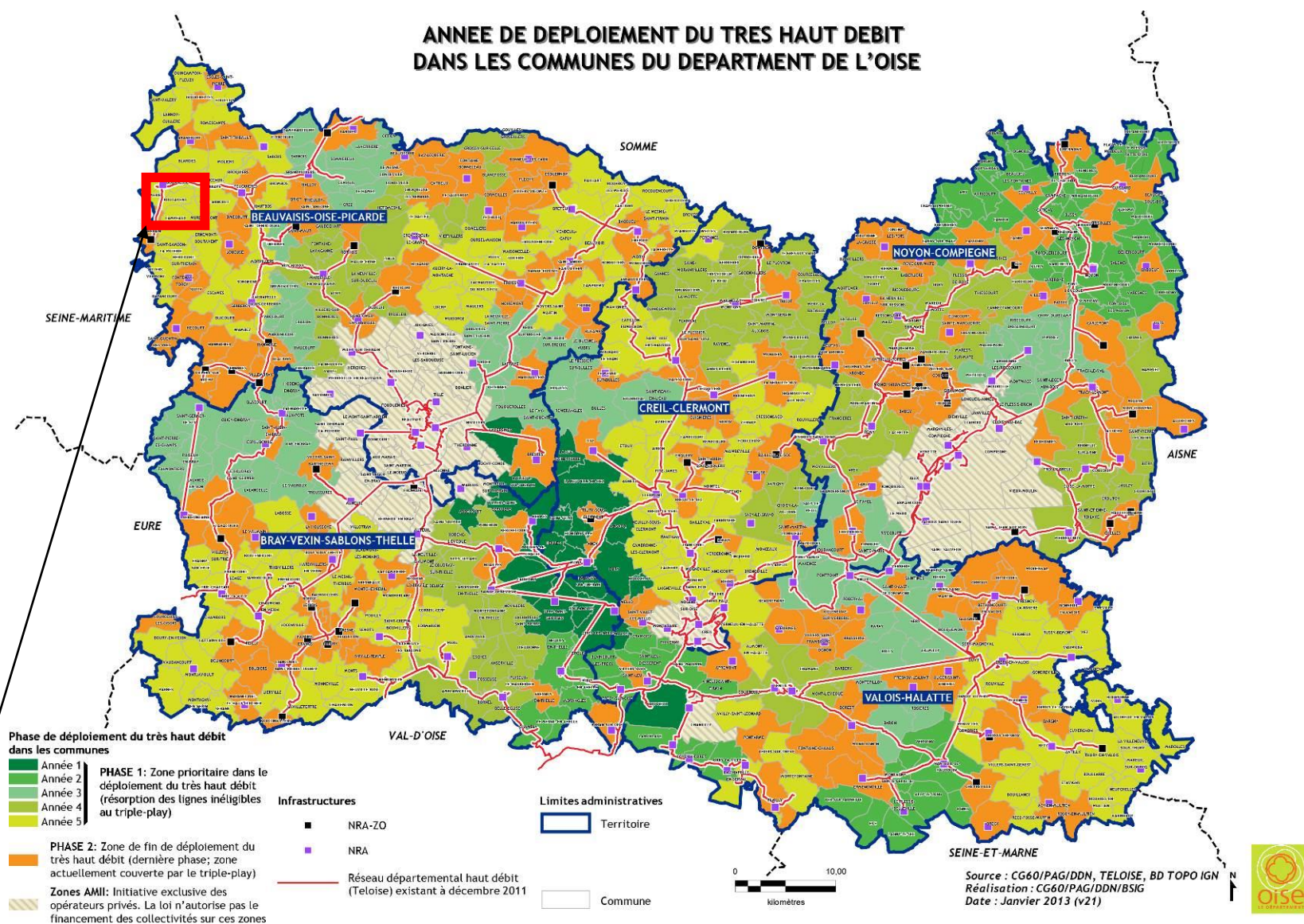
Les communes ont été appelés à participer à ce grand virage du numérique en rejoignant le Syndicat mixte Oise Très Haut Débit, créé le jeudi 6 juin 2013. Il a vocation à créer les meilleures conditions possibles pour le déploiement de la fibre optique dans l'Oise. De nombreuses communes



isariennes y adhèrent ; le Conseil général ayant associé dès le début du projet THD pour l'Oise toutes les communes et EPCI pour réussir ensemble ce grand virage du numérique.

Les premiers raccordements bénéficieront en priorité aux zones grises où le débit est inférieur à 2Mbps n'autorisant pas le triple play. Cette première étape vers le très haut-débit nécessitera cinq à sept ans et la couverture totale du territoire en fibre sera réalisée en moins de dix ans. (source CG Oise)

D'après la cartographie ci-joint, la commune de BOUTAVENT LA GRANGE se situe dans la 1^{ère} phase de déploiement du très haut débit (programmation pour la 5^{ème} année).



Par ailleurs, il paraît important de porter à connaissance l'article L49 du code des postes et des communications électroniques (CPCE) introduit par la loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 18 décembre 2009, dite loi Pintat. Cet article vise à faciliter les déploiements de réseaux de communications électroniques à très haut débit et d'en réduire les coûts en offrant aux collectivités et aux opérateurs la possibilité de mettre à profit ces travaux pour installer leurs propres infrastructures destinées à recevoir des câbles de communications électroniques. En outre, cette mutualisation des travaux effectués sur la voirie évitera des interventions successives et limitera la gêne aux usagers.

I.8.2. Les équipements publics

Sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE, on note la présence de différents d'équipements publics : la mairie et l'église.

Enseignement

BOUTAVENT LA GRANGE fait partie du RPI regroupant Abancourt, Blargies, Boutavent et St Valéry. Il n'y a pas d'école sur la commune. Pour le collège et le lycée, les élèves se dirigent vers Beauvais et Grandvilliers.

Les équipements sportifs

La commune ne dispose pas d'équipement sportif.

Les associations

La commune compte 4 associations : Comité des fêtes, Association des anciens combattants, Association des chasseurs, Team Brother Racing.

I.8.3. Le cimetière

Il y a 2 cimetières sur la commune :

- ancien cimetière au pied de l'église. Des reprises de concessions sont en cours au niveau de ce dernier. La commune réfléchit à un projet de création d'un jardin du souvenir.
- nouveau cimetière à l'extérieur du bourg (Sud) : 40 sépultures sont aujourd'hui « occupées » et 200 environ sont « libres ».

I.9 Les services et moyens de transports

I.9.1 Les services de proximité

Comme indiqué précédemment, aucun service de proximité n'est présent à BOUTAVENT LA GRANGE. Les habitants se dirigent vers Aumale et Formerie.

I.9.2 Déchets ménagers

La Communauté de Communes de la Picardie Verte gère les déchets ménagers et assimilés. La collecte des ordures ménagères est réalisée une fois par semaine. Le tri sélectif est présent sur la commune. Des containers permettent la collecte du verre. En complément de ce service, il existe deux déchetteries communautaires sur le territoire de la Communauté de Communes de la Picardie Verte, l'une située à Grémévillers et l'autre à Feuquières.

I.9.3 Les transports

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE bénéficie des actions mises en œuvre par le Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Oise. Né le 4 décembre 2006, le Syndicat mixte des transports collectifs de l'Oise est un outil au service d'une meilleure organisation des transports collectifs. Prévu par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain de décembre 2000, le syndicat mixte de transport doit répondre à trois objectifs :

- Coordonner les réseaux
- Informer les usagers
- Rechercher une tarification unifiée

Le Conseil général de l'Oise est l'autorité organisatrice des transports interurbains.

Il y a plusieurs lignes de bus :

- La ligne 43 Formerie/Beauvais, desservant quotidiennement la commune voisine de Formerie et permettant de se rendre à Beauvais.
- La ligne spéciale COLLEGE JEAN MOULIN - FORMERIE
- La ligne spéciale COLLEGE FERDINAND BUISSON-GRANDVILLIERS
- La ligne spéciale desservant le regroupement pédagogique intercommunal d'ABANCOURT, BLARGIES, HENNICOURT

Il n'y a pas de gare sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE mais les habitants peuvent profiter de celle située sur la commune d'Abancourt (6 km). Celle-ci permet d'effectuer des trajets vers de grandes villes comme Beauvais, Rouen, Amiens, Soisson...

En outre, le transport scolaire est pris en charge par le Conseil général de l'Oise, et ce, au-delà des compétences obligatoires du département en transportant également les lycéens et les primaires qui relèvent des compétences respectives de la région et des communes. Le conseil général a, d'ailleurs, doté la commune de BOUTAVENT LA GRANGE d'un abri-voyageurs situé rue du Bois.

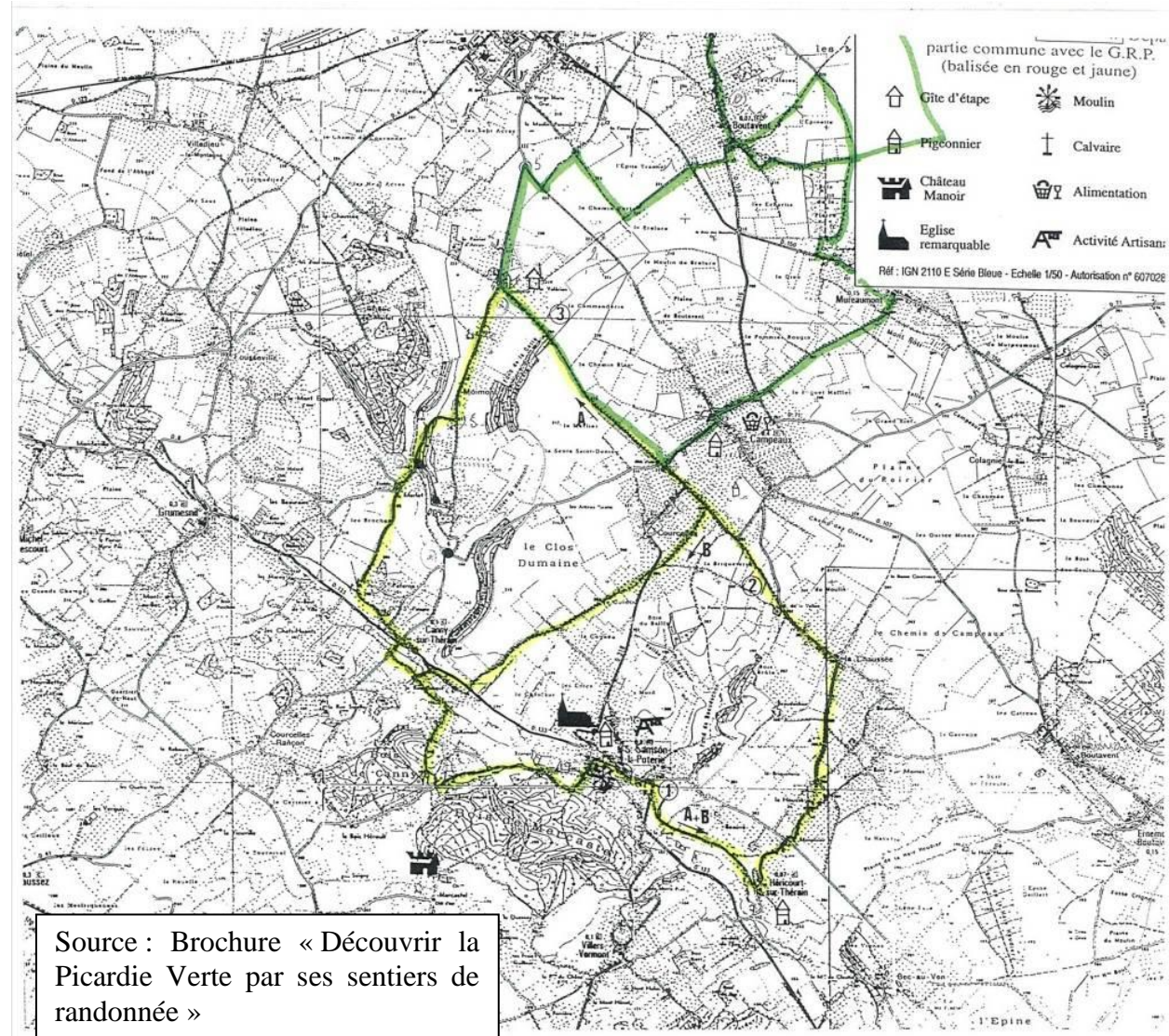
Les habitants de BOUTAVENT LA GRANGE disposent donc de moyens de transports qui leurs permettent une certaine mobilité.

I.10. Les possibilités de loisirs

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE offre plusieurs possibilités de loisirs et de détente : présence d'associations, la découverte du patrimoine, la chasse, la présence d'espaces boisés et la randonnée.

La commune est parcourue par plusieurs chemins de randonnée. De plus, BOUTAVENT LA GRANGE est traversée par un circuit inscrit au Plan départemental de tourisme équestre par délibération du Conseil général n° 305 du 8 novembre 1991 : le circuit équestre « Circuit en Oise normande ».

D'autre part, à noter la présence d'un gîte.



2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'ORGANISATION, LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE COMMUNAL, LE PATRIMOINE BATI ET LES RISQUES

Le centre bourg s'est implanté sur le plateau agricole.

Températures : Le climat est assez doux du fait de la proximité de la mer et de l'altitude modeste. La température moyenne annuelle est égale à 10,1 °C. Janvier est le mois le plus froid avec une température moyenne de 3,0 °C, juillet est le mois le plus chaud 17,6 °C. Il gèle sous abri en moyenne 62 jours par an. Les étés sont assez frais avec 29 jours de température maximale supérieure à 25 °C. La canicule est rare, il y a en moyenne 5 jours par an où les températures maximales dépassent 30 °C.

Ensoleillement : La durée d'insolation est peu élevée, en moyenne 1589 heures par an soit, 4,3 heures par jour. C'est en décembre que le soleil est le moins généreux (43 heures). En juillet, la durée d'insolation atteint quand même 210 heures en moyenne.

Brouillards : Les brouillards (visibilité inférieure à 1 km) sont fréquents (moyenne 55 jours par an, avec un maximum en octobre avec 8 jours). Les situations anticycloniques d'hiver sont favorables à la formation de ces brouillards. Ils se produisent souvent en cours de nuit en raison du refroidissement nocturne qui provoque la formation de petites gouttelettes en suspension dans l'atmosphère.

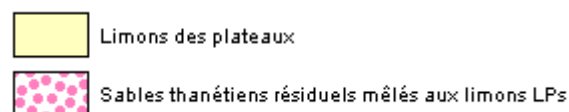
Neige : La neige apparaît surtout quand le vent est au Nord ou au Nord-est et elle tombe essentiellement entre Novembre et Mars (16 jours par an dont 8 répartis entre Janvier et Février). On n'observe que 12 jours de sol couvert de neige.

Vents : Les vents dominant viennent du secteur Sud-ouest, en raison de la fréquence des systèmes dépressionnaires situés sur le proche Atlantique. Les vents forts supérieurs à 16 m/s (58 km/h) sont observés 41 jours par an. Les vents tempétueux dépassant 100 km/h en rafales sont enregistrés 1,6 jour par an, avec un maximum de 6 jours en 1990. Le record de vitesse maximale instantanée du vent est de 148 km/h en Juillet 1964.

II.3. La pédologie

Deux grands types de sols sont présents sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE et sont à mettre en corrélation avec le relief :

- **Les sables thanétiens**, que l'on retrouve essentiellement au Sud-Est du centre bourg,
- **Les limons**, présents sur le reste du territoire, au niveau du plateau agricole.



II.4. Les paysages et les éléments naturels

II.4.1 La composition paysagère du territoire

Au regard de l'atlas des paysages de l'Oise, la commune de BOUTAVENT LA GRANGE appartient à l'entité paysagère du plateau Picard et à la sous entité du plateau de la Picardie verte.

« Située à l'Ouest du plateau Picard, la Picardie verte présente un paysage de grandes cultures avec des îlots d'herbages autour des villages et dans les vallons secs. L'habitat y a développé un urbanisme caractéristique, adapté à la double spécialisation d'élevage et de culture ». (Atlas des paysages de l'Oise)

On distingue donc 4 entités paysagères :

- les cultures,
- une ceinture végétale protectrice du bâti,
- les prairies ou pâtures,
- l'urbanisation.



II.4.2. Les perceptions du territoire communal

En raison du relief et de l'occupation du sol, deux types de perceptions du paysage se dessinent sur le territoire communal :

- au niveau du plateau : de vastes espaces ouverts dédiés à la culture ne présentent aucun obstacle visuel à l'œil si ce n'est quelques bosquets, ou haies.
- Au niveau des zones bâties : Les zones urbanisées présentent un aspect fermé dû à la présence de végétaux qui les cachent de la vue.



Le paysage communal se compose de champs, pâtures, ... La végétation, et surtout le tour de village et les haies, entourant les zones bâties, donnent l'esprit d'un paysage typique. Les vues lointaines et rapprochées sont toutes dominées par le végétal : horizon végétal avec autour de nous, haies, champs, pâtures,



II.4.3.Les entrées - Approche visuelle

Généralement, lorsqu'on s'approche des entrées d'un pôle construit, les perceptions sont parfois différentes en fonction du type et de l'implantation du bâti. En effet, en général, le bâti ancien s'intègre dans le paysage (couleurs et matériaux). Par contre les constructions neuves sont plus visibles dans le paysage car elles sont, souvent, construites en dehors de la structure paysagère de la commune. Cet impact visuel est renforcé par des matériaux et couleurs utilisés non traditionnels. C'est pourquoi il faut porter une attention particulière aux constructions qui s'implantent en entrées de commune. Il semble donc important de réaliser des plantations d'essences locales afin d'intégrer visuellement ces nouvelles constructions. Les perceptions des entrées du centre bourg ont été analysées.

Il y a deux entrées sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE.

L'entrée Sud : Le végétal demeure relativement présent sur cette entrée du bourg. On distingue une bande végétale (haies bocagères) qui précède le panneau d'entrée de ville. La commune de BOUTAVENT LA GRANGE est protégée derrière une ceinture végétale. Ce principe est caractéristique des communes de la région : les terres agricoles, la ceinture végétale, l'urbanisation.

L'entrée Nord : cette entrée est relativement particulière car l'accès à BOUTAVENT LA GRANGE s'effectue en continuité de la traversée d'une zone bâtie de la commune voisine de Bouvresse. Il n'y a donc pas de rupture entre les 2 zones bâties. Le végétal est toutefois présent par l'intermédiaire des trottoirs engazonnés.



II.4.4. Les éléments naturels

La commune possède une identité très fortement marquée par le végétal. En effet, le paysage est caractérisé par la présence de différentes entités naturelles :

- agricole : espaces de cultures, zones de pâture et vergers,
- les alignements d'arbres et les haies bocagères,
- les espaces boisés,
- l'eau
- les espaces de proximité.

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE est donc riche en éléments naturels : bois, mais également haies, alignements d'arbres, vergers, mare....

Les espaces boisés sont peu nombreux et se situent au niveau des zones présentant un relief plus marqué et notamment en bordure du territoire communal. En outre, ces bois possèdent un intérêt faunistique et floristique.



On recense des réseaux de haies bocagères encore bien conservés sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE, au pourtour du centre bourg. Ces dernières constituent l'une des caractéristiques paysagères et écologiques de la commune. Elles se situent soit en bordure de voiries, soit à l'intérieur des zones agricoles et constituent alors la limite entre les différentes parcelles.



L'ensemble des entités naturelles identifiées constituent une richesse paysagère importante en terme d'écologie, de composante paysagère à l'échelle du territoire mais aussi en matière de perception et d'ambiance qu'il est important de préserver.



A l'intérieur des zones urbanisées, on constate que l'élément végétal se développe aussi bien dans les jardins privés que dans les espaces publics. Les habitations sont entourées par la végétation et les espaces publics sont aménagés d'arbustes d'essences locales. La cime des arbres dessine le contour de BOUTAVENT LA GRANGE. Ces éléments naturels constituent de l'extérieur et de l'intérieur, l'image du village.



II.5. Les mesures de protection du paysage et des milieux naturels

II.5.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE doit se conformer au SDAGE Seine-Normandie. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, "les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux " (article L.212-1 du code de l'environnement) à atteindre dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands. " Cette gestion prend en compte les adaptations aux changements climatiques " (Article L.211-1 du code de l'environnement) et " la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole " (article L.430-1 du code de l'environnement).

Dans le cadre du SDAGE Seine-Normandie 2010-2015, 8 « défis » ont été identifiés :

- Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,
- Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,
- Réduire les pollutions microbiologiques des milieux,
- Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,

- Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides,
- Gestion de la rareté de la ressource en eau,
- Limiter et prévenir le risque d'inondation.

II.5.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristiques

Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Z.N.I.E.F.F.) sont des outils de connaissance des milieux naturels. L'inventaire des Z.N.I.E.F.F. identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats qui y sont liés.

Il existe deux types de Z.N.I.E.F.F. :

- Les Z.N.I.E.F.F. de type I correspondent à des sites ponctuels, répertoriés en raison de la présence d'espèces animales ou végétales remarquables, rares ou protégées au niveau régional ou national. Ces zones sont particulièrement sensibles.
- Les Z.N.I.E.F.F. de type II correspondant à des vastes ensembles composés d'une mosaïque de milieux naturels diversifiés, dont le rôle écologique fonctionnel est primordial. Elles participent ainsi à l'équilibre naturel régional. Ces zones représentent des ensembles peu perturbés par l'homme.

Aucune ZNIEFF de types 1 et 2 n'est identifiée sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE.

A titre indicatif, il est à noter que dans un périmètre de 10 km autour de la commune, 14 ZNIEFF de type I, sont identifiées et 4 ZNIEFF de type II :

➤ Znieff de type I

- **Bois de mercastel et de Canny** : Le massif forestier de Mercastel et de Canny est situé dans le Pays de Bray, à la frontière avec la Haute-Normandie, au sud de Saint-Samson-la-Poterie. Il est singularisé par l'importance des milieux acides et humides, développés sur un relief marqué, surplombant la vallée du Thérain. Les affleurements importants de sables et de grès, au sein de la boutonnière (anticlinal évidé) du Bray, permettent en effet la présence de sols acides, localement imperméables au niveau des argiles qui sous-tendent une nappe. Cette acidité est renforcée par les conditions climatiques atlantiques : précipitations élevées et nombreux jours de pluie, notamment sur les monts plus élevés (199 m dans le Bois de Mercastel) et relativement plus arrosés. L'origine même du mot "bray", signifiant "boue" en celtique, exprime ces caractéristiques d'humidité et de terres froides.

- **Cours des rivières thérain en amont d'herchies, et des rus de l'herboval et de l'herperie :** La ZNIEFF comprend les vallées du Thérain proprement dit et du Petit Thérain (qui le rejoint à Milly-sur-Thérain), ainsi que les rus de l'Herboval et de l'Herperie, depuis les sources jusqu'à Herchies. En aval de cette zone, la vallée prend un caractère nettement plus périurbain, et est plus largement transformée par les carrières. La qualité du cours d'eau, bonne en amont, va en diminuant. Les vallées des deux Thérain s'étirent selon un axe nord-ouest/sud-est, lié au synclinal du Thérain, de direction parallèle à l'anticlinal du Bray. Les petits affluents de la rive droite suivent une direction quasiment perpendiculaire. D'un point de vue géologique, les terrains affleurants dominants dans les vallées sont, de haut en bas, les limons de pente et les limons acides à silex (sur le plateau), ainsi que les craies campanienne, sénonienne et coniacienne sur les versants. En amont, à partir de Hémécourt, le bassin-versant, en rive droite, est constitué de sables jurassiques acides. La vallée du Thérain se situe, en effet, au contact entre le plateau crayeux picard et le pays de Bray. A cet endroit, le Thérain quitte la dépression du pied de la cuesta pour suivre un cours au sein de la craie. A ce niveau, aucun affluent ne provient de la craie du plateau picard en rive gauche, alors qu'onze rus s'y jettent depuis la limite avec la Haute-Normandie jusqu'à Hémécourt, en formant un réseau hydrographique dit "en peigne".
- **Les larris et le bois de la ville a boutavent :** Le site du Bois de la Ville et de Boutavent s'étire sur les versants d'une vallée sèche, depuis le hameau de Longavesne jusqu'à l'ouest de celui d'Epeaux, vallée globalement orientée nord-sud. Le site est essentiellement occupé par des forêts, parfois bordées de prairies. Les milieux sylvatiques dominants, sur les sols acides (limons à silex) du plateau, sont des hêtraies-chênaies-charmaies neutro-acidoclines à acidoclines (Lonicero-Carpinenion, Ilici-Fagion), traitées essentiellement en futaie. Les sous-bois sont fréquemment envahis par des tapis de ronces, notamment dans les trouées et les éclaircies, où se développent également le Genêt à balais (*Cytisus scoparius*) et la Digitale pourpre (*Digitalis purpurea*). La strate buissonneuse comporte de nombreux Houx (*Ilex aquifolium*), des Néfliers (*Mespilus germanica*) et des Sureaux à grappes (*Sambucus racemosa*). Ce dernier, avec la Digitale pourpre, traduit une influence de type submontagnard, liée à la pluviosité relativement élevée sur ces franges "normandes" de l'Oise ainsi qu'aux ambiances plus fraîches des expositions de versants, au nord et à l'ouest.
- **Le Bois de Saint Deniscourt et des Magneux :** Le Bois de Saint Deniscourt et des Magneux est un ensemble boisé qui s'étire sur le rebord du plateau picard, au niveau d'une vallée sèche confluyente de la vallée du Petit Thérain. Son orientation générale, nord-ouest/sud-est, permet l'existence de conditions d'ensoleillement favorables à une végétation légèrement thermophile sur les versants exposés au sud (hêtraies de pente du Mercurialo-Carpinenion, fourrés et lisières calcicoles du Tamo-Viburnetum lantanae et du Centaureo nemoralis-Origanetum). Une petite pelouse (proche de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii) subsiste vers le "Fond Grenier", au nord, sur d'anciennes terrasses structurées en rideaux.
A contrario, sur les versants exposés au nord, se développe une végétation de coteaux plus frais (frênaies-acéraies-charmaies du Fraxino-Carpinion).
Sur le plateau, les sols plus acides, liés aux limons à silex et aux sables roux, et l'humidité relativement élevée du climat de cette partie plus "normande" de l'Oise, favorisent la présence de hêtraies acidoclines atlantiques/subatlantiques (Hyacinthoido non scriptae-Fagetum, Oxalo

acetosellae-Fagetum sylvaticae) à Houx (*Ilex aquifolium*) et à Néflier (*Mespilus germanica*). Les sous-bois sont fréquemment envahis par des tapis de ronces, notamment dans les trouées et les clairières, où l'on retrouve également la Digitale pourpre (*Digitalis purpurea*) et le Genêt à balais (*Genista scoparia*).

Quelques pâtures, parfois plantées de pommiers subsistent sur les franges du bois, essentiellement auprès des villages, créant d'importantes transitions entre la forêt et les espaces cultivés.

- **Bois et coteau de verte-fontaine, d'écorchevache et des pleurs** : Le site s'étend depuis les larris de Verte Fontaine jusqu'à l'est de Saint-Maur, le long d'une vallée sèche orientée nord-nord-ouest/sud-sud-est. Celle-ci présente un profil dissymétrique classique, avec un versant exposé au sud, plus raide. Sur ce versant affleure la craie sénonienne en maints endroits, générant des sols maigres et caillouteux. Les pentes ont été valorisées, autrefois, par une mise en culture, dont les terrasses abandonnées apparaissent comme des témoins visibles à notre époque.

Les bois ont recolonisé ces terres délaissées : des hêtraies thermocalcicoles de pente (*Daphno-Fagetum*) s'intercalent avec des fourrés de recolonisation à viornes, cornouillers mâle et sanguin, troènes, prunelliers, aubépines... (*Tamo-Viburnetum lantanae*).

En lisière s'étendent encore d'anciens larris, autrefois pâturés, notamment par des ovins. Ces larris sont aujourd'hui en voie de recolonisation arbustive, par progression du manteau forestier. Les pelouses à orchidées qui subsistent sont caractérisées par la présence de l'Avenule des prés et de la Fétuque de Léman (association de l'*Avenulo pratensis*- *Festucetum lemanii*), groupement caractéristique des pelouses sur craie picardo-normandes.

Sur le plateau, les fortes épaisseurs de limons à silex et de sables tertiaires (Thanétien) résiduels génèrent des sols plus acides. Ceux-ci portent des futaies ou taillis sous futaie de chênes, charmes, et hêtres, comportant des tapis de Jacinthe (*Hyacinthoides non scriptae*-Fagetum). Les sous-bois sont fréquemment envahis par les ronces, notamment dans les éclaircies. Sur les terrains plus sableux du Bois planté, se trouvent également des sous-bois à Fougère-aigle (*Pteridium aquilinum*), à Digitale pourpre (*Digitalis purpurea*) et à Houx (*Ilex aquifolium*), qui sont liés à une plus forte acidité.

Quelques prairies, parfois plantées de pommiers, s'étendent en lisière, notamment près des villages.

- **Le coteau de Thérines et de Montaubert** : Le coteau de Thérines et de Montaubert s'étend en rive droite de la vallée du Petit Thérain, depuis le Bois de Lannoy, au sud, jusqu'au Bois de la Garenne, au nord.

Inscrit dans la craie sénonienne, ce coteau est essentiellement occupé par des bois et des milieux bocagers.

Les bois de pente comportent essentiellement des hêtraies calcicoles (*Daphno laureolae*-Fagetum sylvaticae) et des fourrés de recolonisation à viornes, prunelliers, aubépines, troènes et cornouillers (*Tamo-Viburnetum lantanae*), sur les anciennes cultures en terrasses ou les anciennes pâtures.

Quelques fragments de pelouses calcicoles et d'ourlets de lisières subsistent en bordure des bois de la Réserve ou du Ply. Des Genévriers y subsistent, témoins de pratiques anciennes de pâturage ovin sur ces coteaux caillouteux et raides. Ces pelouses relictuelles sont caractérisées par la présence de l'Avenule des prés et de la Fétuque de Léman (*Avenula pratensis-Festucetum lemanii*), groupement végétal typique des pelouses calcicoles sur craie picardo-normandes.

Les bois de plateau, sur des sols limoneux à silex acides, portent des futaies ou des taillis sous futaie de chênes, de charmes et de hêtres, futaies neutro-acidoclines à caractère atlantique/subatlantique (*Ilici-Fagion*, *Lonicero-Carpinenion*). Ces bois sont accompagnés par des sous-bois à Néflier (*Mespilus germanica*) et à Houx (*Ilex aquifolium*), qui trônent parmi les tapis de ronces favorisées par les éclaircies.

En fond de vallée se trouvent des pâtures mésophiles plus ou moins humides, en bordure du Petit Thérain. Ce dernier possède, dans son cours supérieur, un fond graveleux et un courant rapide favorables à la reproduction des salmonidés.

- **Cours de la Bresle et prairies associées :** La zone comprend d'une part le lit mineur de la Bresle, et d'autre part, plusieurs secteurs de prairies relictuelles remarquables :

- à Saint-Germain-sur-Bresle, entre Guémicourt et "le Moulin bleu",
- entre Neuville-Coppegueule au niveau du lieu-dit "les Epigneux" et Sénarpont au niveau du lieu-dit "Ferme Rotteux",
- entre Nesle-l'Hôpital et Neslette,
- à Bouttencourt,
- entre Bouvaincourt-sur-Bresle et Oust-Marest,
- à Mers-les-Bains.

Sur l'ensemble de la zone s'étend un réseau hydrographique bien développé et relativement complexe.

- **La forêt domaniale de Caumont à Gerberoy :** La forêt domaniale de Caumont, située entre la vallée du Thérain et la cuesta nord du Pays de Bray, s'étend sur une butte crayeuse recouverte de limons à silex. Elle présente ainsi une grande variété d'expositions et de conditions écologiques, avec des vallons froids à affinités submontagnardes, et des versants plus thermophiles.

Sur la butte s'étendent des futaies de chênes, charmes, et hêtres, à sous-bois de ronces dans les éclaircies. Ces futaies sont accompagnées de nombreux Genêts à balais (*Cytisus scoparius*) dans les coupes, de Houx (*Ilex aquifolium*), de Néfliers (*Mespilus germanica*), à rattacher aux groupements des chênaies-hêtraies acidoclines atlantiques à subatlantiques de l'*Ilici-Fagion* et du *Lonicero-Carpinenion* (*Hyacinthoido non-scriptae-Fagetum sylvaticae*).

Les versants où affleure la craie portent des frênaies-hêtraies calcicoles à *Mercuriale* pérenne (*Mercurialo perennis-Aceretum campestris*), ou mésophiles sur colluvions (*Fraxino-Carpinon*).

Certaines parties périphériques du bois ont manifestement été cultivées autrefois, comme en témoigne la présence d'anciennes terrasses, aujourd'hui recolonisées par des hêtraies et/ou des frênaies.

Les alentours de la forêt sont majoritairement occupés par le bocage. Le Ru du Tahier coule vers le Thérain, entre Gerberoy et la forêt.

- **Haute vallée et cours de la rivière poix** : Le site englobe, d'une part les bois, les pelouses et les milieux bocagers de la haute vallée de la Poix et, d'autre part, le lit mineur de la rivière Poix depuis sa source à Saulchoy-sous-Poix jusqu'à sa confluence avec les Evoissons à Famechon. L'ensemble constitue un site fonctionnel de valeur écologique, floristique et faunistique élevé. Les cultures ont été exclues autant que possible.
- **Larris de la briqueterie a Lannoy-Cuillere** : Le larris de la Briqueterie s'étire sur un versant étroit, exposé à l'ouest et situé en rive droite de la vallée d'un petit affluent de la Bresle.
- **Larris de lannoy-cuillere, d'abancourt et de saint-valery, bois de varambeaumont** : Ce site résulte du rapprochement de deux anciennes ZNIEFF voisines (Larris de Saint-Valéry - Bois de Varambeaumont et Larris de Lanoy-Cuillère et d'Abancourt). Les contours actuels englobent les larris et les bois les plus intéressants pour les habitats, la flore et la faune, ainsi qu'une étroite zone-tampon en lisière.
- **Les Larris de Gourchelles-Romescamps et de Quincampoix-Fleuzy** : Les contours du site résultent du rapprochement de deux ZNIEFF précédentes : "Les Larris de Gourchelles et Romescamps" et "Les Larris de Quincampoix et de Fleuzy" qui sont très proches géographiquement et biologiquement. Le périmètre actuel englobe les milieux de plus grand intérêt biologique. Les cultures, sans intérêt particulier, sont évitées.
- **Réseau de cavités souterraines des vallées des évoissons et de la poix** : Ce site rassemble 4 cavités souterraines réparties dans les vallées des Evoissons et de la Poix (Conty, Famechon, Poix-de-Picardie, Hescamps). Quelques portions de bois (notamment des bois de pente), de lisières, de prairies, de haies et de cultures en contact direct avec les entrées des cavités sont pris en compte dans la ZNIEFF : ces milieux servent de terrain de chasse et de repères pour les déplacements des chauves-souris vers les cavités.
- **La vallée des Evoissons** : Les contours de cette zone intègrent les milieux boisés, prairiaux, pelousaires et aquatiques les plus remarquables pour leurs habitats, leur flore et leur faune, ainsi que les connexions paysagères majeures.
Cette ZNIEFF de type I est comprise dans la ZNIEFF de type II "Vallée des Evoissons et de ses affluents en amont de Conty" qui englobe l'essentiel de l'unité géomorphologique de cette vallée.
La vallée des Evoissons est située, dans sa partie amont, à cheval sur la limite entre les départements de l'Oise et de la Somme, en limite de la région naturelle du sud-amiénois et de l'Oise normande.

➤ **Znieff de type II**

- **Pays de Bray** : Le Pays de Bray est singularisé par son originalité géomorphologique reconnue au niveau international. L'anticlinal du Bray s'est formé lors de l'orogénèse alpine, au Tertiaire. Le Bray atteignait probablement, il y a quelques dizaines de millions d'années, plusieurs centaines de mètres d'altitude. L'érosion a progressivement dégagé le cœur de l'anticlinal, générant cette "boutonnière", ou anticlinal évidé.
- **Vallée de la Bresle, du Liger et de la Vimeuse** : Cette zone s'étend depuis Abancourt (sources de la Bresle) dans l'Oise jusqu'à Oust-Marest dans la Somme. La plus basse partie de la vallée de la Bresle entre Eu et Mers-les-Bains est rattachée à la ZNIEFF de type II "Plaine maritime picarde". Les contours de la zone intègrent les milieux les plus remarquables des vallées de la Bresle et de ses deux affluents (Vimeuse et Liger) pour les paysages, les habitats, la flore et la faune. Ainsi, les boisements, les pelouses calcicoles, les milieux bocagers, les cours d'eau et leurs milieux humides associés des vallées de la Bresle, de la Vimeuse et du Liger font partie de cette vaste zone de type II. Chaque cours d'eau est intégré à partir de ses sources. Les coteaux sont pris en compte jusqu'au niveau des convexités sommitales voire jusque sur le plateau lorsque les milieux y sont remarquables (boisements, bocage, ...). Les cultures sont évitées dans certains secteurs (notamment entre Beauchamps et Gamaches).
- **Vallées des evoissons et de ses affluents en amont de conty** : Le site de la Vallée des Evoissons comprend la vallée du Ru des Evoissons proprement dit, ainsi que les vallées de la rivière Poix et du ruisseau des Parquets, depuis leurs sources jusqu'à Conty. Quelques vallées sèches (Vallée de Pucheux, vallées sèches au nord d'Eplèsier, Vallées du Puits et de la Côte de Laverrière en amont de Thoix...), faisant partie de la même entité valléenne et possédant également des milieux remarquables, ont été adjointes.
- **Vallées du thérain et du petit thérain en amont de troissereux** : La ZNIEFF englobe les vallées des deux Thérain et quelques vallées adjacentes dont le patrimoine biologique et paysager est remarquable. Autant que possible, les plus grandes zones de cultures des plateaux sont évitées.
La limite de la vallée est prise au niveau de la convexité sommitale, afin d'englober une portion minimale des bassins-versants des rivières de bonne qualité, portions qui constituent également une entité paysagère importante typique de l'Oise normande.

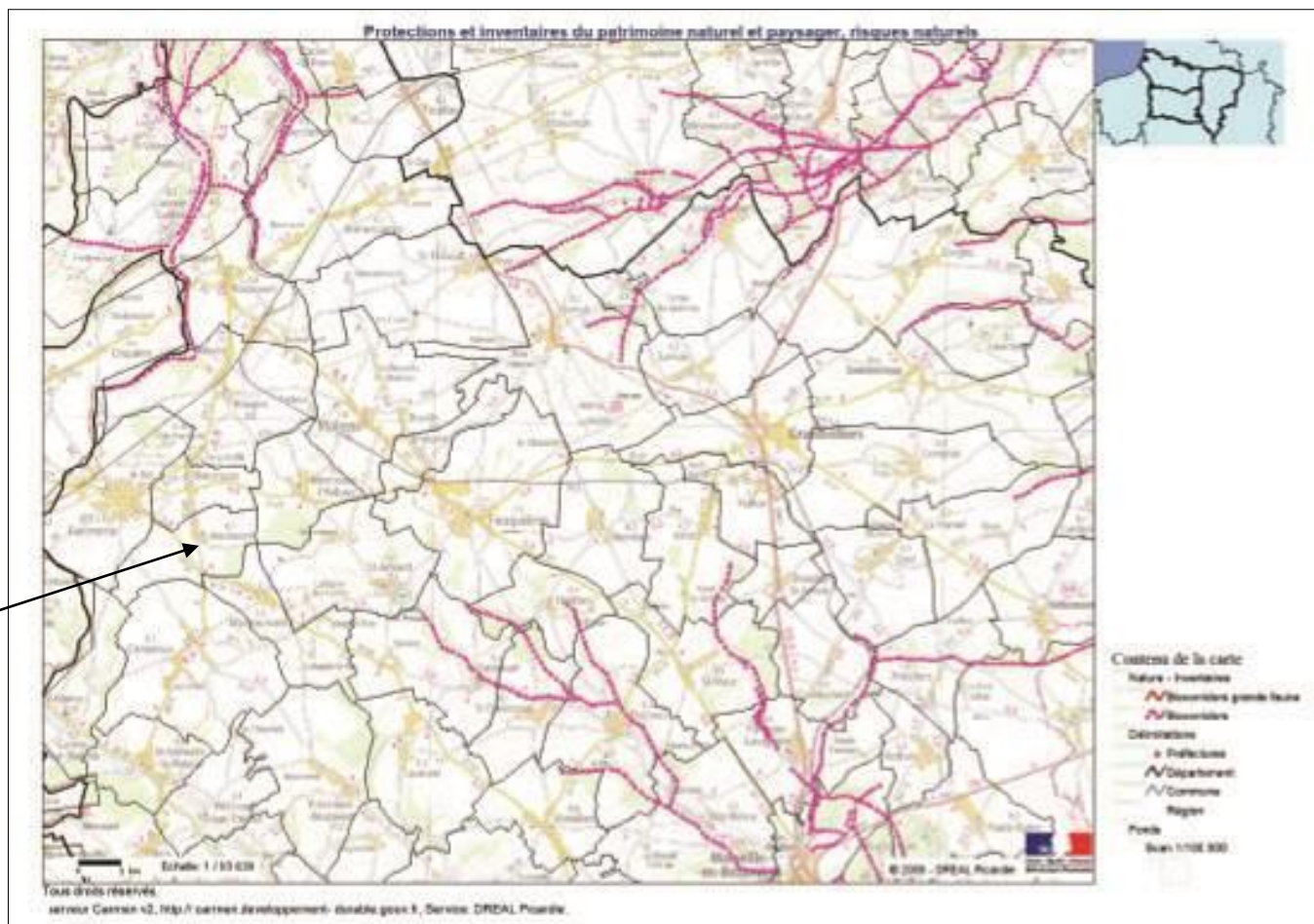
II.5.3 Les corridors écologiques potentiels

L'identification des corridors écologiques potentiels de Picardie n'a pas de portée juridique. Il s'agit d'un élément de connaissance du patrimoine naturel de Picardie destiné à éviter autant que possible que certains enjeux environnementaux ne soient révélés trop tardivement. Il permet ainsi une meilleure prévision des incidences lorsque des aménagements sont à réaliser mais également de mettre en œuvre localement des stratégies de maintien ou de restauration des connexions écologiques. Le projet réseaux de sites, réseaux d'acteurs élaboré par le Conservatoire des sites de Picardie n'a pas identifié de corridor écologique sur BOUTAVENT LA GRANGE. Pour toute réalisation d'un projet susceptible d'avoir un impact sur une connexion écologique, il est tout de même nécessaire de rechercher sur le site l'existence de toute forme de corridor écologique.

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE n'est concernée par aucun corridor écologique potentiel sur son territoire.

Il est à noter la présence de 20 corridors écologiques potentiels dans un rayon de 10 km autour de la commune.

BOUTAVENT LA GRANGE



II.5.4.NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen destiné à préserver la biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels (définis par des groupements végétaux) et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

Ce réseau sera constitué à terme :

- des Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) issues de la directive Oiseaux,
- des Sites d'Importance Communautaire (SIC : futures ZSC, Zones Spéciales de Conservation issues de la directive Habitats).

Aucun site NATURA 2000 ne se situe sur le territoire de la commune de BOUTAVENT LA GRANGE.

A titre indicatif, il est à noter que dans un périmètre de 10 km autour de BOUTAVENT LA GRANGE, 3 Sites d'Importance Communautaire sont recensés. A noter que ces 3 sites se situent à plus de 2 km de la commune :

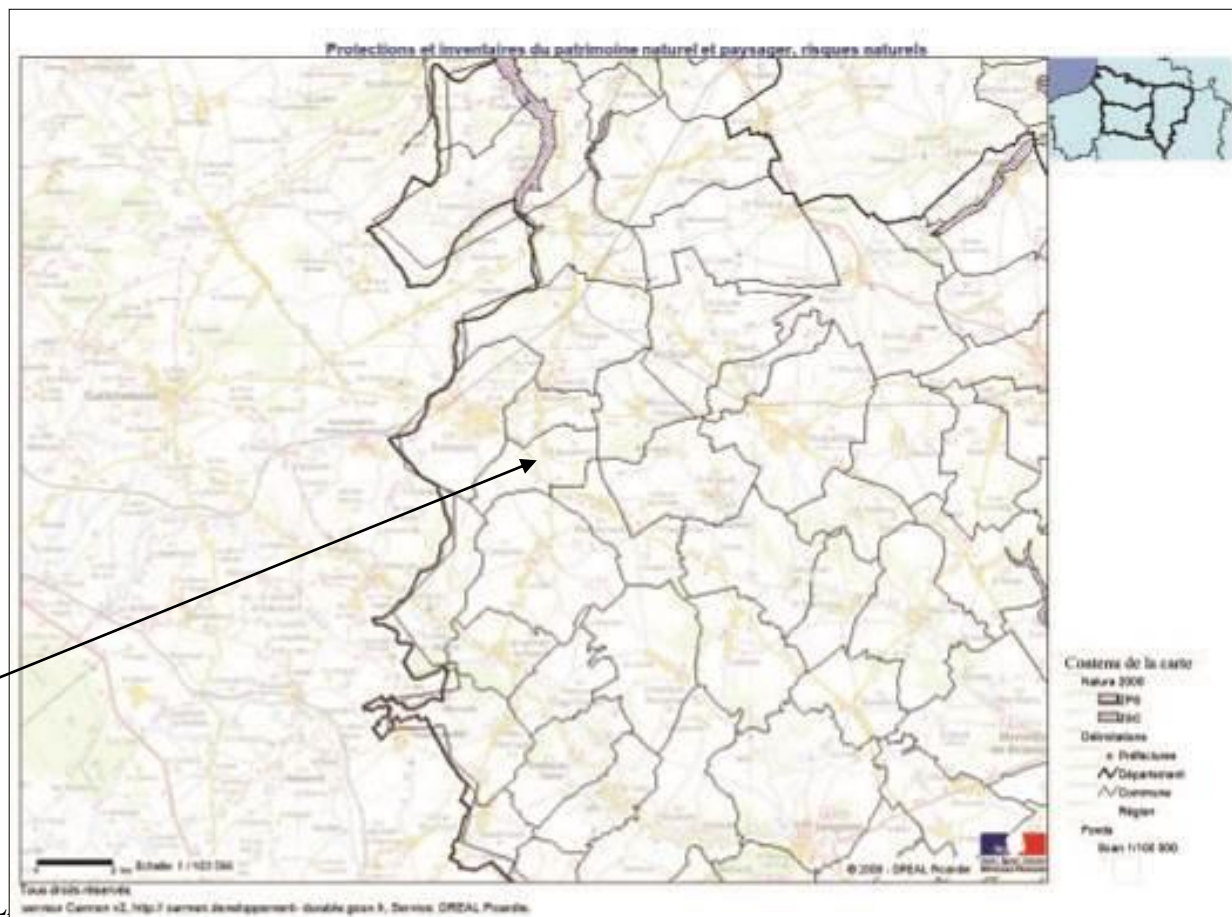
- **Réseau de coteaux crayeux du bassin de l'Oise aval (Beauvaisis) :** Le réseau de coteaux crayeux du bassin de l'Oise aval (Beauvaisis) est un site éclaté constituant un exemple représentatif des potentialités en habitats du plateau picard méridional. Le paysage actuel est issu de l'abandon plus ou moins prononcé des anciennes traditions pastorales de parcours. Sur ce site qui revêt un caractère climatique continental sec, on retrouve donc de nombreux stades de succession végétale caractéristiques des sols calcaires, depuis la pelouse sèche meso-xérophile jusqu'à la hêtraie neutrophile. Cette typicité attribue au site une série floristique remarquable : une grande diversité d'orchidée (ex : l'Orchis homme-pendu), 7 espèces protégées (ex : le Sysimbre couché), de nombreuses espèces menacées... Du point de vue faunistique, le site regorge encore d'une importante richesse : l'intérêt ornithologique est fort, avec beaucoup de rapaces nicheurs, mais on retrouve également une importante population de Vipère pléiade et une espèce de papillon menacée au niveau européen, le Damier de la Succise. De plus, on note la présence remarquable de 2 chauves-souris : le Grand Murin et le Grand Rhinolophe, résidentes du site.
- **Réseau de coteaux et vallée du bassin de la Selle :** Le réseau de coteaux et de vallée du bassin de la Selle constitue un ensemble complémentaire de cinq vallées sèches et humides typiques et exemplaires du plateau picard central rassemblant :
 - un réseau de coteaux crayeux chauds et secs, où se développe un ensemble de pelouses qui, abandonnées à la dynamique naturelle, s'embroussaille jusqu'à constituer des bois de pente.
 - un réseau fluvial de ruisseaux à cours rapide constituant l'un de rares réservoirs biologiques aquatiques du plateau picard.L'intérêt écologique qui en découle est par conséquent remarquable, tant d'un point de vue floristique (présence d'une flore de pelouses et d'herbiers aquatiques bien développés, de mousses...), que d'un point de vue faunistique (présence de nombreuses populations d'insectes,

d'oiseaux, de trois espèces rares de reptiles, de poissons, d'invertébrés aquatiques...). Les enjeux de conservation sont importants sur le site, certains habitats ou certaines espèces étant prioritaires.

- **Vallée de la Bresle :** Le site de la vallée de la Bresle se décompose en quatre zones distinctes, l'ensemble donnant une représentation exemplaire et très diversifiée des potentialités du plateau picard :
 - la Bresle, rivière de première catégorie, élément majeur du réseau fluvial et piscicole du nord-ouest de la France
 - les coteaux et les vallées boisés de la basse Bresle, formant un ensemble très original d'habitats pour la Picardie, sous une influence littorale atlantique chaude
 - les coteaux ensoleillés et chauds de la Bresle moyenne et du Liger, assurant la continuité des pelouses, lisières, fourrés et boisements sur sols calcaires
 - les coteaux et la vallée de la Haute-Bresle forment, en un site éclaté, un ensemble remarquable et diversifié de pelouses crayeuses riches en orchidées.

De par cette diversité d'habitats naturels, les intérêts spécifiques du site sont par conséquent importants. D'un point de vue floristique, on note la présence d'espèces protégées au niveau régional (Parnassie des marais, Clandestine écailleuse) et une richesse importante des coteaux en orchidées. D'un point de vue faunistique, de nombreuses espèces d'intérêt communautaire (poissons, libellules, chauves-souris) utilisent le site pour tout ou partie de leur cycle de vie. Le site, inventorié en ZNIEFF, comprend ainsi des enjeux de conservation importants, certains étant prioritaires à échelle patrimoniale et régionale.

BOUTAVENT LA GRANGE



II.5.5.Les Zones Humides

Dans leur grande majorité, les textes nationaux intéressant les zones humides figurent dans le code de l'environnement. Ils sont complétés par le code forestier, le code de l'urbanisme, le code rural et le code général des collectivités territoriales. Le code de l'environnement instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. A cette fin, il vise en particulier la préservation des zones humides. Il affirme le principe selon lequel la préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général. Il souligne que les politiques nationales, régionales et locales d'aménagement des territoires ruraux doivent prendre en compte l'importance de la conservation, l'exploitation et la gestion durable des zones humides qui sont au cœur des politiques de préservation de la diversité biologique, du paysage, de gestion des ressources en eau et de prévention des inondations.

(Source www.zones-humides.eaufrance.fr)

En raison du relief et de la pédologie, aucune zone à dominante humide n'est recensée à BOUTAVENT LA GRANGE.

II.6. L'organisation du territoire

II.6.1.L'occupation du sol

Le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE, était historiquement, un hameau de la commune de BOUVRESSE. Ceci explique la continuité bâtie entre le bourg de BOUTAVENT LA GRANGE et les constructions à BOUVRESSE.

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE est composée d'un centre bourg et d'un écart (le Valérien). Elle ne compte pas de hameau.

Le bourg est implanté à l'Est du territoire et s'est développé le long d'un axe routier.

Peu de masses boisées sont identifiées, le Bois de la Pierre est localisé au Sud-Est du territoire en limite avec la commune voisine de Mureaumont.

BOUTAVENT LA GRANGE est parcourue par 2 routes départementales (n°150 et 316), et quelques voiries communales et chemins ruraux..

La RD 316 constitue une coupure dans le territoire :

- A l'Est : le centre bourg, entouré par un réseau de haies bocagères et quelques bosquets, traces des anciens courtils,
- A l'Ouest : vastes étendues dédiées à l'agriculture.



II.6.2.L'évolution de l'urbanisation

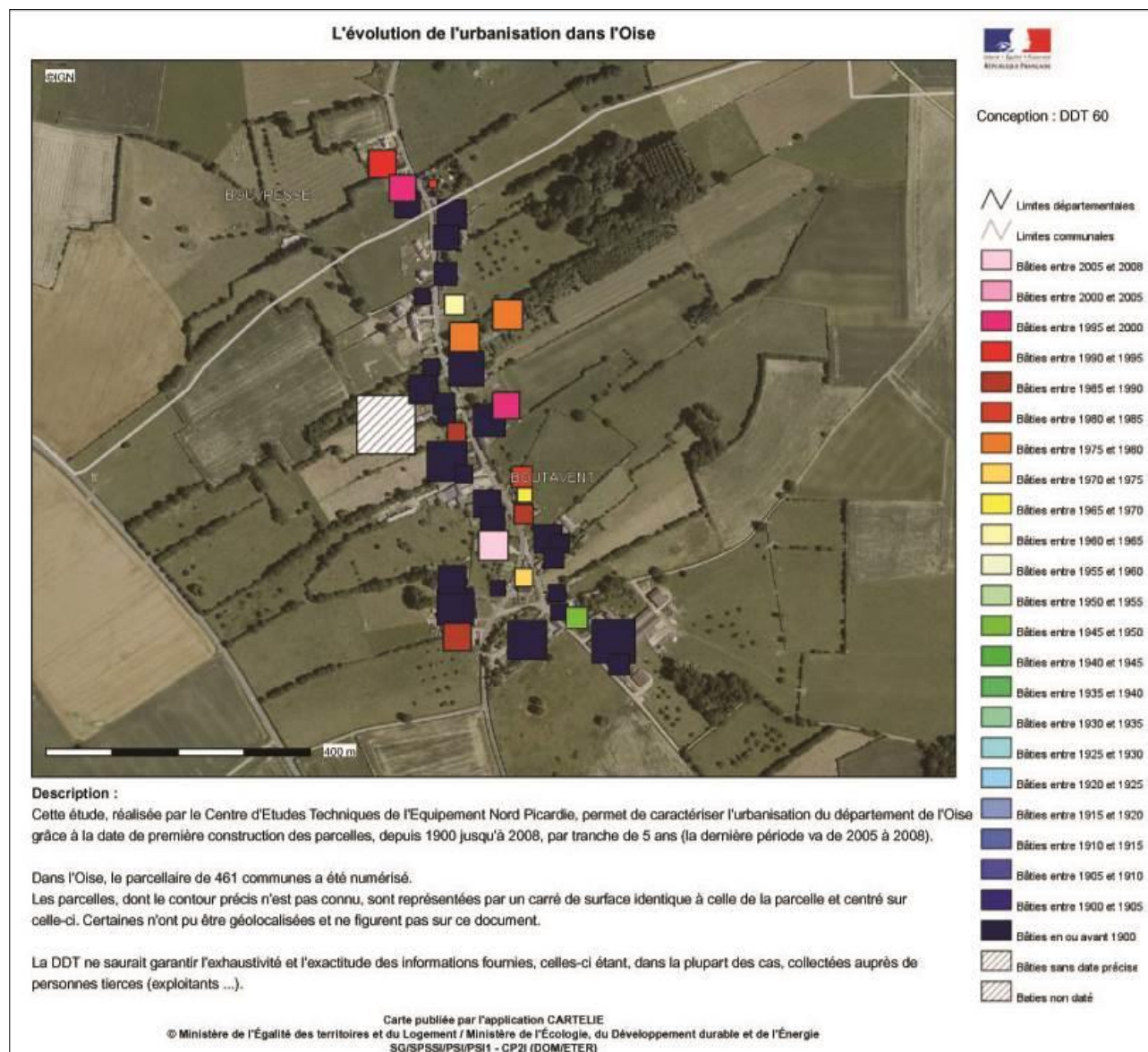
La cartographie ci-jointe atteste de l'importance du parc ancien (avant 1900) sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE. Toutefois quelques constructions ont été édifiées dans les années 1970 et 1980. On note également quelques constructions réalisées dans les années 2000.

On constate une évolution de l'urbanisation notamment entre 1975 et 2006. La majorité du bâti date d'avant 1900. Depuis 1990 certaines constructions ont eu lieu, comme nous pouvons l'observer sur cette carte.

II.6.3.Le parcellaire

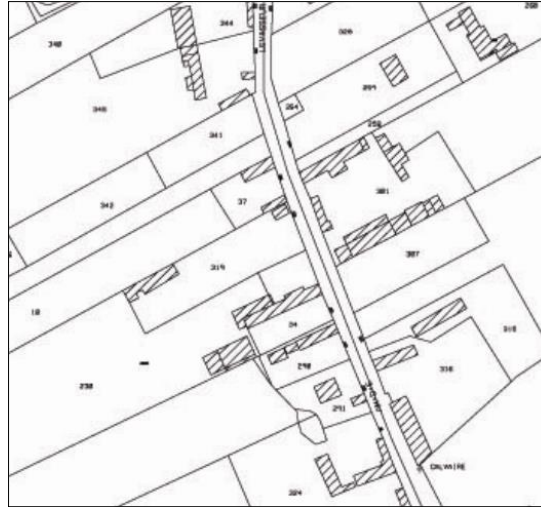
Selon le type d'occupation du sol et les époques, le parcellaire change. Ainsi, pour le tissu ancien, le parcellaire est en majorité étroit pour l'habitat ou plus large pour les exploitations agricoles. Quant au parcellaire récent, des parcelles créées font apparaître une trame très géométrique et regroupée sur elle-même.

De ces parcellaires en découlent des constructions différentes : implantation en front à rue pour les plus anciennes et retraits en milieu de parcelle pour les plus récentes.

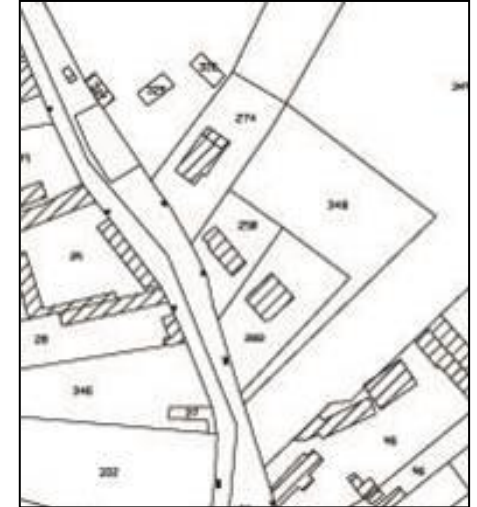


A noter que sur BOUTAVENT LA GRANGE de nombreuses constructions anciennes sont implantées perpendiculairement à la voirie.

Le parcellaire ancien : densification des îlots ou grand parcellaire.
Implantation en bordure des voiries, ne laissant pas toujours percevoir le jardin, d'où un caractère minéral des rues.
Parcellaire étroit, découpé sous forme de lanières.



Le parcellaire récent :
opérations individuelles.
Implantation au centre de la parcelle, laissant percevoir le jardin à l'avant de la maison.
Parcellaire géométrique.



II.6.4.La consommation foncière

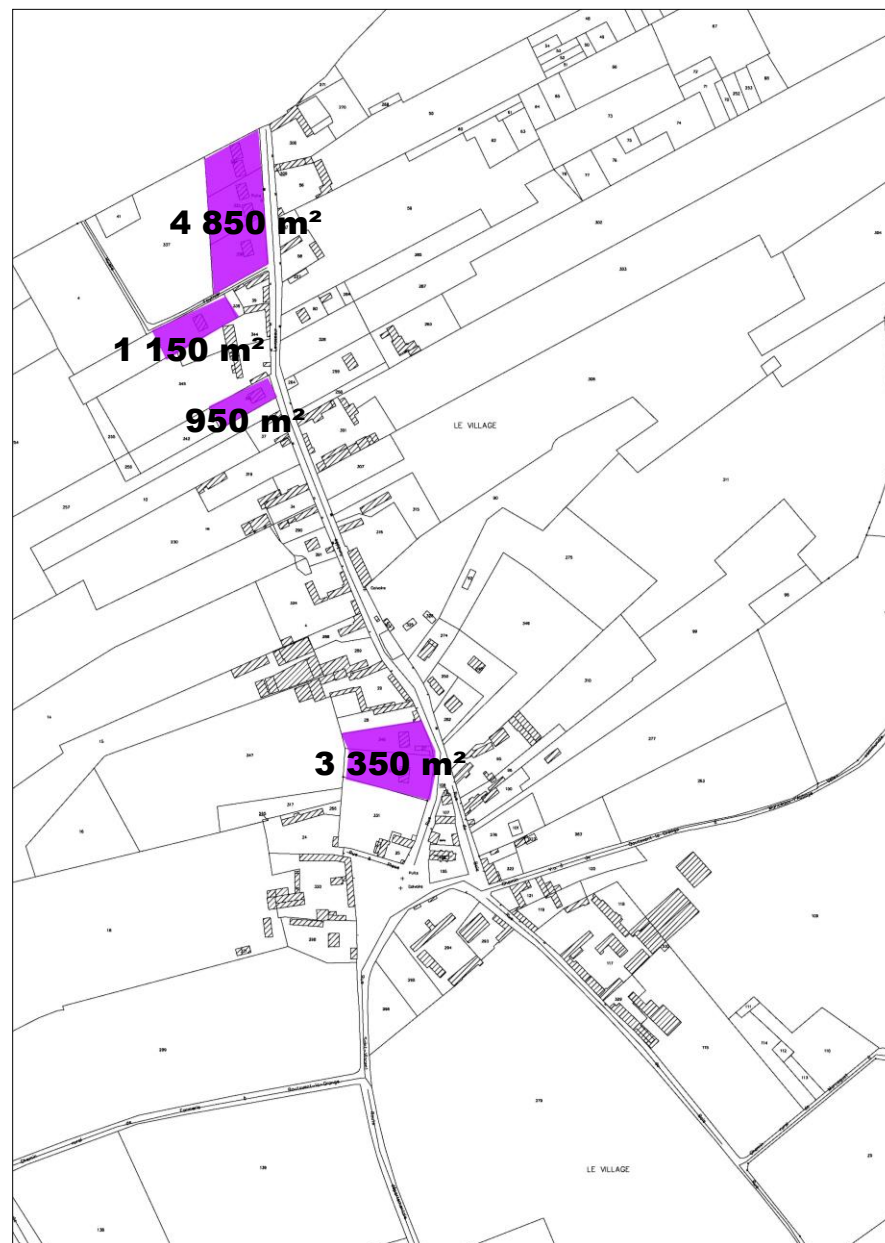
Un bilan des surfaces urbanisées a été effectué sur les dernières années.

La méthodologie employée se base sur la comparaison entre 2 photographies aériennes issues du site internet Géoportail.

Les zones urbanisées depuis les 10 dernières années sont reprises en rose sur l'extrait de plan cadastral ci-contre. Elles correspondent à la réalisation d'habitat pavillonnaire.

Ainsi 1,03 ha ont été urbanisés à BOUTAVENT LA GRANGE, pour de l'habitat.

Aucune évolution de l'urbanisation n'a été identifiée au niveau des écarts.



II.7. Le bâti

II.7.1. Le bâti ancien

a) Les caractéristiques du bâti ancien

Le bâti ancien s'est donc développé linéairement le long de la RD 150. Les rues les plus anciennes, généralement étroites, sont caractérisées par un habitat dense et continu. L'ensemble des constructions anciennes donne un caractère homogène au centre bourg. Cette homogénéité est due à la morphologie des constructions ainsi qu'aux matériaux. Les constructions sont, le plus souvent, implantées en bordure de voirie, ne laissant pas percevoir le jardin, ce qui définit bien « l'espace rue » et donne un caractère très minéral au pôle construit. On retrouve également beaucoup de fermes (anciennes ou encore en activité), caractérisées par la présence d'une cour centrale autour de laquelle s'organisent les différents bâtiments : la maison d'habitation est installée en fond de cour alors que sur les côtés et sur la rue, les bâtiments étaient ou sont destinés aux animaux et au stockage. Un porche permet d'accéder à l'intérieur de la cour. Le parcellaire étroit est par contre assez profond.

L'architecture est traditionnelle à la région :

- implantation en front de rue ou retraits avec un espace jardin sur l'espace public,
- les volumes sont simples avec un rez-de-chaussée plus des combles voire un étage,
- une toiture à deux versants, à 45° de moyenne,
- les ouvertures en façade sont plus hautes que larges,
- en toiture, les lucarnes animent les façades.



Certaines constructions sont composées d'un rez-de-chaussée et de combles aménagés
D'autres constructions ont des volumes plus importants : rez-de-chaussée + étage + combles

b) Les matériaux

Les matériaux rencontrés sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE sont en majorité la brique, le torchis et l'ardoise. Ces tons s'harmonisent entre eux et permettent une homogénéité du bâti ancien. Les constructions neuves pourront s'inspirer de ces caractéristiques afin de permettre une meilleure intégration dans le site.



c) Les éléments de détail

Même si dans la volumétrie, les habitations de BOUTAVENT LA GRANGE se ressemblent, chaque habitation se distingue grâce à sa façade personnalisée notamment grâce à l'utilisation d'appareillages de briques, de jeu de matériaux, d'éléments d'ornement, piliers de portails, travail de ferronnerie...



d) Les porches

Comme indiqué précédemment, la commune est caractérisée par la présence de nombreux porches. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une attention particulière afin de les conserver car ils constituent un des symboles de l'histoire agricole de la commune.



II.7.2. Le bâti récent

Le principe de construction de type pavillonnaire est dominant au pourtour du noyau ancien. La maison est implantée au centre de la parcelle avec un jardin d'agrément. La proportion des volumes construits est modifiée : l'habitation est plus massive et la richesse des détails architecturaux réduite voire inexistante. Les matériaux utilisés sont le parpaing enduit et la tuile.

L'hétérogénéité de ces groupements est accentuée par des implantations en retrait par rapport à l'alignement souvent en milieu de parcelle, rendant ainsi nécessaire les clôtures.

L'habitat pavillonnaire est le type de logements le plus recherché depuis une vingtaine d'années. Bien que les règles d'implantation de la construction dans la parcelle soient variables, l'immeuble respecte le volume traditionnel : maison à rez-de-chaussée, à plan rectangulaire avec combles aménageables, toitures en tuiles ou ardoises avec lucarnes, pente à 40-45°, fenêtres sur pignons, sous-sols aménagés, construction en retrait de l'alignement, orientation personnelle.



Implantation au centre de la parcelle - Rez-de-chaussée + combles



En conclusion, la commune est caractérisée par une juxtaposition de deux styles, le centre ancien, de style traditionnel, qui conserve le patrimoine architectural et les zones alentours, de forme et aspect plus découpés.

II.8. Le patrimoine historique

II.8.1. Le patrimoine bâti

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE ne possède pas de monument historique sur son territoire. inscrit ou classé. En revanche, elle dispose d'un patrimoine vernaculaire, symbole de l'histoire des lieux : patrimoine religieux (église, calvaires ...), bâti (grandes bâtisses, murs, ...), et plus divers (bâtiment de la pompe à incendie, portails, ...). Cette liste n'est pas exhaustive. Ci-après, sont identifiés plusieurs éléments du patrimoine communal.



II.8.2. Le patrimoine archéologique

Les sites sont protégés par la loi n°80-532 du 15 Juillet 1980 (Article 257-1 du code pénal) : « Sera puni des peines portées à l'article 257 quiconque aura intentionnellement : soit détruit, abattu, mutilé, détérioré des découvertes archéologiques faites au cours des fouilles ou fortuitement, ou sur un terrain contenant des vestiges archéologiques ».

ROY BOISSY se situe dans un secteur encore mal documenté dans le domaine archéologique. Néanmoins, des données ignorées du Service Régional de l'Archéologie sont toujours susceptibles de modifier la carte archéologique communale.

En effet, les informations ci-jointes ne représentent en aucun cas un inventaire exhaustif du patrimoine archéologique de la commune. D'autres sites non localisés dont l documentation est trop partielle peuvent ne pas avoir été mentionnés. Des découvertes fortuites sont donc toujours possibles.

Ces découvertes fortuites sont protégées par la loi validée du 17 Septembre 1941 (titre III). Les textes indiquent en substance que « Toute découverte fortuite mobilière ou immobilière intéressant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique, doit être signalée immédiatement à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la Haute Normandie (Service régional de l'Archéologie), soit par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture du Département. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être aliénés ou détruits avant l'examen par un spécialiste mandaté par le Conservateur régional. »

A titre d'information, la loi n°2001-44 du 17 Janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n°2002-89 du 16 Janvier 2002 ont modifié les modalités d'instruction des dossiers d'urbanisme.

A ce titre tous les projets de lotissement, des Zones d'Aménagement Concerté, les aménagements précédés d'une étude d'impact, les travaux sur immeubles protégés au titre de la loi sur les Monuments Historiques seront transmis pour avis à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Service régional de l'archéologie). Ils pourront le cas échéant faire l'objet de prescriptions archéologiques.

Le Porter à Connaissance du BOUTAVENT LA GRANGE ne comporte aucune indication sur le patrimoine archéologique. A priori, la commune ne compte pas de site archéologique sur son territoire connu pour l'heure actuelle.

II.9. Les déplacements

Actuellement, les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie, mais également les déplacements internes à la commune, se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture.

Deux routes départementales desservent la commune :

- La RD150, qui traverse le centre bourg du Nord au Sud,
- La RD 316, coupant le territoire en 2 parties dans un axe Ouest/Est et permettant de relier Formerie.

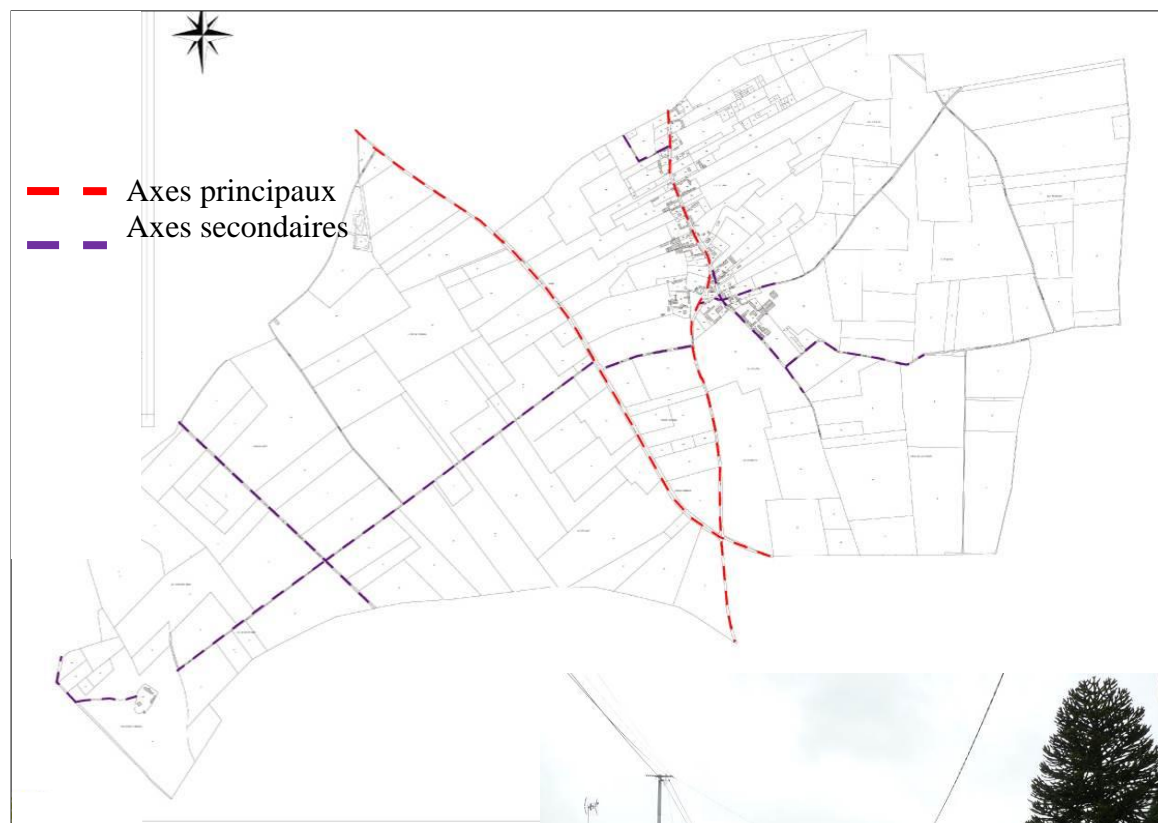
Les autres voiries constituent des axes secondaires, permettant d'accéder au centre bourg.

Toutefois, comme indiqué précédemment, il est à noter qu'une ligne de car dessert quotidiennement la commune voisine de Formerie. Les habitants peuvent également profiter de la gare située sur la commune d'Abancourt pour se rendre à Beauvais.

Les habitants peuvent aussi se déplacer à pied sur la commune par l'intermédiaire des divers chemins existants.

Des trottoirs permettent des déplacements piétons sécurisés en traversée du bourg.

Enfin, afin de favoriser le covoiturage, le Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Oise, créé à l'initiative du Conseil général, a mis en place une bourse au covoiturage sur le site internet www.oise-mobilité.fr. Elle offre la possibilité de proposer ou de trouver des trajets par covoiturage, réguliers ou occasionnels. Le développement du co-voiturage est une des actions du Plan départemental pour une mobilité durable, adopté par le Conseil général le 20 juin 2013, qui visent à promouvoir un usage collectif de la voiture.



Des trottoirs sont aménagés dans le centre bourg

II.10. Les risques

En application de l'article L.121-1-3 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme doit prendre en considération l'existence de risques naturels prévisibles et de risques technologiques. Cette prise en considération devra être justifiée dans le rapport de présentation et se traduire par des mesures particulières dans le zonage.

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE peut être exposée à des risques naturels et technologiques. A noter que la commune n'est pas dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels ou Technologiques approuvé ou en cours d'élaboration.

II.10.1. Les risques technologiques

D'après le Porter à Connaissance, la commune ne compte aucun établissement industriel à risques soumis à autorisation. BOUTAVENT LA GRANGE est tout de même concernée par des canalisations de transports de matières dangereuses.

En outre, BOUTAVENT LA GRANGE est confrontée à la présence de 2 sites (Etablissements Célestin Petit - Activité terminée) susceptibles d'être pollués dont les caractéristiques sont rassemblées dans le tableau ci-joint. Ces données proviennent de la Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service dite BASIAS. La fiche détaillée est jointe en annexe de ce rapport de présentation.

a) Pourquoi Basias

La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués d'une façon systématique (premier inventaire en 1978). Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

La réalisation d'inventaires historiques régionaux (IHR) des sites industriels et activités de service, en activité ou non, s'est accompagnée de la création de la base de données nationale BASIAS. Cette banque de données BASIAS a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions immobilières. Il faut souligner que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit. Compte tenu des finalités affichées, BASIAS a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998. La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié le 16 avril 1999, ainsi que

II.10.2. Les risques naturels

a) Les inondations

L'intégration d'un volet hydrologique dans un document d'urbanisme a pour but :

- de recenser les secteurs pouvant faire l'objet d'un risque d'inondation. Tout décideur devra ensuite faire procéder aux examens complémentaires du risque inondation, en préalable à l'implantation de toute nouvelle construction dans ces secteurs : l'objectif étant d'éviter toute construction en zone d'aléa ;
 - de veiller à ne pas aggraver les risques, en cartographiant les secteurs bâtis vulnérables connus.
- Carte des talwegs :**

La commune a déjà fait l'objet d'un arrêté de catastrophes naturelles : Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : arrêté du 29 Décembre 1999. Ce dernier est lié à la Tempête de 1999.

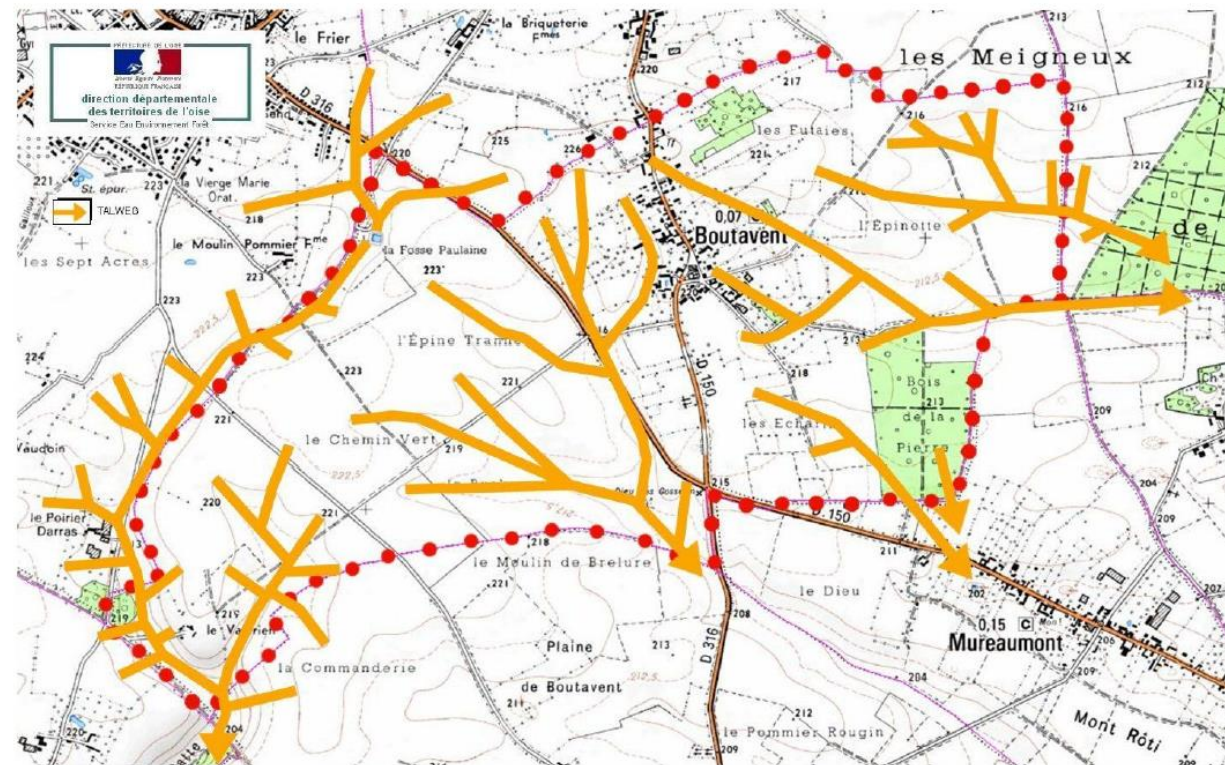
La commune de BOUTAVENT LA GRANGE se situe au niveau d'un plateau, aucun cours d'eau ne traverse le territoire elle n'est donc pas soumise au risque « débordement de cours d'eau ».

Toutefois elle est concernée par le phénomène de ruissellement.

D'après la cartographie (ci-contre) transmise par la Direction Départementale des Territoires de l'Oise (source PAC), plusieurs talwegs sont identifiés sur le territoire communal.

Plusieurs départs d'axes de ruissellement semblent identifiés au niveau du centre bourg. Ces éléments sont affinés par le groupe de travail.

Carte des talwegs :

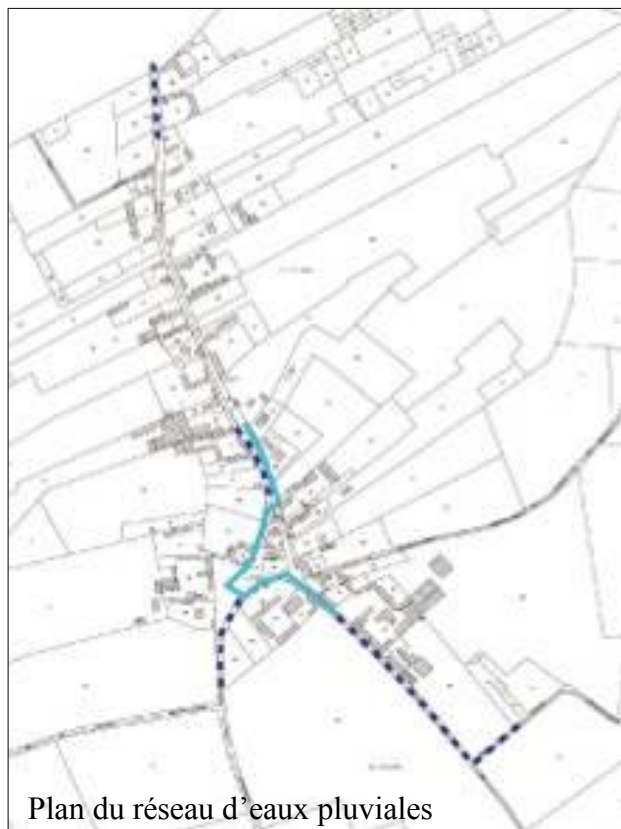
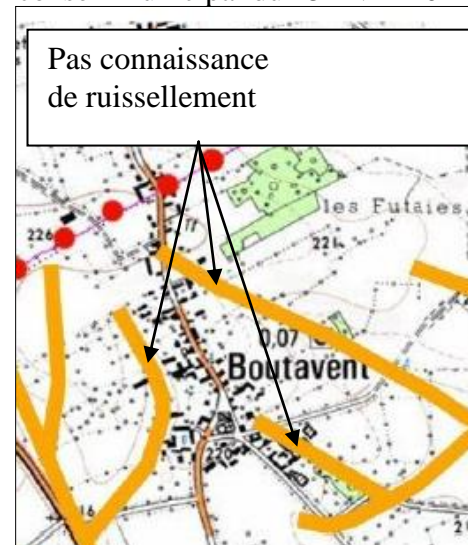


Les élus n'ont pas connaissance de tels phénomènes, hormis à l'extrémité Sud-Est du bourg. De plus ils soulignent une nature des sols très spécifique au niveau du bourg, permettant l'infiltration des eaux. Cette information est confirmée par le zonage d'assainissement qui fait ressortir une aptitude des sols à l'épandage souterrain.

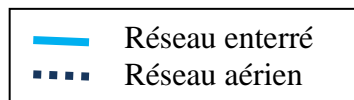
Aucune problématique d'inondation de maison n'est connue sur la commune, même lors des événements exceptionnels de 2001.

Les puits connus se situent à une profondeur moyenne de 54 mètres.

Enfin un réseau de haies assez dense entoure le centre bourg, limitant de ce fait les problématiques de ruissellements.

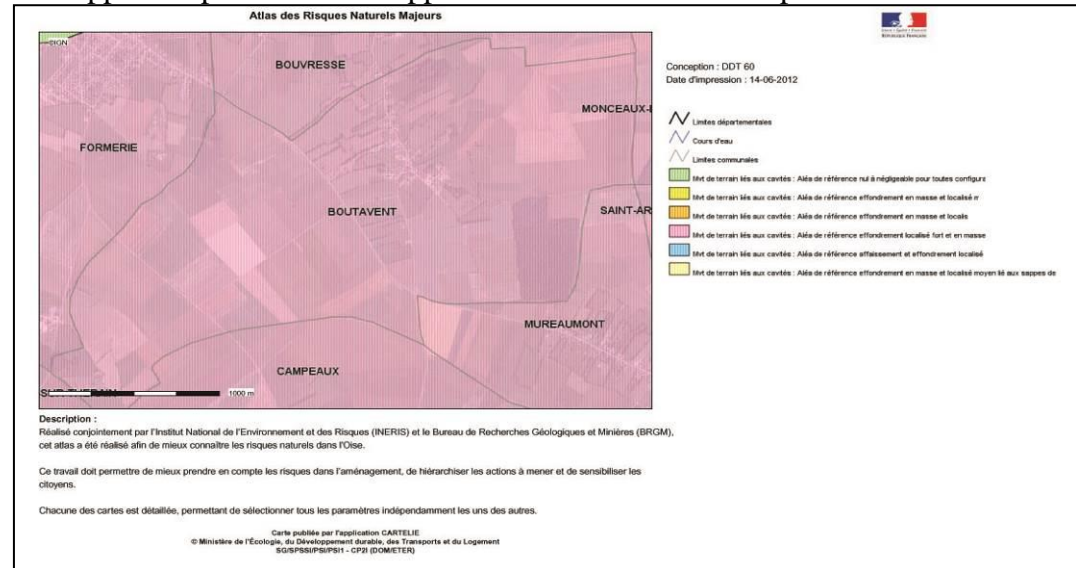


Le groupe de travail a repris sur le plan cadastral le réseau d'assainissement pluvial du centre bourg. Ce dernier est à la fois en aérien et en souterrain



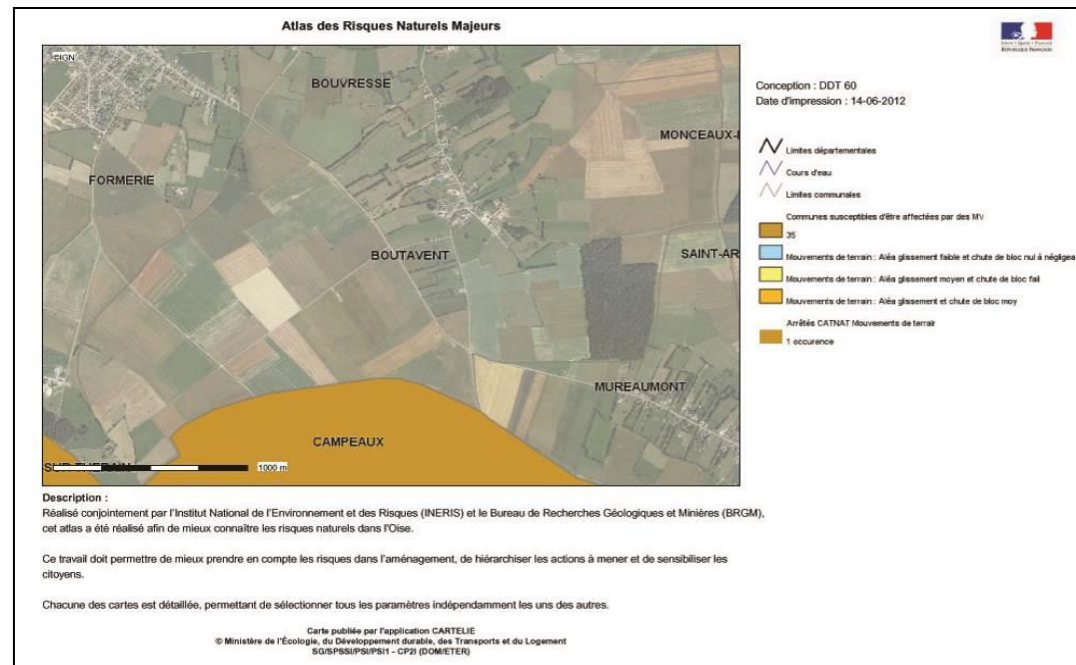
b) Les cavités souterraines

Le Porter à Connaissance mentionne qu'aucune cavité souterraine, ni aucun mouvement de terrain ne sont recensés sur la commune. Toutefois, l'Atlas des Risques Naturels Majeurs fait état d'un type d'aléa recouvrant l'ensemble du territoire communal : Aléa de référence effondrement localisé fort et en masse.



c) Les mouvements de terrain

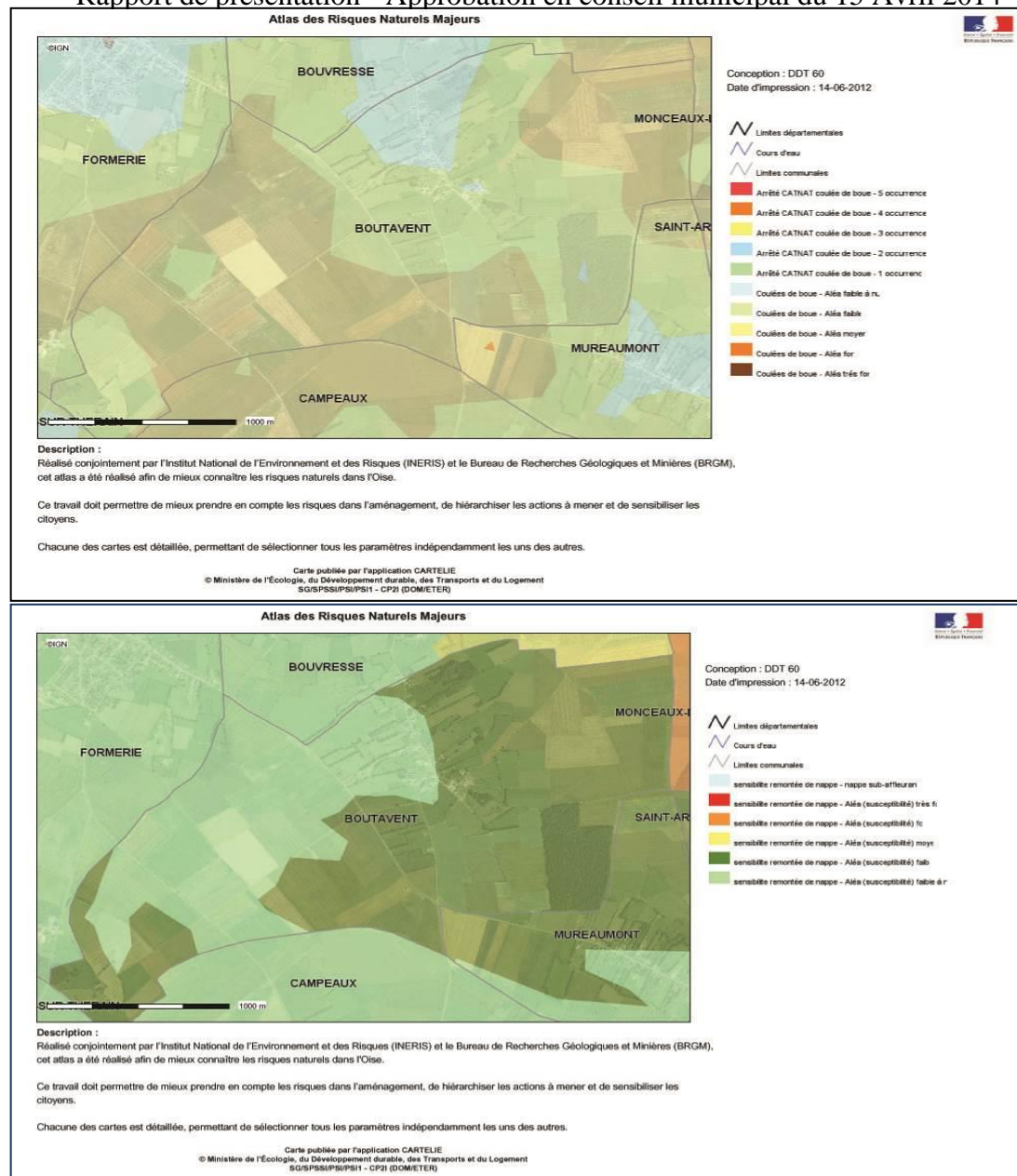
Au vu de l'Atlas des Risques Naturels Majeurs, BOUTAVENT LA GRANGE n'est pas touchée par la problématique des mouvements de terrain. En effet, aucun aléa n'est identifié.



d) Les coulées de boues

Plusieurs zones de sensibilité sont identifiées sur le territoire communal. Le centre bourg est concerné par 2 types d'aléas :

- Aléa faible,
- Aléa faible à nul



e) Les remontées de nappes

Le centre bourg est concerné par 2 zones de sensibilité :

- Aléa faible,
-

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE a une zone d'aléa avec une sensibilité faible concernant l'est du territoire, dont la zone urbanisée.

II.11. Les servitudes d'utilité publique

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE est concernée par 2 types de servitudes :

- Une servitude relative à l'établissement des canalisations de transports et de distribution de gaz.
- Une servitude d'alignement. Cette dernière concerne le RD 150.

Ces dernières seront traitées dans le dossier annexe.

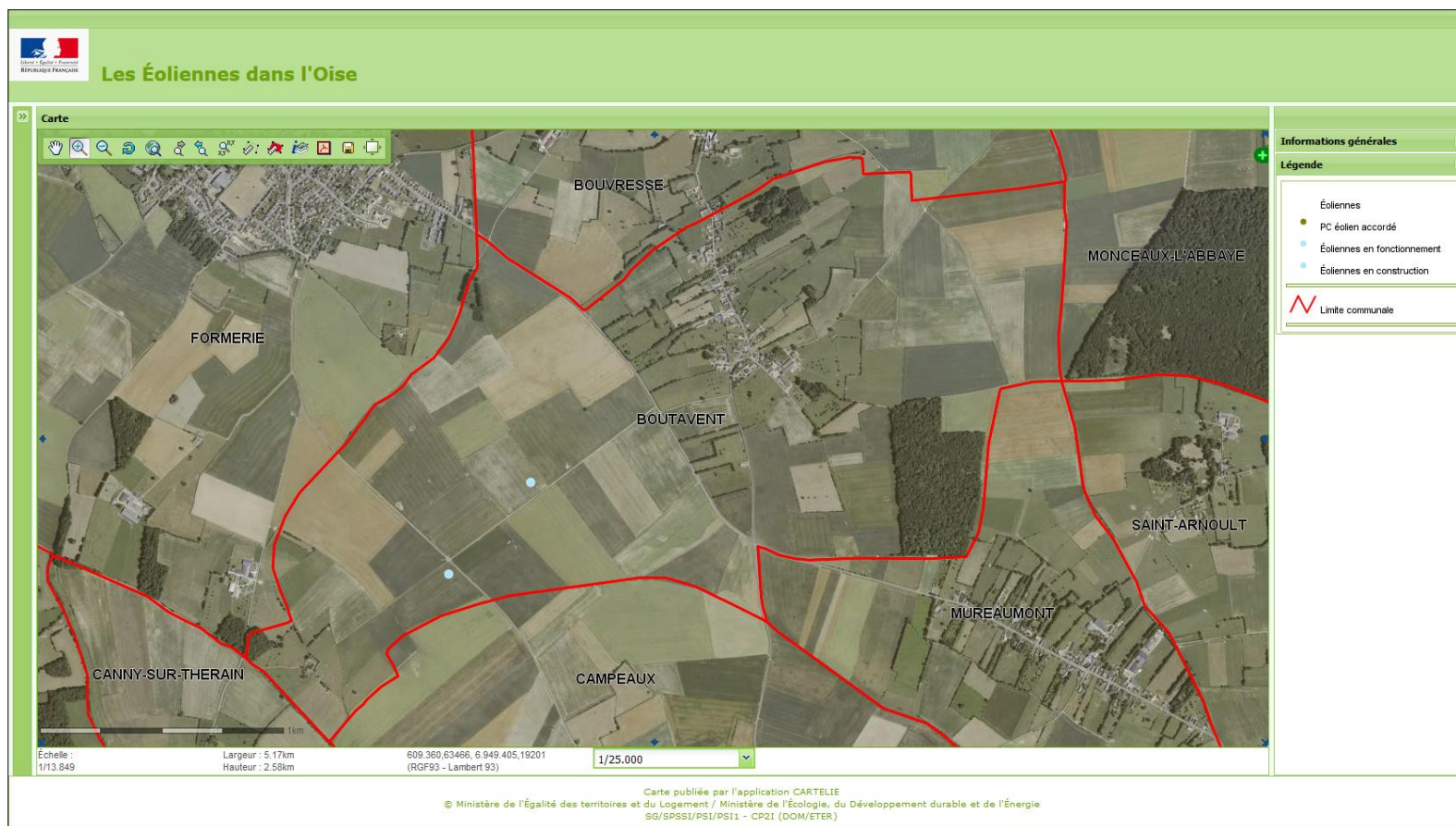


II.12. Les éoliennes

Un parc éolien est implanté sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE. Il comporte 2 éoliennes implantées sur la partie Ouest du territoire, au-delà de la route départementale n°150.

Ces équipements génèrent des périmètres de protection de 500 m. Au vu de leur localisation, le centre bourg n'est pas impacté par ces périmètres de protection.

A noter que ces équipements sont régis sous le régime des installations classées pour la protection de l'environnement.



TROISIEME PARTIE - SYNTHESE DU DIAGNOSTIC OBJECTIFS COMMUNAUX ET PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT URBAIN

III.1 - Synthèse du diagnostic : Atouts et contraintes du territoire de BOUTAVENT LA GRANGE

Une occupation du sol traditionnelle à la Picardie Verte

Le centre bourg est implanté sur un plateau agricole. Il s'étire linéairement le long d'une route départementale et il est ceinturé par le courtil. Ce dernier correspond à une couronne de parcelles herbagères et de fruitiers, disposés à l'arrière des maisons (source définition : Atlas des Paysages de l'Oise). La commune offre une identité rurale marquée.

Deux routes départementales traversent BOUTAVENT LA GRANGE. Le territoire est également desservi par un maillage de voiries secondaires.

Des équipements publics et services modestes, à l'échelle de la commune

Sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE, on note la présence d'équipements publics tels que la mairie et l'église.

Aucun service de proximité ni petits commerces ne sont présents sur la commune. Les besoins de la population sont satisfaits en se rendant sur les communes de Formerie ou Beauvais.

La commune fait partie d'un regroupement scolaire et il n'y a pas d'école sur BOUTAVENT LA GRANGE. Aucun équipement sportif n'est présent sur la commune.

Une population en hausse et relativement jeune

Malgré des fluctuations, la commune semble aujourd'hui être dans une phase d'accroissement de ses habitants. La population de BOUTAVENT LA GRANGE est relativement jeune : en 2009, les moins de 30 ans représentent 40,5 % des habitants, la classe d'âge des 15-29 ans est d'ailleurs prépondérante. Les personnes de 75 ans et plus représentent 7,8 % des habitants de la commune.

Un dynamisme démographique à conforter

Les fluctuations importantes des différentes classes d'âges posent la question d'un phénomène de vieillissement de la population, notamment en raison de la baisse des 0-14 ans en lien direct avec celle des 30-44 ans. Toutefois, l'augmentation des 15-29 ans pourrait permettre de renverser la tendance avec des futures naissances.

Un parc de logement en mutation

La majorité du parc de logements est représentée par les résidences principales (83,7 %). Le nombre de résidences secondaires représente 9,3 % du parc. Les logements vacants, quant à eux, connaissent une baisse sur les dernières années d'après les informations transmises par les élus.

Le statut d'occupation prépondérant est l'accession à la propriété. En 2009, les propriétaires représentent 78 % des occupants des résidences principales. De ce fait, le type de logement exclusif sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE est la maison individuelle.

Un bâti traditionnel de qualité et un patrimoine à préserver

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE est caractérisée par le bâti traditionnel à la région : implantation en front à rue ou retraits, les volumes sont simples avec un rez-de-chaussée, éventuellement un étage et des combles aménagés ou non, une toiture à deux versants, à 45° de moyenne, les ouvertures en façade sont plus hautes que larges, en toiture, les lucarnes animent les façades. Les matériaux rencontrés sont en majorité la brique, le torchis et l'ardoise. La commune possède un patrimoine vernaculaire de qualité : patrimoine religieux (église, calvaires ...), bâti (grandes bâtisses, murs, ...), et plus divers (portails, ...). Le PLU permet également de sensibiliser les habitants à ce patrimoine, symbole de l'histoire communale.

Une identité naturelle et végétale

Le cadre naturel est omniprésent sur le territoire communal. Celui-ci est caractérisé par la présence de différentes entités naturelles : les terres agricoles, les pâtures, les espaces boisés, les haies bocagères, les alignements d'arbres ou arbres isolés, la mare. Le végétal est également présent dans les pôles construits. Les espaces naturels participent au paysage et au cadre de vie de BOUTAVENT LA GRANGE.

Des activités économiques existantes

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE accueille sur son territoire plusieurs activités artisanales et commerciales. Il semble important à travers le PLU de permettre le maintien de ces activités mais aussi l'implantation d'autres activités artisanales, compatibles avec la présence d'un tissu habitat.

Des exploitations agricoles

Il existe encore 4 exploitations agricoles à BOUTAVENT LA GRANGE. Elles sont implantées sur la moitié Sud du centre bourg.

III.2 - Les objectifs communaux

Le projet de PLU s'est articulé autour de 4 axes prioritaires de réflexion :

- permettre un accueil très modéré de nouveaux habitants afin de favoriser le dynamisme de sa courbe démographique : cette volonté se traduit par un objectif de densification du centre bourg, à travers l'urbanisation des dents creuses et les réhabilitations. Le souhait des élus n'est pas d'étendre l'urbanisation, mais bien de conforter le pôle construit.
- préserver le cadre de vie rural : cette thématique correspond à la préservation des caractéristiques architecturales communales, mais également la préservation des caractéristiques paysagères et plus particulièrement de la ceinture verte.
- pérenniser les activités économiques, au sens large (agriculture, artisanat, commerciale, de services), présentes sur le territoire.
- Sécuriser la circulation dans le village.

La volonté communale est donc, tout en préservant son site, de répondre d'une part à la demande des habitants actuels de BOUTAVENT LA GRANGE, mais également de satisfaire une nouvelle population souhaitant s'installer sur la commune et participant au renouvellement de la population.

III.3 - Le scénario retenu en terme d'accueil de population

A travers la réalisation du PLU, la volonté communale s'oriente vers un accueil mesuré et rationnel d'habitants, tout en préservant le cadre de vie, les paysages, les caractéristiques de la commune, mais également en valorisant les acteurs économiques présents.

Des scénarii de développement ont été étudiés afin de déterminer les objectifs de croissance démographique. Les chiffres présentés ci-dessous considèrent uniquement un accueil de nouveaux habitants.

SCENARII D'EVOLUTION												
Population 0,5% par an											Nb d'habitants supplémentaires	Nb logements à créer
2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2022		
88	88	89	89	90	90	91	91	92	92	93	5	2
Population 1% par an											Nb d'habitants supplémentaires	Nb logements à créer
2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2022		
88	89	90	91	92	92	93	94	95	96	97	9	4
Population 1,5% par an											Nb d'habitants supplémentaires	Nb logements à créer
2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2022		
88	89	91	92	93	95	96	98	99	101	102	14	7
Population 2% par an											Nb d'habitants supplémentaires	Nb logements à créer
2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2022		
88	90	92	93	95	97	99	101	103	105	107	19	9
Population 2,5% par an											Nb d'habitants supplémentaires	Nb logements à créer
2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2022		
88	90	92	95	97	100	102	105	107	110	113	25	12
Population 3% par an											Nb d'habitants supplémentaires	Nb logements à créer
2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2022		
88	91	93	96	99	102	105	108	111	115	118	30	14
<i>Pour mémoire, le nombre moyen d'occupants par résidence principale était de 2,1 en 2009</i>												

En complément de ces scénarii, il est indispensable de prendre en compte le phénomène de desserrement de la population dans la définition des objectifs communaux d'accueil de population. Ainsi, en Picardie, il est estimé que pour maintenir sa population, une commune de 1000 habitants doit construire 4 logements par an. D'après ce constat, pour la commune de BOUTAVENT LA GRANGE, il serait donc nécessaire de réaliser 3 logements afin de maintenir la population actuelle à l'horizon 2023.

A travers la réalisation du PLU, la volonté des élus n'est pas d'augmenter de façon importante le nombre d'habitants, mais avant tout de permettre :

- L'urbanisation des dents creuses,
- La mutation du parc existant, notamment à travers les réhabilitations.

III.4 - Les potentialités foncières

L'analyse des potentialités foncières permet de confronter les possibilités réelles du territoire aux objectifs communaux, ainsi qu'aux orientations des documents de planification territoriale. Cette confrontation fonde la justification des principes de développement à arrêter dans le cadre d'une gestion économe de l'espace. La méthodologie du recensement repose sur les principes suivants :

- les terrains repérés doivent être au sein ou à la proximité immédiate du tissu urbain existant afin de répondre aux exigences formulées par la loi SRU du 13 Décembre 2000 sur le renouvellement urbain et la gestion économe de l'espace,
- les périmètres de préservation des espaces naturels doivent être respectés,
- les terrains à protéger au titre de l'activité agricole, de la qualité des paysages ou des risques naturels sont pris en compte.

Un repérage a été effectué et a consisté à recenser les disponibilités foncières au cœur du centre bourg dans un principe d'urbanisation des dents creuses afin de préserver l'espace naturel, de limiter le mitage du paysage et d'éviter les extensions de réseaux. Le plan, repris ci-contre, présente l'ensemble de ces espaces.

Ainsi, au total l'ensemble des dents creuses recensées dans le centre bourg, représentent une surface de 1 ha 05 a. Cette dernière permettrait d'accueillir environ 10 constructions. La base



de ce calcul est établie sur une moyenne parcellaire de 800 m². Un coefficient de 20% a été défini pour la gestion des voiries, réseaux, du paysagement et autre.

Ainsi, la surface ouverte à l'urbanisation en dents creuses permet de répondre à l'objectif des élus en terme d'accueil de nouveaux habitants.

III.5 - Le projet d'aménagement et de développement durable

A travers le diagnostic, des enjeux ont été définis et ont permis d'élaborer le projet d'aménagement et de développement durable.

- Renouvellement urbain et densification du centre bourg :
 - gestion cohérente du tissu bâti existant grâce notamment aux réhabilitations / évolution du parc de logements existants,
 - urbanisation des dents creuses,
- Gestion des équipements publics :
 - pérennisation des équipements publics existants,
- Pérennisation des activités économiques
 - pérenniser les activités artisanales, commerciales et de services existantes,
 - permettre l'accueil de nouvelles activités, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec un tissu bâti,
- Pérennisation des exploitations agricoles,
 - protection des sièges et sites d'exploitation suivant l'enquête agricole réalisée,
 - protection des terres attenantes aux corps de ferme en activité,
- Gestion des déplacements sur le territoire communal :
 - Sécuriser la circulation dans le village,
- Protection du patrimoine et de l'identité rurale :
 - protection du patrimoine vernaculaire et des caractéristiques architecturales,
 - protection de la ceinture verte et du patrimoine écologique (masses boisées, haies, ...).

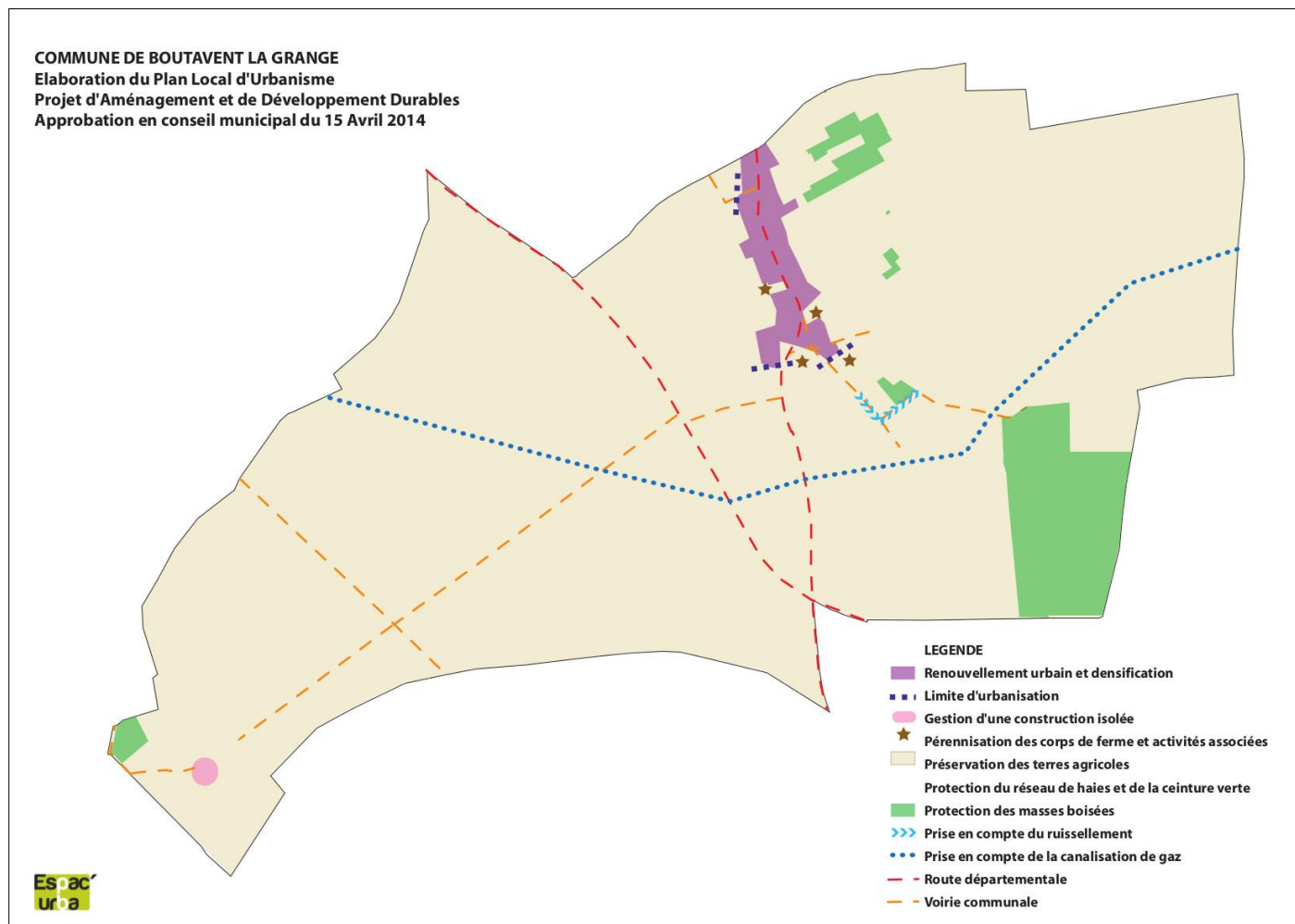
- Prise en compte des risques naturels et technologiques :
 - Les ruissellements au Sud du centre bourg
 - La canalisation de gaz.

- Prise en compte des communications numériques

- Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain

- réduire les possibilités d'urbanisation rendues possibles grâce à la réglementation à laquelle est soumise la commune de BOUTAVENT LA GRANGE aujourd'hui (Règlement National d'Urbanisme),
- réduire le nombre de terrains constructibles en bout de réseaux,
- définir des limites d'urbanisation : interdire toute nouvelle construction au-delà de la dernière habitation existante,
- tendre vers une réduction de la surface consommée par logement, à travers une offre diversifiée de production de logement.

- Prise en compte des possibilités de loisirs



4EME PARTIE - EXPLICATION DU PROJET DE P.L.U.

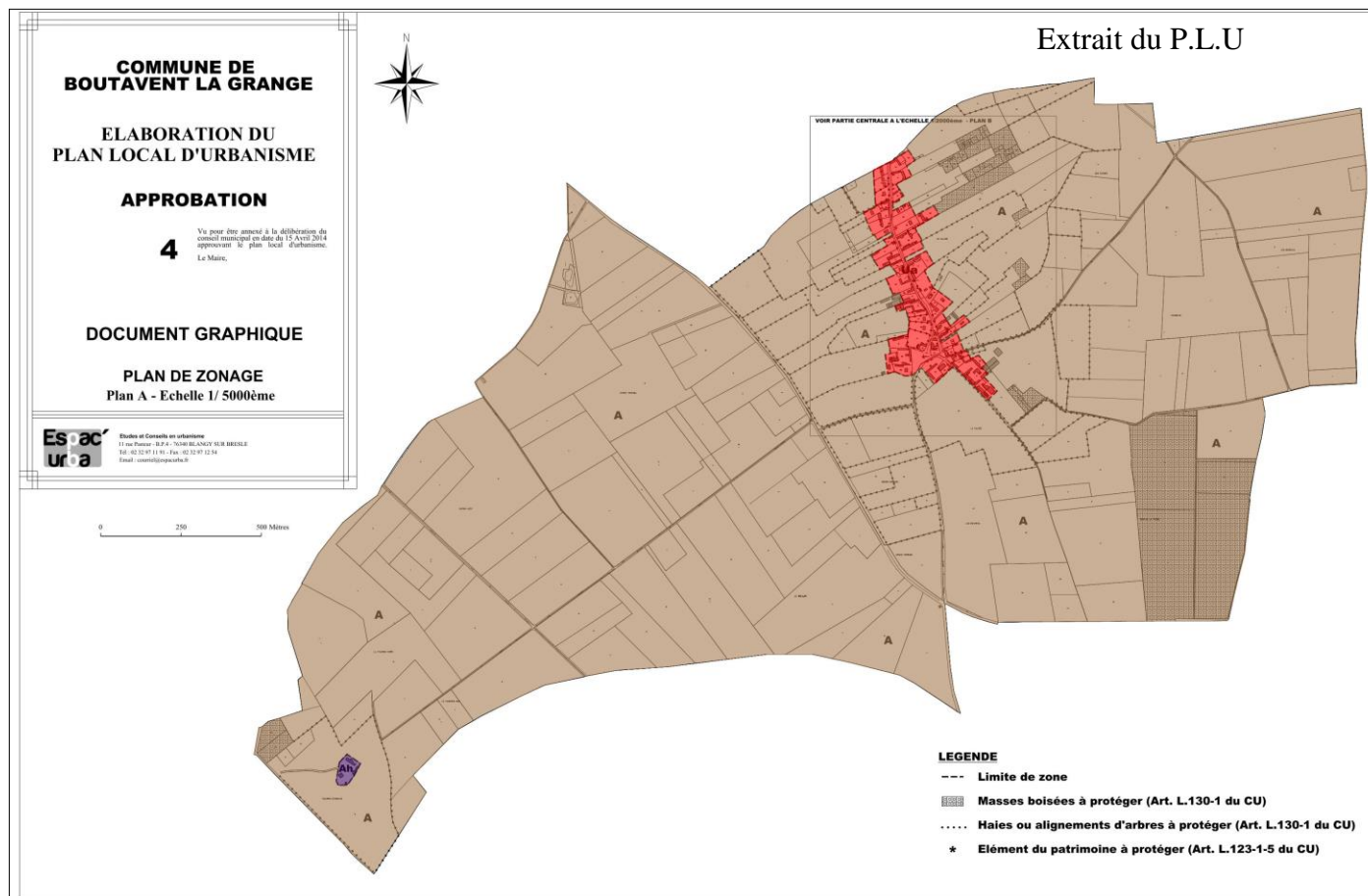
IV.1 - Le projet de territoire, le zonage

Le projet de zonage du PLU de BOUTAVENT LA GRANGE reprend les caractéristiques du territoire et les objectifs des élus.

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE est composée d'un centre bourg et d'un écart (le Valérien). Elle ne compte pas de hameau.

Le maintien de la population et l'accueil modéré d'habitat à travers le renforcement de l'urbanisation du centre bourg a constitué un des objectifs d'élaboration du PLU. La prise en compte de l'écart s'est faite en respectant la réglementation en vigueur : pas de développement / gestion du bâti existant.

Un deuxième fil conducteur à l'élaboration du projet de PLU correspond à la préservation du cadre de vie et des caractéristiques végétales et paysagères, au sens large, du territoire de BOUTAVENT LA GRANGE.



Le tissu économique est également inscrit dans le projet de territoire : pérenniser l'existant et permettre l'implantation de nouvelles activités, compatibles avec le voisinage d'habitations.

Enfin, les risques naturels et technologiques ont également été pris en compte dans la réflexion lors de la définition du plan de zonage.

IV.2 - Explication de la délimitation des zones

IV.2.1 - Appellation, Affectation des zones du PLU

Le plan local d'urbanisme de BOUTAVENT LA GRANGE se décompose ainsi :

➤ **la zone urbanisée :**

- ZONE UA : zone urbaine correspondant au centre bourg, à vocation principale d'habitat, d'équipements et d'activités d'accompagnement,

➤ **les zones naturelles :**

- ZONE A : Ce secteur reprend les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles conformément au code de l'urbanisme.

Un secteur de zone a été créé :

- Elle reprend un écart isolé, à l'Ouest du territoire, dans un principe de gestion du bâti existant (réhabilitations, modifications, extensions mesurées et réalisation d'annexes), mais sans possibilité de réaliser de nouvelles habitations.

A noter que dans le PLU de BOUTAVENT LA GRANGE, aucune zone à urbaniser (AU), ni aucune zone naturelle (N) n'a été définie.

➤ **Caractéristiques des zones :**

LES ZONES URBAINES : Les zones urbaines figurent au plan de zonage avec l'indice U.

Elles déterminent les terrains suffisamment desservis en voirie, eau, électricité, assainissement, pour qu'ils aient une vocation immédiatement constructible, sous la forme de lotissements ou d'opérations individuelles. Ainsi, la commune ne peut en aucun cas demander au constructeur ou au lotisseur de participer financièrement à la création ou au renforcement éventuel des réseaux. Le classement des terrains en zone U implique qu'ils soient desservis par des réseaux ou que la commune les réalise (article R.123-5 du code de l'urbanisme). Dans ces zones, les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation doivent permettre d'admettre immédiatement les constructions ; en conséquence, il conviendra de limiter l'extension de l'urbanisation dans les secteurs où ces conditions ne sont pas remplies.

Dans le PLU de BOUTAVENT LA GRANGE, la zone urbaine se décompose en UNE seule zone : il s'agit de la zone UA. Cette dernière correspond à des zones urbaines à vocation principale d'habitat, d'équipements et d'activités d'accompagnement, reprenant aussi bien les constructions anciennes mais également les constructions plus récentes.

LES ZONES AGRICOLES DITES ZONES « A »

Article R.123-7 du Code de l'Urbanisme : « Peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».

Sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE, la zone A englobe une large partie du territoire, en dehors de la partie urbanisée ; elle est très étendue. Elle entoure ainsi l'urbanisation de la commune.

Afin de protéger le paysage de cette zone, les constructions autorisées devront respecter les prescriptions indiquées dans le règlement : article 10 pour les hauteurs et l'article 11 pour l'aspect des constructions. A propos des installations classées qui pourraient être construites dans cette zone, la distance minimale à respecter entre les zones construites et les bâtiments entre eux, qu'elle qu'en soit l'affectation, est déterminée par le Règlement Sanitaire Départemental ou bien la réglementation liée aux Installations classées ; le principe de réciprocité doit ainsi être respecté.

Dans cette zone, est inclus un secteur particulier : le secteur Ah permettant la gestion des constructions excentrées.

IV.2.2 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux contraintes du territoire

Comme évoqué dans le diagnostic communal, le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE est contraint par certains éléments (risques naturels, prise en compte de l'activité agricole, ...). Plusieurs de ces contraintes ont un impact sur le développement de l'urbanisation.

- Les risques naturels : 1 type de risque naturel a fait l'objet d'une analyse très précise par le groupe de travail dans le PLU. Il s'agit des ruissellements. En fonction de leur localisation les espaces concernés ont été classés en zone A du P.L.U.
- Les risques technologiques : il s'agit de la présence d'une canalisation de gaz. Cette dernière traverse le territoire d'Est et Ouest et elle est implantée au Sud du bourg.
- Les corps de ferme ont été identifiés dans un souci de pérennité de ces activités et de préservation des terres attenantes. Des secteurs présentant un enjeu agricole fort ont également été définis.

IV.2.3 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD

Les objectifs et grands principes d'aménagement définis dans le PADD ont été traduits à travers différents outils sur le plan de zonage. Bien entendu, le document graphique est complété par le règlement permettant de mettre en œuvre d'autres aspects des objectifs communaux.

- **Renouvellement urbain et densification du centre bourg :**
 - gestion cohérente du tissu bâti existant grâce notamment aux réhabilitations / évolution du parc de logements existants : cet objectif est traduit d'une part à travers la zone Ua, car bien sûr le renouvellement urbain constitue un enjeu de cette zone, mais également grâce à la zone Ah puisqu'il s'agit de la vocation de cette zone.
 - Urbanisation des dents creuses : La délimitation de la zone Ua permet de répondre à cet objectif. En effet, de par son règlement, cette zone permet l'accueil de nouvelles habitations au niveau des dents creuses.
- **Gestion des équipements publics** : cet objectif est traduit à travers la zone Ua puisqu'il s'agit de l'une des vocations de cette zone.
- **Pérennisation des activités économiques** : la zone Ua permettra d'une part, de pérenniser les activités économiques existantes et d'autre part d'accueillir de nouvelles activités, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec un tissu bâti. D'autre part, le secteur Ah (correspondant à un gîte) permettra une évolution du site existant.
- **Pérennisation des exploitations agricoles** : à l'intérieur du pôle construit, au niveau des sites d'exploitations agricoles, les bâtiments situés en bordure de route, ont été inclus dans la zone Ua, en respect de la réglementation. En revanche, les terres attenantes ont été classées en zone A du PLU.
- **Gestion des déplacements sur le territoire communal** : cet objectif n'est pas traduit graphiquement sur le plan de zonage.
- **Protection du patrimoine et l'identité rurale** : cette thématique constitue un objectif majeur des élus pour l'élaboration du PLU de BOUTAVENT LA GRANGE. Ainsi, l'ensemble du réseau de haies et les masses boisées sont recensés et protégés sur le plan de zonage. L'urbanisation (zone Ua) a été limitée aux constructions existantes afin de préserver le caractère naturel et agricole des parcelles autour du centre bourg.
Comme évoqué précédemment, les caractéristiques architecturales seront préservées d'une part grâce à leur classement et recensement sur le plan de zonage (zone UA et Ah), mais également à travers le règlement. De plus, les calvaires sont recensés et protégés sur le plan de zonage.

- **Prise en compte des risques naturels et technologiques** : Ces risques sont intégrés au plan de zonage en zone A.
- **Prise en compte du développement des communications numériques** : cet objectif n'est pas traduit graphiquement sur le plan de zonage.
- **Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain**
 - Réduire les possibilités d'urbanisation : la définition de la zone Ua permet de répondre à cet objectif en fixant clairement des limites au pôle construit, notamment au niveau des entrées et sur les arrières de parcelles.
 - Réduire le nombre de terrains constructibles en bout de réseaux : le bilan des réseaux a été établi lors de l'élaboration du projet de PLU grâce à l'organisation d'une réunion technique sur le sujet, en présence des différents concessionnaires concernés. La présence et la capacité de réseaux a constitué un élément déterminant dans la définition de la zone UA. En effet, au-delà de cette zone, pour l'heure actuelle, il n'est pas possible de desservir de façon satisfaisante de nouvelles habitations.
 - Définir des limites d'urbanisation et interdire toute nouvelle construction au-delà de la dernière habitation existante : la zone Ua répond pleinement à cet objectif.
 - Tendre vers une réduction de la surface consommée par logement, à travers une offre diversifiée de production de logement : le règlement de la zone Ua a été rédigé en respect de cet objectif.
- **Prise en compte des possibilités de loisirs** : l'objectif de préservation des chemins de randonnée n'est pas traduit graphiquement sur le plan de zonage. En revanche, le classement en Ah du site accueillant le gîte permettra des évolutions de cette structure.

IV.2.4 – Analyse des différentes zones du PLU

De multiples paramètres ont été intégrés aux réflexions du groupe de travail afin d'aboutir au projet de zonage du PLU de BOUTAVENT LA GRANGE :

- une réglementation forte : la loi SRU de décembre 2000, la loi Urbanisme et habitat de juillet 2003, la loi MAP de juillet 2010, les lois de Grenelle 1 et 2, ...
- les contraintes du territoire communal,
- les objectifs communaux et grands principes, déclinés précédemment.

Dans les pages suivantes, nous allons nous attacher à expliquer les choix retenus par les élus pour définir le zonage du PLU.

a) La zone urbaine

Comme évoqué précédemment le centre bourg accueille de l'habitat, les équipements publics ainsi que des activités économiques.

La zone Ua reprend l'enveloppe des constructions existantes ainsi que quelques dents creuses. Afin de délimiter la zone Ua, les élus ont validé un principe de réflexion : définition de la limite d'urbanisation à la dernière construction existante au niveau des différentes entrées. Les élus n'ont pas souhaité ouvrir à l'urbanisation en profondeur de l'enveloppe déjà bâtie car les parcelles possèdent un enjeu agricole fort.

Comme évoqué précédemment, l'objectif n'est pas de développer fortement l'urbanisation au niveau du centre bourg, mais de permettre une densification et une évolution grâce à l'urbanisation des dents creuses et aux réhabilitations. C'est pourquoi aucune zone de développement de l'urbanisation n'est donc prévue.

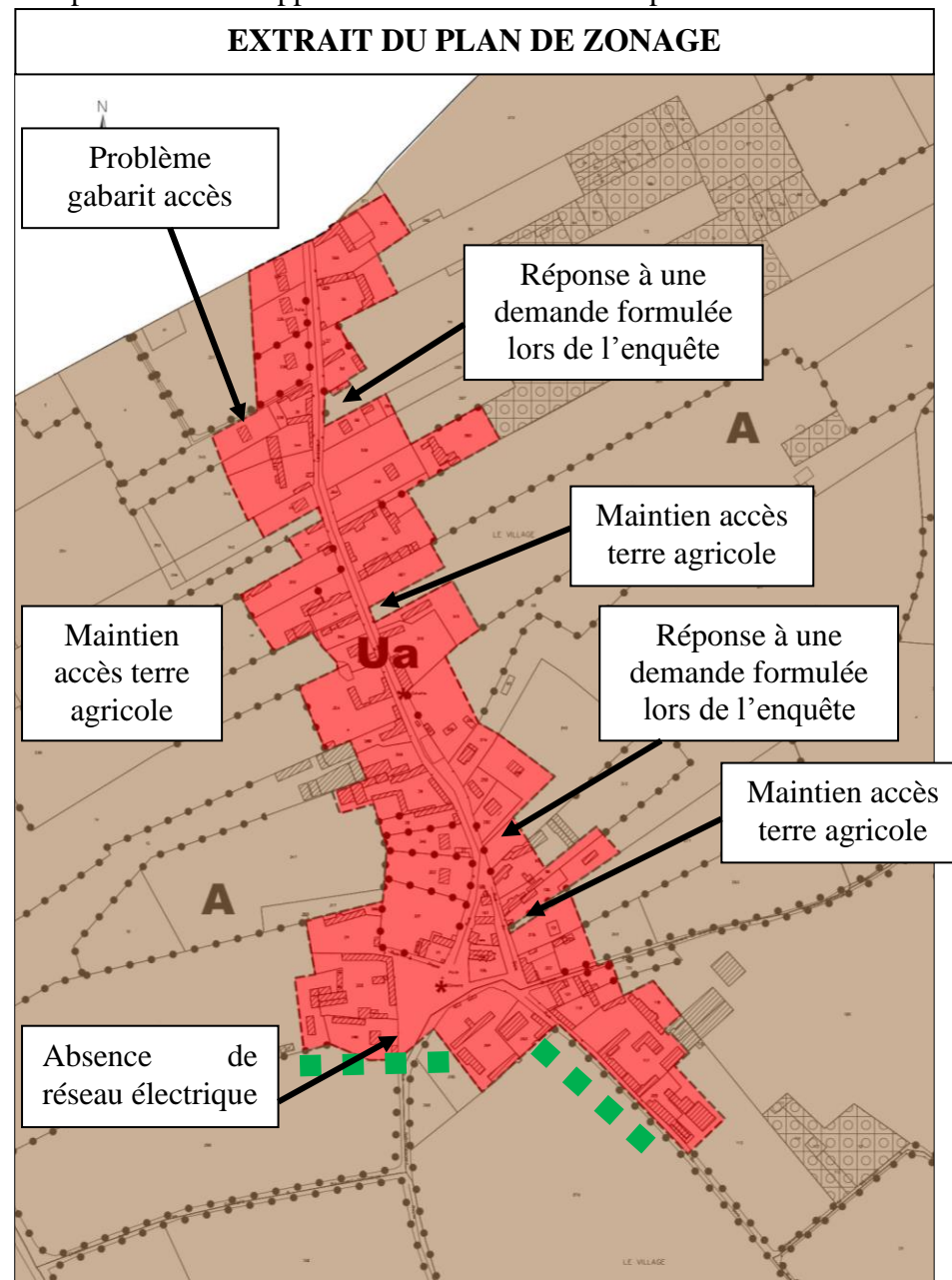
De plus, les contraintes liées aux réseaux (absence ou insuffisance) ont été intégrées à la réflexion du groupe de travail.

La gestion des accès a également été analysée :

- Accès insuffisant, au niveau gabarit, pour desservir un nombre de constructions important risquant de générer un flux de véhicules plus conséquent,
- Maintien des accès à des parcelles agricoles.

Plusieurs corps de ferme en activité sont implantés dans le bourg. Les bâtiments des exploitations agricoles, situés à proximité de la route et présentant un caractère architectural et patrimonial intéressant, ont été inclus dans la zone UA. Ce classement leur permet des évolutions plus aisées.

■ ■ Limite d'urbanisation



En revanche, les bâtiments agricoles récents, n'offrant pas un patrimoine architectural remarquable, et implantés à l'arrière de corps de ferme ont été classés en zone A du PLU.

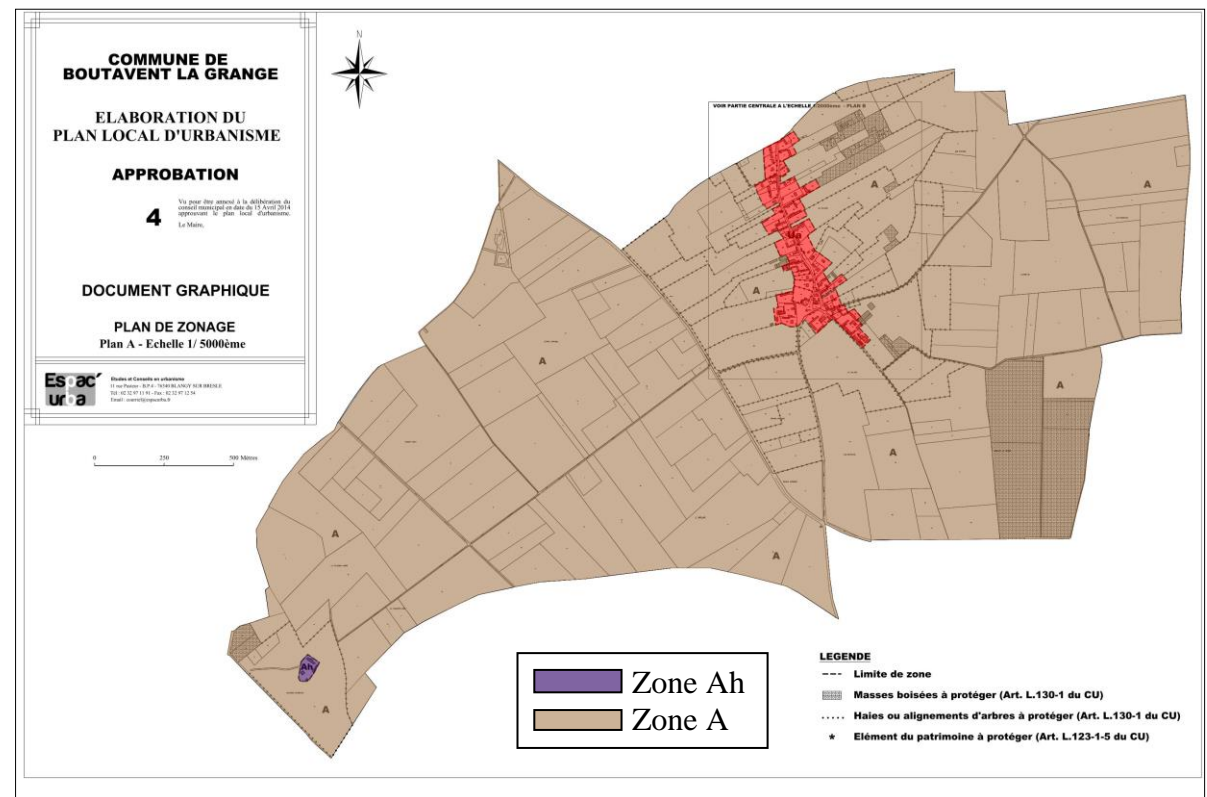
Il est précisé que 2 modifications ont été apportées au plan de zonage (cf. page précédente) suite à des demandes formulées lors de l'enquête publique :

- Intégration en zone Ua d'une parcelle située au sein de l'enveloppe urbaine. Cette dernière avait été classée en zone A du fait de sa vocation agricole et dans le principe d'un maintien de l'accès aux terres agricoles situées à l'arrière. Suite à l'enquête publique, après discussions, les élus ont décidé de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de répondre favorablement à cette demande. Toutefois, il est précisé qu'il sera de la responsabilité du propriétaire de maintenir un accès aux parcelles situées à l'arrière.
- Inscription en zone agricole d'une parcelle située dans la zone urbaine. Suite à l'enquête publique, les élus ont décidé de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de répondre favorablement à cette demande.

b) Les écarts et la zone agricole

Le Valérien (écart) est inscrit en zone Ah, permettant l'évolution des constructions existantes, en respect de l'objectif du PADD de gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire et de pérennisation de l'activité d'accueil touristique. Cette zone permet les modifications, les extensions, la réalisation d'annexes et le changement de destination, mais aucune nouvelle habitation ne sera autorisée. Ce classement répond aux lois SRU et ENE, prônant notamment la densification des principaux pôles construits, la limitation du mitage des territoires et la préservation des terres agricoles.

Les exploitations et terres agricoles ont été protégées en zone A. Cette zone dédiée permettra aux exploitations agricoles de faire évoluer leurs activités.



IV.3 - Justification du règlement

Le règlement précise les dispositions à respecter dans chaque zone. Un chapitre fixe en 16 articles les règles à respecter par zone.

Articles 1 et 2 - Occupations et utilisations des sols

Ces articles permettent d'introduire ou de soumettre à conditions les occupations du sol qui sont compatibles avec la vocation de la zone.

En zone Ua, ils permettent une mixité des fonctions urbaines : des restrictions sont édictées pour les activités industrielles, artisanales et les installations classées afin d'éviter tout conflit avec la fonction d'habitat.

Les terrains de camping et de caravanes sont interdits en zone urbaine car non compatibles avec la densité urbaine des zones.

Suite à une remarque formulée par la Chambre d'Agriculture lors de l'Arrêt du projet de PLU, les extensions et mises aux normes des constructions et installations agricoles pour les corps de ferme existants à la date d'approbation du PLU ont été autorisées en zone Ua.

En zone A, vouée à l'agriculture, les occupations ou utilisations du sol autorisées doivent être liées à l'activité agricole. Les constructions nécessaires au bon fonctionnement des équipements publics sont également autorisées.

Des prescriptions spécifiques ont été définies en zone Ah afin de permettre la gestion et l'évolution du bâti existant.

Article 3 - Conditions de desserte et d'accès aux voiries.

Cet article régit les accès privés et type de voiries qui doivent desservir les parcelles à construire. Les règles de l'article 3 organisent les accès sur les voies de manière à préserver la sécurité. Tout projet de doit pas nuire à la bonne circulation.

Article 4 - Conditions de desserte par les réseaux.

Cet article détermine les conditions de raccordement aux réseaux indispensables à la constructibilité des terrains. Des prescriptions liées à la gestion des eaux pluviales ont été précisées. L'imperméabilisation doit être limitée et maîtrisée.

Article 5 - Caractéristique des terrains

Cet article permet à certaines conditions de fixer des prescriptions sur la caractéristique des terrains. Pour la zone Ua il est précisé que « *La parcelle devra être apte à recevoir un assainissement individuel et pluvial conformément à la réglementation en vigueur.* » Pour les bâtiments agricoles situés en zone Ua, ainsi que pour la zone A, il n'est pas fixé de prescriptions spéciales.

Article 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies

Cet article permet de maintenir ou de modifier les caractéristiques morphologiques des zones.

Ainsi en zone urbaine Ua, l'implantation est fixée soit en alignement des voies, soit en retrait de 5 m, de manière à préserver la caractéristique architecturale de la commune.

Pour la zone A, les constructions d'habitation doivent être implantées soit à l'alignement, soit à 5 mètres.

En revanche, les élus n'ont pas souhaité fixer de prescription spéciale pour les bâtiments agricoles en zones Ua et A afin de ne pas gêner l'activité agricole qui peut être soumise à des contraintes spécifiques.

Article 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Cet article permet de maintenir ou de modifier les caractéristiques morphologiques des zones.

BOUTAVENT LA GRANGE est une commune rurale. Aussi, les prescriptions d'implantation suivantes permettent de garantir des principes de bon voisinage : en zones Ua et A devront être implantées soit en limite séparative, mais sur une seule limite séparative, de manière à conserver un accès sur l'arrière de la parcelle, d'une largeur de 3 m, soit à une distance minimale de 3 mètres.

En zone Ua et A, les constructions agricoles présentant des gabarits plus volumineux et pouvant générer des nuisances pour le voisinage, les prescriptions sont différenciées. Ainsi, ce type de construction devra être implanté à une distance au moins égale à 5 mètres des limites séparatives.

Article 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les dispositions de cet article permettent d'imposer un espacement entre deux bâtiments pour assurer l'éclaircissement des locaux. Dans l'ensemble des zones créées dans le PLU, aucune prescription a été définie.

Article 9 - Emprise au sol des constructions

Cette disposition permet de limiter la partie de terrain utilisée pour les constructions dans le souci de maintenir le cadre de vie et les surfaces imperméabilisées.

Une emprise au sol de 50 % a été définie pour la zone Ua pour les constructions d'habitation. En revanche, aucune prescription a été définie pour les bâtiments agricoles afin d'assurer la pérennité des sites d'exploitations en leur laissant de plus large possibilité d'évolution de leur bâtiments.

Dans la zone A, compte tenu de la structure du foncier, il n'est pas apparu pertinent du point de vue de la maîtrise du paysage de fixer d'emprise maximum.

Article 10 - Hauteur maximale des constructions

La limitation de la hauteur des constructions permet de s'assurer de l'harmonie des silhouettes bâties avec le cadre environnant.

En zone Ua afin de préserver la typologie architecturale de la commune, la hauteur des constructions est limitée à un étage droit sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable dont l'encuvement ne dépassera pas 50 cm. Des dépassements de hauteur pourront être autorisés pour les installations de caractère technique ou superstructures nécessaires au fonctionnement des établissements et pour les équipements d'infrastructure autorisés dans la zone.

La hauteur des établissements industriels et commerciaux, dont l'activité est liée à l'agriculture, et des constructions agricoles est adaptée afin de permettre l'évolution des corps de ferme : ainsi la hauteur de ces constructions ne devra pas excéder 15 mètres au faîtage.

Pour la zone A, la hauteur de toute construction, à usage d'habitation, ne doit pas excéder un étage droit sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable dont l'encuvement ne dépassera pas 50 cm.

Quant à la hauteur des bâtiments, dont l'activité est liée à l'agriculture, la hauteur ne devra pas dépasser 15 mètres au faîtage. Des dépassements en hauteur peuvent être autorisés pour les installations de caractère technique ou superstructures nécessaires au fonctionnement des établissements et pour les équipements d'infrastructure.

Article 11 - Aspect extérieur des constructions

Cet article permet de définir les règles destinées à harmoniser l'aspect des bâtiments entre eux. Les thèmes suivants sont abordés :

- Généralités
- Volumes et terrassements
- Toitures
- Matériaux de couverture
- Ouvertures en toiture
- Les capteurs solaires, antennes et installations techniques
- Façades, matériaux, ouvertures en façades
 - Matériaux des façades
 - Ouvertures en façades
- Clôtures

Les principes définis ont pour objectif de préserver le cadre de vie de la commune de BOUTAVENT LA GRANGE, dans un principe de développement durable (matériaux et énergies propres).

Les dispositions de l'article R-111.21 du Code de l'Urbanisme sont applicables. Tout projet d'architecture d'expression contemporaine sera recevable dès lors que cette architecture ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Article 12 - Aire de stationnement

Le nombre de place de stationnement exigé par cet article est fonction de la destination de la construction. Ainsi, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins actuels et futurs des usagers, des visiteurs et des services, doit être assuré en nombre suffisant en dehors des voies publiques.

La réalisation d'aires de stationnement devra être accompagnée de dispositifs permettant une gestion des eaux pluviales.

Pour les constructions nouvelles en zone Ua des aires de stationnement sont exigées, à raison d'un minimum de 3 places par logement individuel et 2 places pour les logements collectifs.

En zone Ua et A, en cas de changement de destination de bâtiment en logement et en cas de création de logement lors de l'acquisition de plusieurs propriétés, 2 places de stationnement devront être prévues par logement sur la parcelle.

Article 13 - Espaces libres et plantations

Afin de préserver les caractéristiques végétales et paysagères de la commune, cet article impose aux constructeurs le traitement paysager des espaces libres, la préservation des plantations existantes, ...

De plus, les haies, alignements d'arbres et masses boisées, figurant aux plans de zonage, correspondent à des espaces plantés à protéger. Ils sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Enfin, en zone UA afin de limiter l'imperméabilisation des sols, la surface végétalisée doit être au moins égale à 40% de l'unité foncière.

Article 14 - Coefficient d'occupation du sol

Cet article fixe le nombre maximum de m² de surface de plancher constructibles en fonction de la superficie de l'unité foncière.

Les règles de constructions de la forme urbaine, c'est-à-dire des articles 6 à 13, sont jugées suffisamment précises pour conduire à la réalisation de la forme urbaine retenue pour les zones urbaines et à urbaniser. En conséquence, il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols à l'article 14 pour toutes les zones.

Article 15 - Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales

Les dispositions de cet article permettent d'imposer des obligations en matière de performance énergétique et environnementale. Dans l'ensemble des zones créées dans le PLU, aucune prescription a été définie. Les nouvelles constructions devront toutefois intégrer la réglementation thermique en vigueur.

Article 16 - Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

En zone UA et A, les fourreaux devront être prévus.

IV.4 - Autres prescriptions figurant aux documents graphiques

IV.4.1 - Espaces boisés classés

Les espaces boisés classés sont délimités en application de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme. Cette prescription concerne des plantations existantes ou des plantations à créer et interdit toutes occupations et utilisations des sols qui s'opposeraient à la préservation ou à la création des plantations.

BOUTAVENT LA GRANGE compte plusieurs espaces boisés. Dans le PLU, ces éléments ont été repris en zone A et ont été identifiés sur le plan de zonage.

En outre, les haies et les alignements d'arbres à protéger font également l'objet d'un recensement et d'un classement sur le document graphique.

IV.4.2 - Emplacements réservés

Aucun emplacement réservé n'a été créé.

IV.4.3 - La protection du patrimoine

Les éléments du patrimoine à protéger (calvaires) ont été recensés sur le plan de zonage.

IV.4.4 - Les secteurs de risques naturels

BOUTAVENT LA GRANGE est parcouru par plusieurs axes de ruissellements. Un travail d'analyse a été réalisé en collaboration avec les élus avec les élus pour localiser ces problématiques. En fonction, des risques identifiés,.

IV.4.5 - Les secteurs de risques technologiques

Il n'existe pas d'installations polluantes à BOUTAVENT LA GRANGE. Aucune prescription particulière n'a été prise dans le P.L.U.. En revanche une canalisation de transport de gaz est recensée : le zonage a été adapté par le maintien en zone non constructible.

IV.4.6 Le droit de préemption urbain

Le droit de préemption urbain est un mode public d'acquisition foncière très finalisé. En application des articles L.210.1 et L.300.1, il peut être exercé en vue de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement tendant à : Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ; Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ; Promouvoir les loisirs ou le tourisme ; Réaliser des équipements collectifs ; Lutter contre l'insalubrité ; Sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ; Créer ou aménager des jardins familiaux (article L.126.1). Le droit de préemption urbain ne peut être institué que dans certains secteurs seulement (article L.211.1). Ces secteurs sont tout ou partie :

- Des zones urbaines (U) ou d'urbanisation future (AU), délimitées par le plan local d'urbanisme ;
- Des territoires couverts par un plan d'aménagement de zone (PAZ) approuvé en application de l'article L.311.4 ;
- Des territoires couverts par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), rendu public ou approuvé en application de l'article L.313.1.

La délibération du conseil municipal instituant le droit de préemption urbain peut être prise le même jour que la délibération rendant public ou approuvant le P.L.U.. Mais, tant que le P.L.U. ne sera pas exécutoire et opposable aux tiers, le droit de préemption urbain n'entrera pas en vigueur. Le périmètre de préemption doit être reporté sur des documents graphiques, par une procédure de mise à jour si nécessaire. L'exercice de ce droit devra être motivé et appuyé sur une volonté communale d'aménagement.

Le conseil municipal pourra décider d'instaurer un droit de préemption urbain sur ses zones U. Le cas échéant, ce D.P.U. fera l'objet d'une délibération du conseil municipal à l'approbation du P.L.U..

CINQUIEME PARTIE - INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE / MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

La volonté de la commune de BOUTAVENT LA GRANGE est d'assurer le développement de la commune tout en préservant le cadre de vie et la qualité de son environnement et de ses paysages naturels et urbains qui participent largement à son attractivité.

Le plan local d'urbanisme traduit cette volonté à travers un développement urbain maîtrisé et modéré et la mise en œuvre de mesures pour protéger les espaces naturels.

V.1 - Incidences sur l'occupation du sol

Le développement futur de la commune a été réfléchi avec le souci d'une gestion économe de l'espace : BOUTAVENT LA GRANGE est constituée d'un centre bourg et d'un écart. Aussi afin de ne pas favoriser le mitage du territoire, les élus ont choisi de réaliser le développement communal dans un principe de densification du principal pôle urbanisé. Les dents creuses et espaces mutables s'inscrivent au cœur du tissu urbain existant, dans un principe de renforcement de cette trame urbaine.

Le centre bourg a été inscrit en zone urbaine, autorisant un développement des dents creuses et des espaces interstitiels. Aucune zone de développement n'a été créée. L'écart du Valéran a été classé en secteur agricole. Ce choix permet de préserver de grandes entités naturelles ainsi que la caractéristique morphologique du territoire communal.

V.2 - Incidences sur le paysage

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE présente une identité paysagère marquée, notamment à travers le réseau de haies bocagères.

Il est donc essentiel de maintenir ces caractéristiques paysagères qui contribuent à la qualité du cadre de vie des habitants et à la spécificité de la commune. Le PLU de BOUTAVENT LA GRANGE a ainsi été élaboré avec l'objectif de préserver ces qualités de paysage et le cadre de vie des habitants en renforçant l'urbanisation dans le centre bourg et en maintenant en l'état le secteur plus isolé de la commune.

Tout d'abord le caractère rural du site en tant qu'élément du paysage mais aussi du cadre de vie a justifié un zonage concentrant les urbanisations futures dans les espaces libres et les dents creuses du bourg, afin d'éviter le mitage du territoire au détriment de l'activité agricole et des paysages.

Plusieurs mesures viennent appuyer cette volonté de mettre en valeur le caractère paysager de la commune en lui donnant un cadre réglementaire:

- Les principaux boisements présents dans la commune, ainsi que les haies bocagères ont été répertoriés et protégés au titre de l'article L 130-1° du code de l'urbanisme,
- L'autonomie des constructions isolées a été respectée, ainsi aucune urbanisation nouvelle n'est rendue possible dans les secteurs isolés de la commune.

Enfin l'article 11 de chaque zone règlemente de façon précise les possibilités de traitement extérieur des constructions.

V.3 - Incidences de l'urbanisation des dents creuses

Des dents creuses ont été identifiées au niveau du centre bourg. L'urbanisation de ces espaces qui ont été repéré aura un faible impact sur l'environnement. En effet, l'implantation de nouvelles constructions dans les dents creuses s'inscrit dans un principe de densification des zones déjà bâties afin de lutter contre le phénomène de mitage du territoire communal, consommateur d'espace, impactant durablement le paysage et coûteux en réseaux.

V.4 - Incidences du plan sur les déplacements

La volonté de renforcer uniquement le cœur du bourg permettra de limiter les déplacements sur le territoire communal.

En dehors du territoire, les habitants bénéficient de différents transports en commun. Les habitants de BOUTAVENT LA GRANGE peuvent emprunter le train depuis la gare d'ABANCOURT située à environ 6 km du centre bourg. D'autre part, les habitants peuvent également utiliser la ligne de car n°43, mise en place par le Conseil Général, desservant quotidiennement la commune de Formerie et permettant de se rendre à Beauvais. Deux lignes spéciales pour desservir le collège Jean Moulin à Formerie et le collège Ferdinand Buisson à Grandvilliers peuvent également être empruntées.

Ces modes de transports contribuent à limiter l'émission des gaz à effet de serre.

La présence des bassins d'emploi à proximité de BOUTAVENT LA GRANGE réduira également le déplacement des habitants et l'émission des gaz à effet de serre : Formerie (2 km) et Feuquières (8 km).

V.5 - Incidences du plan sur la gestion de l'eau

L'évolution de l'urbanisation programmée dans le PLU prend en compte les différentes problématiques liées à la gestion de l'eau au sens large :

- les eaux usées : le schéma directeur d'assainissement des eaux usées et le zonage d'assainissement ont été pris en compte dans l'étude du P.L.U.
- les eaux pluviales : un travail de repérage a été effectué avec les élus et les informations connues ont été reportées sur un fond de plan cadastral Des prescriptions, relatives à cette thématique, ont été données dans le règlement
- l'eau potable : le réseau d'eau potable a été analysé en terme de présence et capacité.

- le risque de ruissellements : pour cette thématique également, un travail de repérage a été effectué avec les élus et les informations connues ont été reportées sur un fond de plan cadastral. La constructibilité a été interdite dans les zones concernées par les ruissellements (extérieur du bourg). L'ensemble des haies a été protégé et participe à la limitation du phénomène de ruissellement.

Le règlement du PLU a repris certaines prescriptions :

Article 1 du règlement :

Dans toutes les zones, le remblaiement des mares ou la suppression de tout obstacle naturel aux ruissellements (haies, talus, ...) est interdit.

Article 4 du règlement :

4.1 - Eau potable

En zone UA : 4.1.1 - Toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'eau potable sous pression, présentant des caractéristiques suffisantes, par des canalisations souterraines.

En zone A : 4.1.1 - L'alimentation en eau potable doit être assurée par un branchement sur le réseau public et dans l'attente de la réalisation de celui-ci, il pourra être toléré une desserte en eau par forage ou puits particulier à la condition explicite que les prescriptions de l'article R 111-11 du Code de l'Urbanisme soient respectées, que cette eau soit reconnue comme potable et que sa protection contre tout risque de pollution puisse être considérée comme assurée.

Tout prélèvement d'eau destiné à l'usage d'une famille est soumis à déclaration auprès de maire ; dans le cas de création d'immeubles accueillant au public ou de transformation en de telles structures de bâtiments agricoles, le puits privé devra être autorisé par arrêté préfectoral.

Pour toutes les zones : 4.1.2 - Les citernes et les mares existantes doivent être conservées et entretenues pour servir d'appoint en cas de défense contre les incendies.

4.2 - Assainissement eaux usées

En zone UA : 4.2.1 - Toute construction ou installation nouvelle disposera obligatoirement d'un dispositif d'assainissement individuel, autorisé conformément au schéma d'assainissement de la commune et à la réglementation en vigueur.

4.2.2 - Les eaux usées doivent être épurées par des dispositifs de traitement agréés avant rejet dans le milieu naturel. A cet effet, une surface de 250 m² de terrain libre (sans construction et sans voie de passage) devra être prévue.

En zone A : 4.2.1 - Toute construction ou installation nouvelle disposera obligatoirement d'un dispositif d'assainissement individuel, autorisé conformément au schéma d'assainissement de la commune et à la réglementation en vigueur.

4.2.2 - Pour les constructions d'habitation, les eaux usées doivent être épurées par des dispositifs de traitement agréés avant rejet dans le milieu naturel. A cet effet, une surface de 250 m² de terrain libre (sans construction et sans voie de passage) devra être prévue.

Pour toutes les zones : 4.2.3 - L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou réseau public d'eaux pluviales est interdite.

4.3 - Assainissement eaux pluviales (pour toutes les zones)

4.3.1 - Les eaux pluviales seront gérées sur chaque parcelle : elles ne seront pas dirigées sur l'espace public et/ou chez les voisins.

4.3.2 - L'imperméabilisation doit être limitée et maîtrisée.

4.3.3 - Les aménagements nécessaires au libre écoulement, ceux visant la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

4.3.4 - Dans tous les cas, les débits d'eaux pluviales sortant des opérations d'aménagement ou de constructions ne doivent pas constituer une aggravation des risques d'inondation en aval par rapport à la situation préexistante.

4.3.5 - S'il existe un réseau pluvial, seul le débit de fuite ou le trop plein du dispositif de régulation pourra y être raccordé.

Article 13 du règlement :

Dans les zones Ua: « Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, la surface végétalisée doit être au moins égale à 40% de l'unité foncière ».

La desserte en réseaux eau potable est suffisante pour desservir les dents creuses du centre bourg.

V.6 - Préservation des zones agricoles

Le projet de BOUTAVENT LA GRANGE a pris en compte l'aspect agricole. Les terres agricoles sont préservées en zone A agricole. Les terrains ouverts à l'urbanisation ne viennent pas pénaliser les exploitants en place sur le territoire communal. Ce point a d'ailleurs fait l'objet d'une analyse particulière par le groupe de travail lors de la définition de la zone UA (pas d'urbanisation en profondeur de l'enveloppe bâtie car enjeu agricole fort). Des accès aux terres ont été maintenus en zone A depuis la départementale.

V.7 - Les incidences du projet sur l'environnement

Les principaux enjeux environnementaux de la commune de BOUTAVENT LA GRANGE correspondent à la présence de boisements et des éléments naturels tels que les vergers et les haies. Bien que ne faisant pas spécifiquement l'objet d'inventaire ou de mesure de protection, ces

milieux naturels constituent des zones d'habitat, de nourrissage et de refuge pour de nombreuses espèces. Ces milieux favorables à la biodiversité « ordinaire » constituent des éléments de la trame verte.

V.7.1 Généralités sur les incidences potentielles du document

Cette étape de l'analyse vise à identifier les composantes du document d'urbanisme génératrices de pressions ou effets environnementaux, qui pourront ainsi avoir des incidences sur le territoire. Elle est basée sur les enjeux environnementaux définis dans les premières phases d'élaboration du P.L.U.

L'évaluation des incidences du projet de zonage sur l'environnement considère chaque secteur de la commune, en fonction de sa localisation, de son affectation et des enjeux environnementaux qui y sont liés. Il s'agit alors d'une approche territoriale des incidences. L'analyse s'attachera également à mettre en évidence comment le projet contribue à la préservation des secteurs les plus sensibles sur le plan environnemental.

V.7.2 Analyse des incidences du projet

Les principaux enjeux environnementaux du territoire de BOUTAVENT LA GRANGE concernent les éléments naturels participant à la richesse écologique du territoire. L'analyse présentée dans la suite de ce rapport concerne l'évaluation des incidences sur les portions de territoire à enjeux.

V.7.2.1- Les sites naturels remarquables et protégés (Z.N.I.E.F.F. de type 1 et 2)

Les Z.N.I.E.F.F. sont des zones d'inventaires scientifiques permettant de mettre en évidence la richesse écologique, patrimoniale et / ou fonctionnelle d'un secteur. L'inventaire Z.N.I.E.F.F. ne constitue pas un outil réglementaire de protection. En revanche, ce rôle de « porter à connaissance » permet d'identifier les enjeux pouvant être associés à ce site. Les Z.N.I.E.F.F. de type 1 sont caractérisées par l'intérêt biologique remarquable d'un secteur.

Pour mémoire, BOUTAVENT LA GRANGE n'abrite aucune Z.N.I.E.F.F. de type 1 ou 2. De plus, aucune de ces mesures de protection n'est limitrophe du territoire communal.

Le projet de zonage du P.L.U. n'aura pas d'incidence directe sur les espèces et habitats déterminants des Z.N.I.E.F.F. situées dans un périmètre de 1 km autour de la commune.

Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation (zones « AU ») n'est envisagée en limite ou à proximité immédiate des Z.N.I.E.F.F. Ainsi, aucune incidence indirecte sur les espèces et milieux déterminants n'est envisagée.

L'impact potentiel de la mise en œuvre du P.L.U. sur les Z.N.I.E.F.F. de type 1 et 2 sera nul.

V.7.2.2 - Les corridors écologiques potentiels

Aucun corridor écologique potentiel n'est identifié sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE.

Le projet de PLU n'engendrera pas de coupure des corridors écologiques potentiels identifiés dans un périmètre de 1 km autour de BOUTAVENT LA GRANGE.

V.7.2.3 - Les sites du réseau Natura 2000

Aucun site NATURA 2000 n'est situé dans un périmètre de 2 km autour de la commune de BOUTAVENT LA GRANGE.

Ainsi le PLU de BOUTAVENT LA GRANGE n'engendrera pas d'incidences directes sur les espèces d'intérêt communautaire.

De plus, le projet de zonage du P.L.U. n'a pas vocation à modifier les milieux naturels. Il n'aura pas d'incidence directe sur les habitats d'intérêt communautaire de la zone NATURA 2000.

Enfin, les élus ont souhaité protéger les éléments du paysage, limitant le phénomène de ruissellement et de lessivage des sols, ainsi les risques de pollutions éventuelles.

V.7.2.4 - Les zones humides

En raison du relief et de la pédologie, aucune zone à dominante humide n'est recensée à BOUTAVENT LA GRANGE.

Au vu de cette information, l'impact potentiel de la mise en œuvre du P.L.U. sur les zones à dominantes humides sera nul.

V.7.2.5 - Les milieux naturels présents

a) - Les mares

Le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE compte une mare communale située en zone UA. Le remblaiement des mares est interdit par le règlement associé à chaque des zones définies sur la commune.
Ainsi, le projet de P.L.U. assure la préservation de cette mare.

b) - Les boisements

Les boisements constitutifs du territoire de BOUTAVENT LA GRANGE sont classés en zone « A » dans le P.L.U. Ce classement implique une protection de ces milieux puisque le type de constructions autorisées est limité.
De plus, les masses boisées sont reprises sur le plan de zonage et protégées à travers l'article 13 du règlement.

c) - Le bocage

Les haies bocagères (notamment d'intérêt hydraulique, paysager et faunistique), à protéger sont cartographiées sur le plan de zonage et dans l'article 13 du règlement pour chaque zones. Le règlement du P.L.U. interdit également la suppression des haies et talus au rôle d'obstacle contre les ruissellements.

V.8 - Les conditions d'aménagement des abords des principaux axes routiers : article L.111-1-4 du code de l'urbanisme

La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de l'environnement, dite « Loi Barnier », a créé par son article 52 un article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme qui s'applique aux zones **non urbanisées**. Les dispositions de cet article partent d'un constat : les désordres urbains le long des voies routières et autoroutières, notamment dans les entrées de ville, dus à une forte pression économique d'acteurs qui recherchent pour leur implantation l'accessibilité, la disponibilité foncière et la visibilité, sans préoccupations d'aménagement et dans le seul souci de rentabilité immédiate.

Les objectifs de l'article L.111-1-4 : L'intervention du législateur permet de promouvoir une urbanisation de qualité dans des espaces en mutation, trop souvent maltraités, faute d'une réflexion d'ensemble. En dehors des espaces urbanisés, et en l'absence de réflexion spécifique d'aménagement, les marges de reculement à respecter sont de 100 mètres par rapport à l'axe pour les voies express et de 75 mètres par rapport à l'axe pour les voies à grande circulation. La marge de reculement (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) permet de libérer un espace pour les projets paysagers ou la sauvegarde des paysages existants. Elle est la base d'une réponse de qualité sur l'aménagement des espaces le long des

voies à grande circulation. Les principes retenus par la commune ont été pris en compte dans le P.L.U. et traduits aux articles 6, 11 et 13 du règlement.

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale des sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation. »

L'article R.123-1 du code de l'urbanisme vise, le cas échéant, l'étude possible prévue à l'article L.111-1-4, en tant que pièce constitutive du PLU. L'étude à mener va ainsi au-delà d'éléments de justifications intégrés dans le rapport de présentation.

Cette étude doit ainsi s'appuyer sur une réflexion de projet urbain, appréhendant un état initial de l'environnement, les conséquences d'une urbanisation à proximité de la ou des voies concernées et motivant le recul au final retenu pour l'implantation des constructions.

Sur la commune de BOUTAVENT LA GRANGE, aucune voie routière n'est concernée par cet article. Aucune prescription n'a été reprise dans le PLU.

V.9 - Les documents supra-communaux

V.9.1 - Le projet de schéma de cohérence territoriale de la Picardie Verte

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE est incluse dans le périmètre du SCOT de la Picardie Verte. Le projet de SCOT est porté par la Communauté de Communes de la Picardie Verte qui a engagé l'élaboration du SCOT.

Le PLU devra intégrer dans un rapport de compatibilité les orientations que définira le Scot une fois ce dernier approuvé. Si l'approbation du PLU est préalable à celle du Scot, il devra, le cas échéant, être mis en compatibilité avec le Scot dans les trois ans suivant l'approbation de ce dernier.

Le SCOT a été approuvé le 20 Mars 2014. Le groupe de travail a associé la Communauté de Communes tout au long de l'élaboration du PLU. Le projet de PLU de BOUTAVENT LA GRANGE a reçu un avis favorable du Conseil Communautaire du 26 Septembre 2013.

V.9.2 - Le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le SDAGE concourt à l'aménagement du territoire et au développement durable du bassin Seine-Normandie par la mise en œuvre d'une gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques.

Le bassin Seine-Normandie couvre ainsi 8 régions, 25 départements et 9 000 communes. Il s'étend sur environ 100 000 km², soit 1/5 du territoire national. La population du bassin est de 17,6 millions d'habitants (30% de la population française), dont 80 % vivent en zone urbaine. L'agglomération parisienne avec ses 8 millions d'habitants forme un tissu urbain quasi continu d'environ 2 000 km². Il en résulte des pressions fortes sur les milieux et sur les régions voisines pour l'alimentation en eau potable, en granulats extraits des principales vallées alluviales, et sur l'aval pour l'évacuation des rejets. Il représente 40% des activités industrielles du pays et 60 000 km² (60% de la superficie) en terres agricoles.

Les enjeux majeurs du SDAGE sont les suivants :

- gestion et protection des milieux aquatiques,
- gestion qualitative de la ressource,
- gestion quantitative de la ressource, prévention et gestion des risques, les inondations et les étiages,
- amélioration des connaissances sur les milieux aquatiques.

En application de la loi du 21 avril 2004 portant transposition en droit français de la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, le Plu doit être compatible « avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis » par le SDAGE (L.122-1).

La directive cadre sur l'eau (DCE) fait évoluer la gestion équilibrée d'une obligation de moyens vers une obligation de résultats et impose la révision du SDAGE pour y intégrer les nouvelles exigences:

- fixer les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau,
- fixer les objectifs de qualité et de quantité nécessaires pour atteindre un « bon état » des masses d'eau en 2015, pour prévenir toute détérioration de la qualité actuelle, et pour réduire les traitements nécessaires à la production d'eau potable,
- fixer le cas échéant et en les motivant, des échéances plus lointaines ou des dérogations d'objectifs,
- indiquer comment sont pris en charge par les utilisateurs les coûts liés à l'utilisation de l'eau, en distinguant au moins le secteur industriel, le secteur agricole et les usages domestiques,
- déterminer les aménagements et les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs.

Le SDAGE Seine-Normandie a été ainsi soumis à la consultation du public du 15 avril au 15 octobre 2008, puis à celle des assemblées du 15 octobre au 20 janvier 2009. Le SDAGE est opérationnel au 1er janvier 2010 pour une période de six ans.

L'objectif fondateur du projet de SDAGE en cohérence avec le Grenelle de l'environnement, est d'obtenir en 2015 le « bon état écologique » sur les deux tiers des masses d'eaux superficielles et sur un tiers des masses d'eaux souterraines.

Le SDAGE est un outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau. Il est accompagné d'un programme de mesures qui décline les orientations du SDAGE en moyens (réglementaires, techniques, financiers) et en actions permettant de répondre à l'objectif ambitieux de 2015 pour chaque unité hydrographique. Il a été élaboré à partir d'un état des lieux réalisé en 2005 et présenté dans le document de travail « Élaboration du Sdage et du programme de mesures – État et enjeux des masses d'eau » de la Commission géographique Seine-aval du Comité de Bassin Seine-Normandie.

Ce document s'efforce de présenter pour chaque masse d'eau les éléments suivants :

- paramètres susceptibles d'empêcher l'atteinte du bon état écologique,
- état chimique des masses d'eau souterraines sous-jacentes à la masse d'eau superficielle,
- état chimique de la masse d'eau après les analyses sur eau et sur sédiments,
- principaux enjeux identifiés sur la masse d'eau et nécessitant des mesures pour permettre à la masse d'eau d'atteindre le bon état en 2015.

Le projet de SDAGE et son programme de mesures ont été élaborés par un groupe de travail réunissant élus, industriels, agriculteurs et associations. Il fixe 8 orientations fondamentales - les défis majeurs à relever - en s'appuyant sur les deux leviers que sont l'acquisition/le partage des connaissances et le développement de la gouvernance et de l'analyse économique :

- diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants « classiques »,
- diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,
- réduire les pollutions micro biologiques des milieux,
- protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
- protéger et restaurer les milieux aquatiques humides,
- gérer la rareté de la ressource en eau,
- limiter et prévenir le risque d'inondation.

Ces huit défis sont déclinés en une quarantaine d'orientations, elles-mêmes s'exprimant au travers de plus de 170 dispositions.

Le PLU devra donc être compatible avec les orientations fondamentales et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis. Le PLU devra répondre aux objectifs parfois généraux du SDAGE. Parmi les nombreuses dispositions que le SDAGE définit, certaines sont en lien direct avec le champ réglementaire de l'urbanisme et demandent une déclinaison concrète à l'échelle du PLU.

Peuvent entre autre être citées les dispositions relatives :

- à l'orientation 1 « continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux » notamment par « l'amélioration des réseaux collectifs d'assainissement »,
- à l'orientation 2 « Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies préventives et palliatives »,
- à l'orientation 4 « Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques »,
- à l'orientation 18 « Mettre fin à la disparition, la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité »,
- à l'orientation 28 « Améliorer la sensibilisation, l'information préventive et les connaissances sur le risque d'inondation »,
- à l'orientation 29 « Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque d'inondation »,
- à l'orientation 30 « Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues »,
- à l'orientation 31 « Limiter les impacts des ouvrages de protection contre les inondations qui ne doivent pas accroître le risque d'aval »,
- à l'orientation 32 « Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation ».

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE n'est pas concernée par des périmètres de protection d'un captage d'eau potable. De plus, elle n'est parcourue par un cours d'eau. En revanche, des ruissellements sont identifiés sur le territoire communal

Ainsi, les axes de ruissellements ont été identifiés et localisés avec le groupe de travail en réunion. L'ensemble des espaces concernés par ces thématiques ont été classés en zone A du PLU.

Les élus ont également souhaité recensé et protéger, par l'intermédiaire du PLU, l'ensemble du réseau de haies bocagères et els masses boisées du territoire communal, participant à lutte contre les ruissellements et le phénomène d'érosion des sols.

Enfin, la présence des réseaux pour les dents creuses a été prise en compte dans la réflexion du PLU. Leur capacité en terme d'alimentation en eau potable permettra d'accueillir de nouveaux habitants.

V.9.3 - Le Schéma Régional Climat Air Energie

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement prévoit l'élaboration conjointe par l'Etat et le Conseil régional d'un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie. Celui-ci fixe, à l'échelon du territoire régional et à l'horizon 2020 et 2050 :

- les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, conformément à l'engagement pris par la France, à l'article 2 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, de diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050, et conformément aux engagements pris dans le cadre européen. A ce titre, il définit notamment les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie ;
- les orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du code de l'environnement. de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. A ce titre, il définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque les nécessités de leur protection le justifient ;
- par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique telles que les unités de cogénération, notamment alimentées à partir de biomasse, conformément aux objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat. A ce titre, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie vaut schéma régional des énergies renouvelables au sens du III de l'article 19 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

L'élaboration du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, dans les termes prévus par le décret n° 2011-6178 du 16 juin 2011, est aujourd'hui achevée. La consultation du public et des organismes prévue à l'article R 222-4 du code de l'environnement s'est déroulée du 4 novembre 2011 au 4 janvier 2012. Le projet de schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, modifié à l'issue de la consultation, a été approuvé par l'organe de délibération du Conseil régional le 30 mars 2012 et validé par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2012.

Conformément à la loi, le schéma régional éolien constitue un volet annexé à ce document et définit, en cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne compte tenu d'une part du potentiel éolien et d'autre part des servitudes, des règles de protection des espaces naturels ainsi que du patrimoine naturel et culturel, des ensembles paysagers, des contraintes techniques et des orientations régionales. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées ces zones et fixe, pour la Picardie, un objectif de production installée de 2800 MW à l'horizon 2020.

La commune de BOUTAVENT LA GRANGE figure parmi la liste des communes dont le territoire est situé en tout ou partie en zone favorable sous conditions du schéma régional éolien. Il est à noter qu'un parc éolien est déjà présent sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE.

Sur la question des déplacements, seul le centre bourg accueillera une nouvelle urbanisation afin justement de limiter les déplacements sur le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE et donc limiter les émissions de gaz à effet de serre. En outre, il s'agit des secteurs desservis par le transport scolaire. Il est rappelé que des transports en commun (gare, bus) sont accessibles à moins de 6 km du centre bourg. Enfin, plusieurs bassins d'emplois des habitants de BOUTAVENT LA GRANGE se situent dans un rayon maximal de 8 km du centre bourg.

La desserte numérique du territoire a également été intégrée aux réflexions menées dans le PLU. Ces nouveaux outils pouvant permettre de développer des nouvelles formes d'emplois à distance.

Le projet de PLU a veillé à préserver les fonctionnalités écologiques des milieux, par la préservation du réseau de haies bocagères et des masses boisées.

Grâce au règlement de la zone A, les exploitants agricoles pourront, s'ils le souhaitent, développer les lieux de vente de proximité et de vente directe de leurs produits.

Le règlement du PLU permet également l'installation d'activités économiques sur le territoire communal, dans la mesure où ces activités sont compatibles avec l'occupation du sol environnante.

V.9.4 - Les servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique (Sup) constituent des limitations administratives au droit de propriété, instituées dans un but d'utilité publique au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales ...), de concessionnaires de services publics (Edf, Gdf ...) et de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires de canalisations ...).

Le PLU doit comporter en annexe les différentes SUP (Article L.126-1 du code de l'urbanisme). Leur liste, dressée par décret en conseil d'État et annexée au code de l'urbanisme, les classe en quatre catégories :

- les servitudes relatives à la conservation du patrimoine,
- les servitudes relatives à la conservation de certaines ressources et équipements,
- les servitudes relatives à la défense nationale,
- les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

A l'expiration du délai d'un an suivant l'approbation du PLU ou l'institution d'une nouvelle servitude, seules celles annexées au PLU peuvent être opposées aux demandes d'autorisations d'occupation du sol.

Les SUP recensées intéressant le territoire communal sont répertoriées dans les annexes du PLU.

Les servitudes d'utilité publique ont été respectées dans le projet de PLU de BOUTAVENT LA GRANGE.

V.10 - Superficie des différentes zones

Le territoire de BOUTAVENT LA GRANGE s'étend sur une superficie totale d'environ 437 hectares, répartis suivant le plan local d'urbanisme conformément au tableau ci-contre :

Le projet de PLU de BOUTAVENT LA GRANGE permet de renforcer le centre bourg en corrélation avec les objectifs communaux, dans un souci de préservation du site.

ZONES URBAINES	UA	UA	10 ha 68 a 22 ca
	TOTAL ZONES URBAINES	/	10 ha 68 a 22 ca
ZONES NATURELLES	A	A	425 ha 86 a 08 ca
		Ah	45 a 70 ca
	TOTAL ZONES NATURELLES	/	426 ha 31 a 78 ca

Ainsi l'urbanisation des dents creuses permettra de répondre aux besoins et objectifs d'accueil de population définis par les élus à moyen et long terme. En effet, la surface totale de dents creuses s'élève à 1 ha 05 a.

V.11 - Indicateurs permettant l'évaluation du P.L.U.

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme doit comporter des indicateurs permettant d'évaluer les résultats du PLU (article L.123-12-1 du Code de l'Urbanisme :

« Trois ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme ou la dernière délibération portant révision de ce plan, un débat est organisé au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article L. 123-6, du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article L. 123-6, le conseil municipal délibère sur l'opportunité d'une application des dispositions prévues au sixième alinéa de l'article L. 123-11, d'une mise en révision de ce plan dans les conditions prévues à l'article L. 123-13. Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision ».

Objectifs	Indicateurs possibles
Renouvellement urbain et densification du centre bourg	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre total de logements créés ✓ Nombre de constructions d'habitations neuves réalisées, ✓ Nombre de bâtiments réhabilités en habitation
Pérennisation des activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre d'activités économiques (artisanat, commerciale, services) possédant leur siège social sur la commune
Pérennisation des exploitations agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre de sites d'exploitations agricoles recensés ✓ Evolution du statut des exploitations (installations classées pour la protection de l'environnement, cessation, reprise, ...)
Gestion des déplacements sur le territoire communal	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place d'aménagements routiers (exemple : passage piétons, radar pédagogique)
Protection du patrimoine et de l'identité rurale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des calvaires ✓ Respect du nuancier de couleurs ✓ Préservation du réseau de haies bocagères
Modération de la consommation de l'espace	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Surface moyenne des parcelles créées

ANNEXES

- Fiches BASIAS



Basias

Inventaire historique de sites industriels et activités de service

Fiche détaillée : PIC6000235

Vous pouvez télécharger cette fiche au format ASCII.

Pour connaître le cadre réglementaire de l'inventaire historique régional, consultez le préambule départemental.

[Page précédente](#)
[Fiche synthétique](#)
[Aide pour l'export](#)
[Exporter la fiche](#)
[Préambule départemental](#)

1 - IDENTIFICATION DU SITE

Indice départemental : PIC6000235
 Unité gestionnaire : PIC
 Créateur(s) de la fiche : AH/SC
 Date de création de la fiche : 26/02/2003
 Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Gorin (Ets) (ex. Ets Berton André, ex. Ets Gambier Albert)
 Etat de connaissance : Inventorié
 Visite du site : Oui, site non retrouvé
 Date de visite : 19/07/2004

2 - CONSULTATION À PROPOS DU SITE

Consultation de la mairie : Oui
 Date de consultation : 04/11/2003
 Réponse de la mairie : Oui
 Date de réponse : 14/11/2003

3 - LOCALISATION DU SITE

Première adresse : Boutavent La Grange 60220
 Dernière adresse : Grange la : 60220 Boutavent
 Localisation : "Les Meigneux", chemin d'Aumale à Gerberoy
 Code INSEE : 60096
 Commune principale : BOUTAVENT (60096)

Projection : L.Zone (centroïde) L2e (centroïde) L93 (centroïde) L2e (adresse)
 X (m) :
 Y (m) :
 Précision X,Y (m) :

Altitude :
 Précision Z (m) :

4 - PROPRIÉTÉ DU SITE

Propriétaires actuel(s) et ancien(s) :	Date de référence	Nom ou raison sociale	Type	Exploitant
	01/03/1905	M. d'Halescourt michel	Personne physique	Non
	01/01/1906	M. Gambier albert	Personne physique	Oui

Référence(s) cadastrale(s) des parcelles occupées (tout ou partie) par le site :	Cadastre	Date	Echelle	Section	Parcelle	Précision
	Boutavent-la-Grange			A	536	

Nombre de propriétaires actuels : ?

5 - ACTIVITÉ(S)

Etat d'occupation du site : Activité terminée
 Date première activité : 26/02/1907
 Date dernière activité : 01/01/1111
 Origine de la date : AP=Arrêté préfectoral

Historique de(s) l'activité(s) sur le site

N° ordre	Date début	Date fin	Code activité	Libellé de l'activité	Importance de l'activité	Groupe selon SEI	Origine de la date début	Référence du dossier	Autres informations
1	06/02/1907	01/01/1111	C10.1	Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande, de la charcuterie et des os (dégraissage, dépôt, équarissage)	Autorisation	3ième groupe	AP=Arrêté préfectoral	AD 60 Beauvais : 5M Mp2427	atelier d'équarissage

Exploitant(s)

Date de début d'exploitation	Date de fin d'exploitation	Nom de l'exploitant ou raison sociale
26/02/1907	23/03/1922	M. Gambier albert
23/03/1922	01/01/1926	M. Berton andré
01/01/1934	01/01/1111	M. Gorin

6 - UTILISATION ET PROJET(S)

Nombre d'utilisateur(s) actuel(s) : ?
 Site réaménagé ? : ?
 Site en friche ? : ?
 Réaménagement sensible ? : ?
 Commentaire(s) : Pas d'infos fournies par la mairie.

7 - ENVIRONNEMENT

Milieu implantation :

Rural

9 - ETUDES ET ACTIONS

Sélection des sites

Test de sélection des sites

Date de première étude connue

Nature de la décision

10 - DOCUMENTS ASSOCIÉS

11 - BIBLIOGRAPHIE

Source(s) d'information :

AD 60 Beauvais : 5M Mp2427

12 - Synthèse historique

**Basias****Inventaire historique de sites industriels et activités de service****Fiche détaillée : PIC6004269**

Vous pouvez télécharger cette fiche au format ASCII.

Pour connaître le cadre réglementaire de l'inventaire historique régional, consultez le préambule départemental.

[Page précédente](#)
[Fiche synthétique](#)
[Aide pour l'export](#)
[Exporter la fiche](#)
[Préambule départemental](#)
1 - IDENTIFICATION DU SITE

Indice départemental : PIC6004269
 Unité gestionnaire : PIC
 Créateur(s) de la fiche : MM
 Date de création de la fiche : 11/07/2003
 Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) : Morgant Jean-Pierre Ets
 Etat de connaissance : Inventorié
 Visite du site : Oui, site localisé
 Date de visite : 19/07/2004
 Autres identifications : Numéro 159 05 76 462 212 27 Organisme ou BD associée INSEE

2 - CONSULTATION À PROPOS DU SITE

Consultation de la mairie : Oui
 Date de consultation : 04/11/2003
 Réponse de la mairie : Oui
 Date de réponse : 14/11/2003

3 - LOCALISATION DU SITE

Première adresse : Levasseur (rue amédée), 10. Boutavent la Grange 60220
 Dernière adresse : 10 Rue Amédée Levasseur
 Code INSEE : 60096
 Commune principale : BOUTAVENT (60096)
 Zone Lambert initiale : Lambert I

Projection :	L.Zone (centroïde)	L2e (centroïde)	L93 (centroïde)	L2e (adresse)
X (m) :	558140	558087	610165	
Y (m) :	216043	2516352	6949995	
Précision X,Y (m) :				

Altitude :
 Précision Z (m) :

Carte(s) et plan(s) consulté(s) :	Carte consultée	Echelle	Année d'édition	Présence du site	Référence du dossier
	plan de masse 1	1/500		Oui	

4 - PROPRIÉTÉ DU SITE

Référence(s) cadastrale(s) des parcelles occupées (tout ou partie) par le site :	Cadastré	Date	Echelle	Section	Parcelle	Précision
	Boutavent-la-Grange			A	86	

Nombre de propriétaires actuels : ?

5 - ACTIVITÉ(S)

Etat d'occupation du site : En activité
 Date première activité : 17/06/1994
 Origine de la date : RD=Récépissé de déclaration
 Historique de(s) l'activité(s) sur le site

N° ordre	Date début	Date fin	Code activité	Libellé de l'activité	Importance de l'activité	Groupe selon SEI	Origine de la date début	Référence du dossier	Autres informations
1	17/06/1994		C16.10B	Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis...	Déclaration	1er groupe	RD=Récépissé de déclaration	AP 60 Beauvais : 51	application de peinture et vernis (10L)
2	17/06/1994		C16.23Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	Déclaration	3ième groupe	RD=Récépissé de déclaration	AP 60 Beauvais : 51	menuiserie

Produit(s) utilisé(s) ou généré(s) par l'activité du site

Numéro activité	Code produit	Libellé du produit	Quantité m3	Quantité tonnes/semaine
1	C06	Colle, Mastic, Vernis, Résine, Huile siccative (huile de lin)		
1	C21	Pigments, Peintures, Encres et Colorants		

Exploitant(s)	Date de début d'exploitation	Date de fin d'exploitation	Nom de l'exploitant ou raison sociale
	17/06/1994		M.Morgant Jean-Pierre

6 - UTILISATION ET PROJET(S)

Nombre d'utilisateur(s) actuel(s) :	Utilisateur(s) :	Nom(s) ou raison(s) sociale(s)	Type	Statut
		Unique		

	Ets Jean-Pierre Morgant	Entreprise privée ou son représentant	?
Site réaménagé ? :	Non		
Site en friche ? :	Non		
Réaménagement sensible ? :	Non		

7 - ENVIRONNEMENT

Milieu implantation :	Urbain
Captage AEP ? :	Non
Périmètre de protection ? :	Non
Formation superficielle :	Limons/Loess
Substratum :	Calcaire tendre/Craie
Nom de la nappe :	Nappe de la craie du Beauvaisis
Type de nappe :	Libre
Type aquifère :	Fissuré
Code du système aquifère :	008c
Nom du système :	PICARDIE / BASSIN DU THERAIN

9 - ETUDES ET ACTIONS

Sélection des sites	Test de sélection des sites	Date de première étude connue	Nature de la décision
---------------------	-----------------------------	-------------------------------	-----------------------

10 - DOCUMENTS ASSOCIÉS**11 - BIBLIOGRAPHIE**

Source(s) d'information :	AP 60 Beauvais : 51
---------------------------	---------------------

12 - Synthèse historique